

Université de Montréal

# **Conflit israélo-palestinien: Impasse et intérêts politiques**

Par

**Rose-Hélène Beauséjour**

Département d'études internationales

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès sciences (M.Sc.) en Études internationales, Cultures, conflits et paix

Novembre 2020

©Rose-Hélène Beauséjour, 2020

*Ultimement,  
c'est un peu ça le quotidien dans ce conflit qui  
ne sait que perdurer.*

*Des petits-déjeuners pris dans un abri  
antimissile, des murs qui vibrent la nuit quand  
tout le monde dort, des parents inquiets, des  
enfants qui ne peuvent aller à l'école, des  
poissons qui seront épargnés aujourd'hui par  
les pêcheurs restés à la maison.*

*Et des rêves brisés.*

## RÉSUMÉ

Plus de 70 ans après la création de l'État d'Israël, un quart de siècle depuis la signature des accords d'Oslo, les espoirs de paix entre l'État d'Israël et les Palestiniens s'estompent. Le conflit israélo-palestinien ne s'en trouve pas forcément exacerbé, mais plutôt bien enlisé. Étonnamment, la sortie de cette impasse ne semble pas être une priorité pour les actuels leaders politiques des parties au conflit, le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

S'appuyant sur des travaux en analyse de politique étrangère argumentant que les conflits interétatiques peuvent s'avérer un moyen de diversion utilisé par les leaders politiques pour esquiver des problèmes de politique interne, ce mémoire se penche sur les raisons qui pourraient expliquer l'intérêt des leaders israéliens et palestiniens à maintenir le statu quo dans le conflit. La période observée s'étend de 2009 à 2019, soit une période à laquelle les deux hommes politiques se trouvent respectivement au pouvoir. Basé sur des travaux scientifiques, sur des analyses de think-tanks et sur de l'information collectée dans les médias israéliens et palestiniens, le mémoire s'appuie également sur une série d'entrevues menées entre décembre 2019 et mai 2020 en Israël et en Cisjordanie avec des universitaires, journalistes et décideurs tant israéliens que palestiniens.

**Question de recherche:** « Si un règlement au conflit israélo-palestinien semble souhaitable, pourquoi les leaders israéliens et palestiniens ne font-ils pas davantage d'efforts pour résoudre le conflit? »

**Mots-clés:** *Conflit israélo-palestinien, impasse politique, leaders politiques, intérêts personnels, intérêts nationaux, théorie de la diversion*

## **ABSTRACT**

More than 70 years after the creation of the State of Israel and a quarter of a century since the signing of the Oslo Accords, hope for peace between the State of Israel and the Palestinians is fading. The Israeli-Palestinian conflict is not necessarily exacerbated, but rather immobilized. Surprisingly, ending this stalemate does not seem to be a priority for the current political leaders of the warring parties, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu and the President of the Palestinian Authority Mahmoud Abbas.

Building on foreign policy analyses which argue that inter-state conflicts may be a diversion used by political leaders to evade domestic issues, this research looks at the reasons that might explain the interest of both the Israeli and Palestinian leaders in maintaining the status quo of the conflict. The researched period extends from 2009 to 2019 – a period in which the two politicians are respectively in power. Based on scientific work, think-tanks analyses, and information collected in Israeli and Palestinian media, the work also draws on a series of interviews conducted between December 2019 and May 2020 in Israel and in the West Bank with Israeli and Palestinian scholars, journalists, and policy-makers.

**Research question:** "If a settlement to the Israeli-Palestinian conflict seems desirable, why are Israeli and Palestinian leaders Benjamin Netanyahu and Mahmoud Abbas not making more efforts to resolve the conflict?"

**Keywords:** *Israeli-Palestinian conflict, political stalemate, political leaders, personal interests, national interests, diversionary theory of war*

## TABLE DES MATIÈRES

• Liste des tableaux .....	8
• Liste des graphiques et illustrations .....	9
• Abréviations .....	10
• Remerciements .....	11
• Avant-propos .....	13
<b>Chapitre 1: INTRODUCTION .....</b>	<b>16</b>
1.1 Mise en contexte .....	16
1.2 État de la question .....	17
1.3 Hypothèses .....	17
1.4 Cadre théorique .....	18
1.5 Méthodologie et opérationnalisation .....	18
1.6 Quels acteurs? .....	21
1.6.1. <i>L'Autorité palestinienne: Quel interlocuteur?</i> .....	22
<b>Chapitre 2: THÉORIE .....</b>	<b>24</b>
2.1 Dynamiques de pouvoir dans les conflits prolongés .....	24
2.2 Le conflit du Sahara Occidental comme précédent .....	25
2.3 Calcul d'intérêts politiques .....	26
2.4 Théorie de la diversion .....	28
2.4.1. <i>« Rally around the flag » ou « Rally around the leader? »</i> .....	30
2.5 Les intérêts des leaders .....	32
2.6 Intérêts personnels des leaders vs Intérêt national .....	33
2.7 La diversion: démocrate ou autocrate? .....	34
<b>Chapitre 3: LE CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN : STATU QUO? .....</b>	<b>38</b>
3.1 Statu quo ou impasse politique? .....	38
3.2 Le « statu quo » israélo-palestinien .....	41
3.3 Des conditions pour sortir du « protracted status quo » du conflit israélo-palestinien .....	42
3.3.1. <i>« Ripeness »</i> .....	43
3.4 Quelles raisons derrière l'impasse politique? .....	44
3.4.1. <i>Israël: La gestion plutôt que le règlement</i> .....	46
3.4.2. <i>Le fossé: fondement du statu quo maintenu par les politiciens?</i> .....	48
3.4.3. <i>Différentes stratégies, des intérêts convergents</i> .....	50
3.4 « But we tried – they rejected » .....	52
3.5 La paix, à l'agenda? .....	54

<b>Chapitre 4: POSITIONS DES LEADERS ISRAËLIENS ET PALESTINIENS SUR LE CONFLIT</b> .....	57
4.1 Positions de Benyamin Netanyahou .....	57
4.2 Positions des leaders israéliens de l'histoire du conflit .....	61
4.3 Positions des leaders palestiniens de l'histoire du conflit .....	66
<b>Chapitre 5: LA SOLUTION À DEUX ÉTATS</b> .....	71
5.1 La Solution .....	72
5.2 La solution à deux États: Pour qui? .....	74
5.2.1. <i>Pour Israël</i> .....	74
5.2.2. <i>Pour les Palestiniens</i> .....	76
<b>Chapitre 6: POLITIQUE EN ISRAËL</b> .....	81
6.1 Intérêts nationaux en Israël .....	81
6.2 Intérêts personnels des leaders vs intérêts nationaux en Israël .....	84
6.3 Faiblesses internes en Israël .....	85
6.3.1. <i>Système politique israélien: Prisonnier de la logique de coalition</i> .....	85
<b>Chapitre 7: BENYAMIN NETANYAHOU</b> .....	88
7.1 Benyamin Netanyahou souhaite-t-il la paix? .....	88
7.1.1. <i>Netanyahou fait-il usage de la diversion?</i> .....	90
7.2 Les intérêts de Benyamin Netanyahou .....	92
7.2.1. <i>Occulter l'enjeu légal</i> .....	92
7.2.2. <i>Maintien au pouvoir</i> .....	93
7.2.3. <i>Définition d'un legs politique</i> .....	95
7.3 Une impasse bénéfique à Benyamin Netanyahou? .....	95
7.3.1. <i>Mr. Security</i> .....	96
7.4 Les intérêts de Netanyahou coïncident-ils avec l'Intérêt national israélien? .....	99
7.4.1. <i>Un conflit électoralement payant</i> .....	102
7.4.2. <i>Convergence d'appuis internationaux</i> .....	106
<b>Chapitre 8: POLITIQUE CHEZ LES PALESTINIENS</b> .....	115
8.1 Faiblesses internes du camp palestinien .....	115
8.1.1. <i>Un conflit fratricide: Fatah / Hamas</i> .....	116
8.1.2. <i>Quelle démocratie dans les territoires palestiniens?</i> .....	118
8.2 Intérêts nationaux palestiniens .....	119
8.3 Intérêts personnels des leaders vs intérêts nationaux chez les Palestiniens .....	121
<b>Chapitre 9: MAHMOUD ABBAS</b> .....	123
9.1 Mahmoud Abbas souhaite-t-il la paix? .....	123
9.1.1. <i>Abbas fait-il usage de la diversion?</i> .....	128
9.2 Les intérêts de Mahmoud Abbas .....	129

9.2.1.	<i>Surpasser les schismes palestiniens</i> .....	130
9.2.2.	<i>Diverger l'attention d'une corruption bien connue</i> .....	131
9.2.3.	<i>Des conditions socio-économiques difficiles</i> .....	132
9.3	Une impasse bénéfique à Mahmoud Abbas? .....	132
9.4	Les intérêts d'Abbas coïncident-ils avec l'Intérêt national palestinien? .....	134
<b>Chapitre 10: QUI BÉNÉFICIE DE L'IMPASSE DU CONFLIT? .....</b>		<b>136</b>
10.1	Quelle partie au conflit? .....	136
10.2	De la diversion à l'impasse .....	138
10.3	L'impasse: un moindre mal? .....	139
10.4	À quel leader l'impasse a-t-elle profité? .....	142
<b>Chapitre 11: CONCLUSION .....</b>		<b>146</b>
11.1	Des récits miroirs .....	146
11.2	Un conflit intriqué .....	147
11.3	« Dés-intérêt » .....	148
<b>Épilogue – L'année 2020, terrain et rédaction mouvementés .....</b>		<b>150</b>
<b>Bibliographie .....</b>		<b>155</b>

## **LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau 1</b>	Comparaison des positions de premiers ministres israéliens .....	63
<b>Tableau 2</b>	La théorie de la diversion dans le contexte israélien de 2009-2019 .....	91
<b>Tableau 3</b>	La théorie de la diversion dans le contexte palestinien de 2009-2019 .....	128



## LISTE DES GRAPHIQUES ET ILLUSTRATIONS

<b>Illustration 1</b> Hypothèse principale .....	17
<b>Illustration 2</b> Facteurs affectant la maturité, ses éléments, ainsi que la décision de négocier ...	44
<b>Illustration 3</b> Campagne électorale de Benyamin Netanyahou pour les élections de 2015 .....	103
<b>Illustration 4</b> Campagne électorale de Benyamin Netanyahou pour les élections de 2019 .....	104
<b>Illustration 5</b> Affiches publicitaires montrant Benyamin Netanyahou avec d'autres leaders ...	107
<b>Illustration 6</b> Affiche publicitaire montrant Benyamin Netanyahou et son homologue indien	107
<b>Illustration 7</b> Sondage « Public Opinion Poll No. 74 » du <i>PCPSR</i> , 25 décembre 2019 .....	121
<b>Illustration 8</b> Cycle du conflit israélo-palestinien .....	139
<b>Graphique 1</b> Cote d'approbation du président Bush de 2001 à 2006 .....	29
<b>Graphique 2</b> Principales raisons de l'impasse .....	45
<b>Graphique 3</b> Attaques suicides 2002 à 2012 .....	137

## ABRÉVIATIONS

<b>AP / PA</b>	Autorité palestinienne
<b>COGAT</b>	<i>Coordinator of Government Activities in the Territories</i>
<b>INSS</b>	<i>Institute for National Security Studies</i>
<b>Knesset</b>	Parlement israélien
<b>OLP / PLO</b>	Organisation de libération de la Palestine
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>PCPSR</b>	<i>Palestinian Center for Policy and Survey Research</i>
<b>Tsahal</b>	Armée israélienne
<b>UNWRA</b>	Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

## REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont à toutes les personnes qui se sont mises sur mon chemin depuis l'été 2018 et qui ont façonné chacune à leur façon le résultat final de ce mémoire: Salma, Gideon, Oum Shadi, Mohammed, Omar, Daniel, Ahmad, Mohie et j'en passe. Merci d'avoir mis des noms sur les chiffres, les dates, les grands titres. Dans les moments de doutes, vos visages me rappelaient ce pourquoi j'étais venue ici. Merci à ceux qui m'ont incessamment rappelé que je ne pourrais « jamais comprendre » ce conflit. Dans les remises en question, je continuerai de tenter d'éclairer ce flou entre le « bien » et le « mal », sans jamais prétendre que j'en connais l'essence ou que je sais ce que représente perdre une fille, un père ou un ami dans un conflit. Merci également à toutes les personnes qui, dans un témoignage d'ouverture, ont accepté de participer à la recherche et sans lesquelles je n'aurais pu produire un travail aussi précieux en informations.

Je tiens à remercier Marie-Joelle Zahar qui a rapidement accepté de chapeauter mon projet. Merci pour votre franchise qui était entièrement celle dont j'avais besoin. Merci d'y avoir cru jusqu'à devoir défendre mon projet une soirée où l'électricité avait été coupée en Cisjordanie. Vous m'avez un jour fait mention du privilège que vous ressentiez de travailler avec moi, alors que le privilège était entièrement mien.

Merci à la direction de la maîtrise en Études internationales pour les bourses obtenues afin d'aller présenter mon projet à l'atelier du *Women in International Security – Canada 2019* à Toronto, ainsi que la bourse de perfectionnement obtenue en mars 2020 qui m'a permis de demeurer dans la région en pleine pandémie.

Merci à l'*Institute for National Security Studies* qui, après trois semaines de séminaires, de simulations et de voyages de terrain, m'a offert un milieu sérieux dans lequel me poser, afin de

comprendre le conflit israélo-palestinien dans la durée, dans son quotidien, ainsi que sous l'angle de l'opinion publique palestinienne. Un merci d'ailleurs bien spécial à Kobi Michael pour la confiance posée entre mes mains dans notre projet.

Merci à toutes personnes, professeurs, journalistes, amis, qui, sans vraiment le savoir, ont largement inspiré la production de ce mémoire: Hans-Christof von Sponeck, pour sa bonté, ainsi que des conseils qui me suivent au quotidien ; Sami Aoun, pour l'énorme confiance ; Jean-François Lépine, pour la fenêtre sur le monde ; Amos Oz, que je n'aurai malheureusement pas eu le temps de rencontrer, mais dont les écrits continueront de m'inspirer ; ainsi que mon grand-père, André Beauséjour Sr., qui, il y a six décennies, a lui aussi connu les collines, l'effervescence, les odeurs, les visages, ainsi que le magnétisme de Jérusalem dont mon éducation a sûrement été teintée.

Merci à mes parents pour les valeurs, la soif, la force, les encouragements. Merci pour le soutien financier et les multiples heures/jours/semaines de gardiennage avec le plus beau. Par le fait-même, je remercie Juan David Gómez Núñez pour son soutien inconditionnel. Merci d'être le père que tu es.

Finalement, le remerciement des plus spéciaux à ce grand petit monsieur, Emiliano Gómez Beauséjour, qui, avec sa force, sa persévérance, sa joie de vivre, m'a rapidement enseigné que tout était possible. C'est **grâce** et **pour** toi que je suis retournée sur les bancs d'école en janvier 2015. *Ser tu mamá es el mayor honor de mi vida.*

Merci, תודה, شكرا

## AVANT-PROPOS

« Ça n'intéresse plus personne », avait laissé tomber un journaliste palestinien avec qui je partageais cette froide soirée de février. Depuis une colline de la Cisjordanie où les Palestiniens viennent depuis des décennies contempler les abords de la vieille ville de Jaffa où ont grandi leurs ancêtres, l'homme se désolait d'avoir vu ces dernières années tous les journalistes qu'il connaissait dans la région quitter le terrain. Si le conflit israélo-palestinien est un de ces conflits qui soulèvent les passions, la redondance des événements a, avec les décennies, fait peu à peu place à la lassitude.

Pour ma part, pour une raison inexplicée, je me suis toujours promenée dans la médina de Marrakech comme dans la vieille ville de Jérusalem avec une familiarité déconcertante. Ainsi, après des années à parcourir le monde, la première bouffée d'air prise dans la région avait suffi pour me convaincre d'y travailler. Puis, après avoir centré mon parcours académique sur les conflits au Moyen-Orient, un premier trajet d'autobus Tel Aviv-Jérusalem passé assise collée sur un *Tavor-21*<sup>1</sup>, de par la banalité de l'acte, m'avait ensuite instantanément convaincue de travailler sur le conflit israélo-palestinien.

Si le temps, les discussions et les constats ne m'ont pas épargnée une certaine dose de cynisme ou parfois de découragement, jamais de la lassitude. Le sujet fascine. La longévité, son degré d'enracinement ou encore son caractère multi-facettes font de lui un sujet que l'on tente de comprendre, mais qui semble toujours incomplet, engendrant également la frustration de ne jamais pouvoir l'expliquer de façon satisfaisante.

Ce temps sur le terrain aura ainsi été une période de casse-tête, dans laquelle je tentai au meilleur

---

1 Fusil d'assaut officiel de l'armée israélienne

de mes compétences d'amasser des pièces et de les faire concorder. Or, ces mêmes pièces, avec le temps, allait créer un portrait différent, un portrait complexifié, une belle *balagan*, comme on dit en hébreu, *dandura*, en arabe.

Je me rendis également compte que mes perceptions, avec le temps, avaient changé. Lors de ma première visite dans la région il y a maintenant plus de deux années, je tenais un carnet de notes. Un vendredi matin à l'été 2018, j'avais décidé de partir de Ramallah pour me rendre à Jérusalem comme des milliers de Palestiniens. De la prière du vendredi (« salat al-jum'ah ») pour les musulmans, à l'entrée du shabbat pour les Juifs, les vendredis de Jérusalem sont uniques, un microcosme spatio-temporel du conflit israélo-palestinien. Ramallah et Jérusalem ne sont qu'à quelques kilomètres de route, mais représentent deux réalités bien distinctes. Ce vendredi-là, après des virevoltes autour de l'esplanade des Mosquées, juste avant que le soleil ne se couche pour faire place au shabbat, je tombai sur un groupe de quelques jeunes qui m'invitèrent à venir fêter sur les toits de Jérusalem. Je suivis. Là-haut, ils étaient près d'une centaine à vibrer. Initialement, cette vision me percuta et me désola de par le détachement et l'insouciance, mais je tentai de la comprendre:

Ce qui m'intrigue, c'est le paradoxe de l'image, l'ironie de célébrer sur cette terre en guerre, où l'occupant piétine, danse, célèbre sans remord, pendant que l'occupé se bat, lutte, ni plus tant pour la terre, mais pour son quotidien. Enfin, je sais qu'en conflits, on n'est pas forcément toujours dans les affrontements et que chacun a besoin d'échappatoires. Aussi, ces jeunes n'ont plus trop à penser aux décisions de leurs ancêtres, ni ne se doivent de culpabiliser. Pour la plupart, pour ces jeunes du moins, la terre d'Israël est l'unique terre qu'ils ont connue, la terre qui les a vu naître aussi. C'est la leur.<sup>2</sup>

En écrivant ces lignes, en 2018, j'étais dans une vision très antagoniste du conflit. Je voyais l'opresseur et l'opprimé, l'occupant et l'occupé. C'était aussi avant de passer une nuit à danser avec des Palestiniens, qui eux aussi ont besoin d'exutoires, dans un club de Ramallah ou de me réveiller dans mon appartement de Jaffa au son des sirènes annonçant des tirs de roquettes en provenance de la bande de Gaza. L'année passée à faire des allers-retours réguliers entre Israël et

---

2 Extrait de mon carnet de notes, 6 juillet 2018.

la Cisjordanie, couplée au premier séjour l'été la précédant, ont certes complexifié ma compréhension de ce conflit, tout en la simplifiant à bien des égards de par ses récits miroitants.

Ce mémoire n'a pas pour but de raconter l'histoire du conflit, ses origines ou encore ses vecteurs, mais plutôt d'en comprendre, sur une période spécifique, **2009-2019**, les relations entre ses leaders politiques et sa continuité. Indissociable de nombreuses autres sphères aussi évoquées, l'angle politique est néanmoins celui avec lequel j'ai choisi d'analyser le conflit dans le cadre de ce travail et qui prévaudra donc.

Bonne lecture.

*Juillet 2020*

*« La vie dans cette partie du monde est entièrement teintée par ce conflit latent dont on espère toujours une solution, mais qui semble éternellement se butter à la malédiction. »*

Jean-François Lépine (Sur la ligne de feu, 2014)<sup>3</sup>

## **Chapitre 1: INTRODUCTION**

### **1.1 Mise en contexte**

« Sur une Terre chargée d'une telle puissance symbolique, se joue aussi une certaine vision de l'Homme et du monde, l'avenir de la justice internationales, du droit des individus et des peuples, de la coexistence » (Deswaef, 2012: 85). Que retire-t-on des sept dernières décennies du conflit israélo-palestinien? En 70 ans de ce conflit, des épisodes de tensions se sont superposés aux moments d'accalmie, aussi synonymes de latence. Aujourd'hui, plus de 70 ans après la création de l'État d'Israël, un quart de siècle depuis la signature des accords d'Oslo, les espoirs de paix entre l'État d'Israël et les Palestiniens s'estompent. Le conflit israélo-palestinien ne s'en trouve pas forcément exacerbé, mais plutôt bien enlisé.

Aux niveaux politiques, tant israélien que palestinien, la question du règlement de ce conflit ne semble étonnamment pas faire partie des priorités pour les leaders politiques des parties au conflit. Une question se pose donc: **Si un règlement au conflit israélo-palestinien semble souhaitable, pourquoi les leaders israéliens et palestiniens ne font-ils pas davantage d'efforts pour résoudre le conflit?**

---

<sup>3</sup> Lépine, Jean-François. 2014. *Sur la ligne de Feu*. p.267



## 1.2 État de la question

Alors que la plupart des travaux ayant été effectués sur le conflit tendent à prendre partie, à défendre l'une ou l'autre des positions ou encore se concentrer exclusivement sur l'un ou l'autre des leaders, ce mémoire propose de poser un regard tant sur Benyamin Netanyahou, que sur Mahmoud Abbas, occupant respectivement les postes de premier ministre de l'État d'Israël et de président de l'Autorité palestinienne au moment du début de la recherche.

Afin d'analyser en quoi ces hommes ont contribué ou non à l'impasse politique dans laquelle se trouve le conflit israélo-palestinien, la recherche se pose sur la décennie 2009-2019, une période durant laquelle les hommes politiques sont tous deux au pouvoir.

## 1.3 Hypothèses

Notre principale hypothèse à la question posée dans le cadre de ce mémoire est que le peu d'efforts effectués par les leaders israélien et palestinien résulterait d'un calcul d'intérêts politiques. Le maintien de l'impasse dans le conflit servirait ainsi les intérêts tant de Benyamin Netanyahou que de Mahmoud Abbas. Cette hypothèse se divise ensuite en deux sous-hypothèses: dans le cas du leader israélien, le maintien du conflit permettrait à Benyamin Netanyahou de se présenter en *Mr. Security*, en protecteur de l'État d'Israël, alors que, dans le cas de Mahmoud Abbas, le maintien du conflit lui permettrait également de légitimer sa position, ainsi que la nécessité-même de l'existence tant de l'Organisation de libération de la Palestine, de l'Autorité palestinienne, que de son parti politique, le Fatah.



**Illustration 1:** Hypothèse principale

## **1.4 Cadre théorique**

Notre regard s'est ainsi posé sur la théorie de la diversion (*diversionary war theory / diversionary theory of war*) comme principale explication de la continuité de ce conflit, une théorie utilisée dans de nombreux travaux en analyse de politique étrangère argumentant que les conflits interétatiques peuvent s'avérer un moyen de diversion utilisé par les leaders politiques pour esquiver des problèmes de politique interne. Selon cette théorie développée par le politologue Jack S. Levy, « les élites politiques se lancent souvent dans des politiques étrangères aventureuses ou ont même recours à la guerre afin de détourner l'attention de la population des problèmes sociaux et économiques internes et de consolider leur soutien politique interne » (Levy, 1989 : 259).

Dans le cas du conflit israélo-palestinien néanmoins, puisque le conflit perdure depuis plusieurs décennies, il ne s'agit pas d'observer si les leaders ont lancé de nouvelles offensives, mais plutôt d'observer si leurs décisions ont contribué à maintenir le conflit actif et, ultimement, si cela est délibéré.

## **1.5 Méthodologie et opérationnalisation**

Basé sur des travaux scientifiques, sur des analyses de think-tank et sur de l'information collectée dans les médias israéliens et palestiniens, le mémoire repose principalement sur une enquête de terrain conduite de juillet 2019 à juin 2020.

C'est dans un désir de pousser la recherche hors des frontières de la littérature académique et des reportages journalistiques que l'enquête qualitative de terrain s'est imposée comme méthode de recherche. Si celle-ci exige davantage de ressources et de préparation, la recherche de terrain permet non seulement au chercheur de confirmer ou d'infirmer ses intuitions, mais également de comprendre les informations recueillies dans leur contexte:

Le « terrain » oblige donc le chercheur à penser. Penser ses actions en direction ou à partir du « terrain », du terrain qu'il se donne à travers elles. Penser ses perceptions, y

compris parfois les plus sensibles, afin de laisser émerger l'idée, de corriger le cadre théorique et normatif qui le guidait, de pouvoir décrire son terrain singulier de la manière la plus satisfaisante, d'aiguiser à l'occasion les concepts qui soutiendront l'analyse finale. C'est donc aussi, penser théoriquement, contribuer à l'enrichissement théorique des sciences du social (Messu, 2017: 106).

De plus, selon la sociologue Romy Sauvayre, l'entretien, s'avère « la méthode la plus adaptée pour recueillir le 'sens subjectivement visé' » (Weber, 1998), tout en permettant d'offrir un « traitement plus quantitatif [aux] données qualitatives (Sauvayre, 2013 : 7-8). Les entretiens allaient ainsi nous permettre de relever diverses lectures du conflit pour la décennie observée de la part d'individus qui, en raison de leur profession, mais également de leur quotidien, suivent de très près le conflit. Nous avons plus spécifiquement choisi de mener des entretiens directifs, consistant à poser les mêmes questions à tous les participants. Cette technique d'enquête nous permettant ainsi de prendre un pouls juste d'un participant à l'autre, de comparer les données et de vérifier si des tendances s'en dégagent.

Ainsi, au cours de ce terrain de près d'une année en Israël et en Cisjordanie, **dix-sept entretiens** ont été réalisées entre décembre 2019 et avril 2020 avec universitaires, journalistes et décideurs israéliens et palestiniens, pour plus de 840 minutes d'entretiens retranscrites dans les moindres détails. Les participants de cette recherche se détaillent comme suit:

- 5 universitaires israéliens
- 4 universitaires palestiniens
- 3 journalistes israéliens
- 3 journalistes palestiniens
- 1 ancien décideur israélien
- 1 décideur palestinien

La sélection s'est d'abord effectuée sur la base de la profession, de l'importance des liens de chaque participant avec le conflit, mais également du rôle-clef que chacun d'entre eux a joué ou joue encore dans celui-ci. Certains participants furent directement sollicités par courriel en raison

d'un intérêt préexistant de notre part à les voir participer à la recherche, alors que d'autres ont été approchés suite à des recommandations, en utilisant la méthode de recrutement connue sous le qualificatif de méthode boule de neige. Dans les deux cas, les entretiens ont été rendus possibles en raison d'une confiance et d'une crédibilité qui se sont bâties au cours de ces mois passés dans la région. L'apprentissage des langues (arabe et hébreu), ainsi que leur mise en pratique, a d'abord été l'une de nos priorités. En ce qui a trait à la mise en contact avec les participants, en Israël, le programme « Israel's National Security Challenges in the Changing Middle East » de l'*Institute for National Security Studies* (INSS) a été un point de départ nous permettant d'avoir accès à de nombreux chercheurs. De manière générale, les Israéliens sont assez ouverts à parler, mais n'aiment pas avoir le sentiment qu'on leur fait perdre leur temps. Nous avons ainsi dû nous bâtir une crédibilité, en démontrant, dans le cadre du programme notre bonne connaissance du sujet, notre dévouement, ainsi que notre sincère volonté à mieux comprendre le conflit. Au fil des semaines et, suite à de nombreuses discussions, une confiance allait ainsi se bâtir avec le directeur du programme, Dr. Kobi Michael, suivi de nombreux autres chercheurs de l'INSS. Côté palestinien, les visites successives sur les court et long termes en Cisjordanie depuis 2018 nous ont permis de nous familiariser avec le milieu, nous faire connaître en bougeant à travers le territoire, de Bethléem, à Jéricho, d'Hébron à Ramallah, en discutant avec les gens dans les marchés, dans la rue, sur les campus d'universités, en enchaînant les tasses de café offertes. Dans ce milieu où la liberté d'expression est régulièrement brimée, ce lien de confiance nous a permis d'être graduellement mis en contact avec des universitaires, des journalistes et, ultimement, avec l'Organisation de libération de la Palestine. En raison du contexte dans lequel s'inscrivaient les entrevues, le choix a également été offert à chaque participant, israélien et palestinien, de conserver l'anonymat. Un seul de nos répondants ne s'est prévalu de ce droit.

Tel que nous le mentionnions précédemment, en plus des entrevues, de nombreuses informations ont également été collectées dans le cadre du programme d'été « Israel's National Security Challenges in the Changing Middle East » de l'*Institute for National Security Studies* (INSS), principal think-tank en Israël, second au Moyen-Orient. De juillet à août 2019, dans le cadre de séminaires, simulations et excursions de terrain à des endroits stratégiques de l'appareil

sécuritaire israélien (Jérusalem, points de contrôle avec la Cisjordanie, le plateau du Golan, frontière tripoint Jordanie-Syrie-Israël, frontière libano- israélienne, ainsi que l'enveloppe autour de la bande de Gaza, la voix a été donnée à plus d'une trentaine de politiciens et d'universitaires israéliens, à un des principaux sondeurs palestiniens, ainsi qu'à un citoyen gazaoui travaillant en Israël.

Dans ce travail, nous observons d'abord l'état du conflit israélo-palestinien durant le période 2009 à 2019 et observons si statu quo il y a. Dans l'affirmative, nous analyserons comment se caractérise le statu quo de ce conflit précis. Nous nous pencherons ensuite sur les intérêts des leaders, en observant leurs positions sur le conflit israélo-palestinien, ainsi que les liens possibles entre une volonté de maintenir le conflit, ainsi que des intérêts à combler. Pour ce faire, nous observerons différents moments-clefs du conflit israélo-palestinien entre 2009 et 2019 et analyserons si les politiques étrangères des leaders peuvent relever de la stratégie politique et si ces positions leur ont ultimement servi.

## 1.6 Quels acteurs?

Dès les débuts de notre recherche, la question de la sélection des acteurs s'est imposée. Bien qu'il convienne que le règlement du conflit israélo-palestinien soit difficilement envisageable sans tenir compte de **toutes** les parties au conflit, notre recherche se concentre néanmoins sur les parties prenantes du processus de paix, soit l'**État d'Israël**, ainsi que l'**Organisation de libération de la Palestine (OLP)**.

Alors qu'en Israël le président tient plutôt un rôle protocolaire, il convenait de centrer la recherche sur l'acteur à la tête de la Knesset, soit celui de premier ministre. Pour la période observée, Benjamin Netanyahu est l'homme ayant maintenu cette position.

Du côté des Palestiniens, nous avons choisi de travailler sur le leader de l'Organisation de

libération de la Palestine (OLP), excluant donc les dirigeants palestiniens ultérieurs à la création de cette entité (Amin al-Husseini et Ahmed Choukeiry). Bien que les Palestiniens soient représentés par des diverses entités politiques aux rôles se chevauchant, l'OLP est reconnue comme le partenaire officiel des négociations en lien avec le conflit israélo-palestinien. De ce fait, Mahmoud Abbas s'avère l'homme sur lequel se posent nos recherches. De façon intéressante d'ailleurs, non sans créer de confusion, Abbas se trouve à la tête des principales entités politiques représentant les populations palestiniennes, soit de l'**OLP**, de l'**Autorité palestinienne**, ainsi que du parti politique **Fatah**.

### *1.6.1 L'Autorité palestinienne: Quel interlocuteur?*

Le choix d'acteurs de l'arène politique palestinienne n'allait néanmoins pas systématiquement de soi. Allions-nous poser notre regard uniquement sur Benyamin Netanyahu et Mahmoud Abbas ou allions-nous également inclure le chef de file du Hamas Ismaël Haniyeh?

Depuis 2006, les élections ayant suivi le désengagement israélien dans la bande de Gaza, l'Autorité palestinienne est fragmentée entre l'autorité du Hamas en place dans la bande de Gaza et celle du Fatah en Cisjordanie. Suivant les élections législatives de janvier 2006, Ismaël Haniyeh était alors devenu premier ministre de l'Autorité palestinienne, menant en juin 2007 à la prise de la bande de Gaza par son mouvement, le Hamas, et initiant le début d'une longue crise politique interpalestinienne.

Pour Anat Kurz, chercheuse israélienne spécialisée sur le mouvement national palestinien et l'institutionnalisation des luttes populaires, s'il ne peut y avoir de règlement possible sans tenir compte des trois conflits (entre l'État d'Israël et l'Autorité palestinienne, entre l'État d'Israël et le Hamas, ainsi qu'entre le Fatah et le Hamas), Israël préfère de loin maintenir l'Autorité palestinienne comme seul interlocuteur de pourparlers de paix. Toutefois, l'État sait pertinemment qu'il ne peut ignorer le Hamas s'il souhaite éviter le « chaos ».<sup>4</sup> Aussi, si Kobi Michael, chercheur

---

4 Intervention d'Anat Kurz « Hamas – political Islam in a national struggle », le 6 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

à l'INSS et ancien directeur général adjoint et chef du bureau palestinien au ministère des Affaires stratégiques, admet qu'Israël coopère militairement avec le Hamas dans la bande de Gaza, qu'il y a des accords tacites, « ce n'est pas comme la coopération en matière de sécurité ou toute autre coopération [qu'Israël a] avec l'Autorité palestinienne en Cisjordanie » (Entrevue 18 décembre 2019). En effet, à ce jour, Israël et l'Autorité maintiennent une coopération sécuritaire allant du partage de la collecte de renseignements, au démantèlement de cellules terroristes, en passant par la sécurisation de raids israélien dans les zones sous leurs administrations respectives.

Dans cette perspective, nous avons consciemment exclu de l'étude Ismaël Haniyeh, chef du Hamas, pour la période étudiée. Considéré comme une organisation terroriste par plusieurs pays et, en raison de ses positions ouvertement hostiles, de ses attaques régulières, ainsi que de son exclusion volontaire des pourparlers de paix avec l'État d'Israël et parfois même avec l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, Haniyeh, en tant que leader politique, n'est pas considéré comme le principal représentant palestinien lors des pourparlers de résolution du conflit, sinon que pour la bande de Gaza. De plus, la tâche des négociations n'est d'ailleurs pas attribuable à l'Autorité palestinienne, mais plutôt à l'OLP. De ce fait, et en raison du critère de sélection des parties aux négociations israélo-palestiniennes, notre choix épistémologique s'est maintenu à celui des leaders des entités politiques israélienne et palestinienne prenant part aux négociations, soit **Benyamin Netanyahu**, représentant l'État d'Israël, et **Mahmoud Abbas**, représentant l'OLP.

*“What this country needs is a short  
victorious war to stem the tide of revolution”*

Vyacheslav von Plehve, ministre russe de  
l'Intérieur, 1903<sup>5</sup>

## Chapitre 2 : THÉORIE

### 2.1 Dynamiques de pouvoir dans les conflits prolongés

Le conflit israélo-palestinien, de par ses spécificités, est qualifié tant de « conflit profondément enraciné » (*deep-rooted conflict*), en raison de son profond degré d'enracinement, d'« insoluble » (*intractable*) en raison de l'impasse dans lequel il se trouve depuis plusieurs décennies, que de « conflit prolongé » (*protracted conflict*), en raison de son prolongement dans la durée.

Dans l'article « Power asymmetry and goals of unofficial third party intervention in protracted intergroup conflict », Nadim N. Rouhana, spécialiste arabe israélien des négociations et des conflits, et Susan H. Korper, travaillant à l'époque sur la psychologie sociale des conflits prolongés, se penchent sur les dynamiques de pouvoir dans les conflits prolongés. Rouhana et Korper expliquent que si les parties en situation de faiblesse tendent à vouloir adresser directement l'enjeu de la relation structurelle entre les parties, puisqu'elles s'en trouvent parfois aliénées, les parties qui se trouvent plutôt en position de puissance ont un intérêt à maintenir le statu quo, préservant leur position. Leur comportement se résume normalement par une tendance à vouloir « améliorer les attitudes négatives » et réduire les possibilités de critiques (Rouhana et Korper, 1997 : 5).

---

5 Précédant la guerre russo-japonaise.



En ce qui a trait à un tiers parti, Rouhana et Korper expliquent également que la prise de position n'est pas non plus sans impact:

The dilemma is not only practical and theoretical but also political and ethical. Wittingly or not, choosing the goals of the high-power group means siding with the forces of the status quo and perhaps helping in small ways to perpetuate inequalities and therefore maintain the conflict; similarly, focusing on interests of the low-power group reinforces the forces of change and may contribute to improving relations based on structural change but might also contribute to conflict escalation or raising the salience of conflict in the society (Rouhana et Korper, 1997 : 14-15).

## **2.2 Le conflit du Sahara occidental comme précédent**

Afin de comprendre les dynamiques des conflits prolongés, nous avons choisi d'exposer un cas qui n'est pas sans rappeler notre étude de cas: le conflit au Sahara occidental. Bien que ce dernier s'opère sur un autre terrain que le nôtre, le conflit au Sahara occidental s'apparente au conflit israélo-palestinien sur de nombreux aspects, notamment, son profond enracinement, la lassitude de la communauté internationale, ainsi que l'enjeu des réfugiés. Sociologue algérienne et analyste en sécurité internationale, Laurence Ammour examine dans l'article « À qui profite le gel du conflit du Sahara Occidental? », les impacts du statu quo dans le conflit au Sahara occidental.

Tout comme dans le conflit israélo-palestinien, Ammour note que les parties au conflit ont attribué avec le temps des sens différents à divers éléments: l'histoire, la souveraineté, l'intégrité territoriale, la construction de l'État, la notion de peuple et la légalité internationale. De plus, non sans rappeler la cause défendue par les camps palestiniens, Ammour note qu'en raison de la logique interne du conflit et des mutations du contexte international, les Sahraouis subissent une forme de marginalisation par les acteurs régionaux et internationaux, semblant victimes d'« une amnésie généralisée vis-à-vis de leur cause » (Ammour, 2006 : 2). L'auteure constate également que la communauté internationale semble avoir détourné le regard et peu à peu oublié l'enjeu, alors, qu'à l'interne, la « protractivity » du conflit perdure en raison notamment des « blocages juridiques et politiques récurrents, des intérêts divergents des acteurs locaux, de leur absence de volonté politique et de la désaffection de la communauté internationale » (Ammour, 2006 : 2).

Dans son article, Ammour soulève toutefois que le statu quo, dans le contexte du conflit au Sahara occidental, avait bénéficié au *Front Polisario*, pour qui, la cause et le combat lui offrait légitimité, raison d'exister, lui permettant également d'obtenir des appuis politiques (Ammour, 2006 : 7). Ainsi, selon la sociologue, les acteurs directement impliqués dans le conflit auraient « fini par totalement instrumentaliser le conflit et à l'intégrer dans l'agenda général de leurs intérêts particuliers » (Ammour, 2006 : 2).

La principale problématique de ce conflit de longue durée, selon Ammour, demeure que les plans successifs de règlement, « incapables de se renouveler au contact des nouvelles exigences de l'époque » aient mené à un cercle vicieux, « un statu quo qui s'est avéré la moins mauvaise des solutions pour l'ensemble des acteurs » (Ammour, 2006 : 2). D'ailleurs, l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, avait même déjà reconnu qu'en raison de « l'attitude ambiguë des acteurs directs et indirects [...], l'impasse actuelle [convenait] à tout le monde » et qu'une sortie de crise ne pourrait s'effectuer qu'en tenant compte des intérêts particuliers des acteurs du conflit (Ammour, 2006 : 6). Or, c'est afin d'éviter l'émergence d'un nouvel État failli qu'Ammour croit que le statu quo prévaut à une tentative de sortie de crise qui « risquerait de remettre en cause les intérêts politiques, sécuritaires et énergétiques » (Ammour, 2006 : 7). Pour Ammour, « le conflit du Sahara occidental est ainsi entré progressivement dans un cercle vicieux. Rejeté hors du temps, il s'est peu à peu figé dans un statu quo qui s'est avéré la moins mauvaise des solutions pour l'ensemble des acteurs ainsi que les équilibres même fragiles et la stabilité actuels que connaît cette région » (Ammour, 2006 : 2).

### **2.3 Calcul d'intérêts politiques**

En science politique, les conflits ont traditionnellement eu tendance à être analysés sous l'angle des théories réalistes: sur l'impact de la structure, ainsi que des États comme principal élément des conflits. À partir des années soixante-dix néanmoins, les chercheurs ont de façon croissante posé un regard sur l'impact de facteurs bureaucratique-politiques, économiques, ainsi que psychologiques dans les conflits, plus spécifiquement dans la littérature sur les situations de

crises (Levy, 1988 : 654).

L'analyse des politiques à travers la perspective des leaders politiques est un champ qui prend par la suite forme à partir de la décennie 1960. Influencée par les théories en sociologie s'intéressant aux relations entre le sujet et la structure, cette perspective de science politique se penche sur les intérêts des leaders, ainsi que sur les relations de ces derniers avec leurs supporters (Rodriguez, 2014). Selon le politologue Richard Neustadt, « presidential power is the power to persuade », rien de moins (Neustadt, 1991). Une large partie du travail du leader consiste ainsi, selon Neustadt, à « persuader les autres que ce qu'il désire d'eux est ce que leurs propres responsabilités les requièrent de faire » (Neustadt, 1991).

Pour sa part, l'école américaine présente les manoeuvres des leaders comme un « jeu stratégique » sur la base du calcul d'intérêts (Rodriguez, 2014 : 6). La représentation politique, selon le professeur à Sciences-Po Poitiers Dario Rodriguez, offrirait ainsi « légitimation du leadership ». Le chercheur et professeur explique que cette relation peut effectivement être lue comme « un jeu stratégique avec des acteurs préétablis et des intérêts définis, mais également comme un processus d'institution guidé par un leadership politique inscrit dans un certain contexte politique et institutionnel » (Rodriguez, 2014 : 13).

Dans un article portant sur les raisons derrière les conflits, les professeurs en économie et science politique Matthew O. Jackson et Massimo Morelli notent alors deux principales conditions préalables à un conflit entre acteurs rationnels: l'**incapacité à obtenir une entente**, ainsi que la **possibilité de faire des gains**. De ce fait, s'il existe normalement dans un conflit un fossé, des raisons pour lesquelles les acteurs n'arrivent pas à s'entendre, selon Jackson et Morelli, au moins un des acteurs doit espérer faire des « gains » supérieurs aux coûts engendrés (Jackson et Morelli, 2011 : 2).

## 2.4 Théorie de la diversion

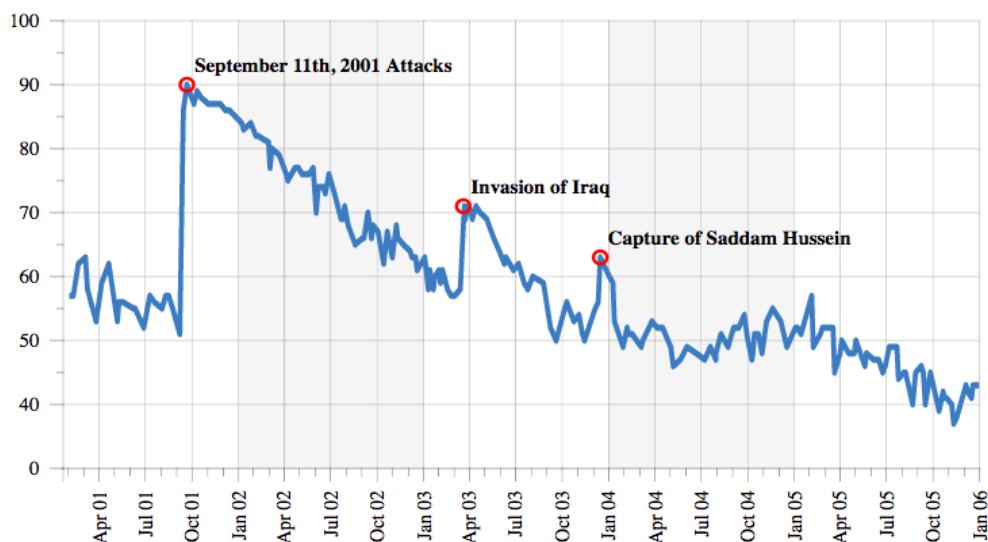
C'est dans « Domestic Politics and War » publié en 1988 que le politologue américain Jack S. Levy traite d'abord de l'importance des facteurs domestiques, de causes au niveau social dans les contextes de conflit. Levy note à l'époque que si les historiens accordent d'avantage d'importance aux facteurs internes dans l'occurrence des conflits, les politologues tendent à minimiser leurs impacts. Pour lui néanmoins, bien que la relation entre enjeux domestiques et conflits externes ne puisse être simplement établie (Levy, 1988 : 668), des facteurs domestiques peuvent certes jouer un rôle dans ce qui mène à un conflit. Il importe donc, selon Levy, de poser un regard sur des éléments tels que les attributs nationaux, le caractère démocratique ou non d'un État, les structures économiques, le nationalisme et l'opinion publique, ainsi que l'hypothèse de la nécessité d'un « bouc émissaire » (*scapegoat theory*), aussi nommée « théorie de la diversion » (*diversionary theory of war*) (Levy, 1988). Selon cette théorie qui est celle que nous sollicitons, l'utilisation politique de la force par les dirigeants n'aurait pas comme premier déterminant l'intérêt national mais plutôt le renforcement de l'emprise de pouvoir par les leaders. Levy explique alors que

the tendency of peoples in a wide range of circumstances to support assertive national policies which appear to enhance the power and prestige of the state may lead decision-makers, under certain conditions, to embark on aggressive foreign policies and sometimes even war as a means of increasing or maintaining their domestic support (Levy, 1988 : 666).

En résumé, il s'agit d'utiliser un conflit afin de détourner l'attention de la population d'enjeux domestiques, problèmes sociaux, économiques et/ou de politiques internes (légitimité du leader, scandales, situation économique précaire, importantes divisions internes, déclin de la puissance militaire, etc.) qui pourraient faire diminuer la popularité d'un leader. Ultimement, « si cette politique étrangère réussit à éclipser les problèmes internes, le gouvernement évite ainsi de perdre le pouvoir » (Smith, 1996 : 134). Suivant ainsi la théorie,

an illegitimate or revolutionary regime finds external enemies to be politically useful and may undertake war as a means of self-legitimization and to create mass consent regarding its policies and to suppress domestic divisions and dissent (Lieberfeld, 2005 : 8).

En partant de ces éléments, de nombreux cas peuvent être cités comme illustrant l'utilisation possible de la guerre diversive, notamment: les positions françaises en 1792, l'invasion indienne de Goa de 1961, la guerre des Malouines de 1982, l'opération américaine *Infinite Reach* en 1998 ou encore le déclenchement de la Guerre d'Irak en 2003. Professeur associé en résolution de conflits et études sur la paix, Daniel Lieberfeld consacre d'ailleurs un travail sur le thème de cette dernière. Dans son ouvrage, le professeur note de nombreuses perspectives afin d'expliquer l'entreprise lancée par le président américain de l'époque George W. Bush. Parmi celles-ci, il note les intérêts de l'élite: gain politique partisan (détourner l'attention du public de l'échec à prévenir les attentats du 11 septembre 2001, à capturer les leaders d'al-Qaïda, faire oublier les liens passés avec Saddam Hussein, etc.), intérêts personnels (compagnies pétrolières, économie de conflit, etc.), ainsi que les intérêts de la bureaucratie de la Défense et des services de renseignement. Or, la perspective de la personnalité et de la psychologie semble, selon Lieberfeld, être la prédominante dans le cas de l'invasion de l'Irak: le besoin de George W. Bush de surpasser son père, une vengeance personnelle de famille contre Saddam Hussein, l'incapacité à adapter le modèle du conflit à un adversaire non-étatique, le besoin social d'ennemi, etc. (Lieberfeld, 2005 : 2). Néanmoins, en observant la cote d'approbation du président américain de 2001 à 2006, nous notons des pics d'approbation coïncidant avec les attentats du 11 septembre 2001, l'invasion de l'Irak en 2003, ainsi que la capture de Saddam Hussein, confirmant la théorie de Jack S. Levy.



**Graphique 1:** Cote d'approbation du président Bush de 2001 à 2006. Source: Données des sondages de Gallup/USA Today. 2008.

#### 2.4.1 « Rally around the flag » ou « Rally around the leader? »

Bien que nous abordions le plus souvent les conflits en traitant des parties qui y prennent part (i.e. l'État d'Israël, les Palestiniens), la forme des décisions découlent des institutions politiques et leur nature-même demeure le fruits de décisions par des acteurs particuliers. De ce fait, les intérêts de ces acteurs peuvent parfois se mêler aux intérêts dits « nationaux ».

D'ailleurs, selon le politologue Jack S. Levy, le nationalisme aurait créé un sentiment qu'il existe un « intérêt commun au sein d'une nation » (Levy, 1988 : 665). Cet intérêt national serait présenté comme la « plus haute valeur » et requerrait donc un « fort engagement » de la population envers le bien-être de l'État (Levy, 1988 : 665).

Ainsi, en temps de crises ou autres événements internationaux majeurs, le public se rangerait davantage du côté des gouvernements et des leaders. De ce fait, les élites politiques peuvent, selon Levy, utiliser mythes et doctrines entourant la nation « pour faire avancer leur propre vision de l'intérêt national ou leur propres intérêts personnels » (Levy, 1988 : 665). Puisque les conflits externes offrent le plus souvent des effets cohésifs (*in-group/ out-group*), ceux-ci peuvent ainsi être utilisés à l'avantage des leaders (Levy, 1989 : 261). Levy explique ainsi que « group leaders [...] sometimes deliberately create or maintain external conflict to serve their internal purposes » (Levy, 1998 : 152). Levy cite d'ailleurs le philosophe politique du 16<sup>e</sup> siècle Jean Bodin selon lequel « the best way of preserving a state, and guaranteeing it against sedition, rebellion, and civil war is to [...] find an enemy against whom [the subjects] can make common cause » (Levy, 1989 : 259).

Ainsi, chez les divers acteurs, l'effet « rally-round-the-flag » en temps d'importantes crises internationales pourra se présenter de diverses façons:

- **Public:** montée du patriotisme
- **Opposants politiques:** Réserve à critiquer le gouvernement
- **Leader:** Soutien accru en tant que « protecteur » des intérêts du groupe

Jack S. Levy rappelle également que la « scapegoat theory » prend son origine théorique avec le concept sociologique de *in-group/out-group*. Les politiques, ainsi que les conflits présentent effectivement une fonction psychologique offrant tant sentiment de pouvoir, de contrôle, qu'un attachement individuel particulier à l'État (Levy, 1988 : 665). Si, selon ce qu'affirme d'abord le philosophe et sociologue allemand Georg Simmel, un conflit avec l'*out-group* accroît la cohésion ainsi que la centralisation politique du *in-group*, la théorie peut s'étendre aux relations internationales: « war with the *out* is sometimes the last chance for a state ridden with inner antagonisms to overcome these antagonisms, or else to break up definitely » (Simmel, 1955). Le sociologue américain d'origine allemande Lewis Coser ajoute toutefois qu'un niveau minimal de cohésion du *in-group* est requis et que la menace doit être perçue pour tout le groupe comme un tout, sans quoi le *in-group* risquerait la désintégration et les conflits internes (Coser, 1956). Lorsqu'il existe une menace envers tout le groupe, celle-ci peut de ce fait être vaincue par les efforts du groupe (Levy, 1989 : 261). Jack S. Levy voit donc dans le rapport entre opinion publique et élites politiques un rapport de réciprocité: chacun s'influence et se manipule afin d'arriver à ses propres fins: « political elites are not only constrained by public opinion, but they can also actively manipulate public opinion for their own purpose » (Levy, 1988 : 666). Néanmoins, si la population se montre généralement « enthousiaste » au début d'un conflit, cet appui peut diminuer si le conflit se prolonge et s'avère coûteux (Levy, 1988 : 665).

Dans un article publié en 1969 dans *The Journal of Modern History* analysant les causes internes des conflits, l'historien américain Arno J. Mayer ajoute également que le résultat du conflit influence le pouvoir à l'intérieur tel que souligné par Levy: « Whereas victory promises to strengthen those who advocate, direct, and support war, defeat holds in store the opposite fate » (Mayer, 1969 : 296) et que « such internal tensions incline political actors and forces to resort to external tensions and war in efforts to salvage or bolster their domestic position » (Mayer, 1969 : 299). Pour Mayer néanmoins, l'usage d'une guerre de diversion peut également corrélérer avec une « polarisation » de la politique (Mayer, 1969 : 300). L'historien est d'avis de la sorte que, si l'examen des causes et objectifs des conflits reposent principalement sur les prises de décisions, le poids de l'explication repose davantage sur des enjeux de politiques internes qu'externes

(Mayer: 1969 : 301-302). Ainsi, pour Jutta Weldes, professeure en relations internationales à l'université de Bristol,

the security imaginary makes possible representations that clarify both for state officials themselves and for others who and what “we” are, who and what “our enemies” are, in what ways we are threatened by them, and how we might best deal with those threats (Weldes , 1999 : 15).

Quant à l'effectivité de la stratégie de la diversion, Jack S. Levy relève plusieurs facteurs la faisant varier: les avantages potentiels d'avoir un bouc-émissaire, la probabilité d'une victoire diplomatique ou militaire, les coûts et les risques intérieurs, ainsi que la disponibilité de moyens alternatifs afin de faire face à l'opposition à l'interne.

En résumé, la théorie de la diversion présente les attribut suivants selon nos théoriciens:

- Interaction entre politiques internes et externes;
- L'utilisation d'un conflit afin de détourner l'attention de la population d'enjeux qui pourraient faire diminuer la popularité d'un leader;
- Besoin d'un bouc-émissaire (*out-group*) en face duquel se resserre l'*in-group*, derrière le leader;
- Réciprocité entre opinion publique et élites politiques;
- Possible polarisation de la politique.

## 2.5 Les intérêts des leaders

Les leaders, au cours de leur carrière, font face à divers impératifs politiques: leur niveau d'approbation, des élections, etc. Leur intérêt en tant que leaders est le plus souvent de se maintenir au pouvoir. Tel que l'écrivait George Orwell dans *1984*, « We know that no one ever seizes power with the intention of relinquishing it. Power is not a means; it is an end »<sup>6</sup>. Or cet intérêt du leader ne colle pas forcément à celui du pays: « Since the government cares, not only about taking the best course of action for the nation, but also about getting reelected, it is biased towards violent behavior » (Smith, 1996 : 147).

---

6 George Orwell, 1948. *1984*. p.263



La pression politique de se maintenir au pouvoir peut ainsi faire en sorte qu'un leader ait intérêt, pour solidifier sa propre légitimité, à ce que son pays soit en conflit. Certains chercheurs (Hess et Orphanides, 1995 ; Smith, 1996) associent d'ailleurs diversions et élections, démontrant que l'usage de diversions est plus susceptible de survenir juste avant une élection, en raison du besoin rapide des leaders d'avoir une population ralliée derrière eux. Le passage du conflit au maintien au pouvoir est ainsi porté par le soutien populaire, puisque, tel que le présente le professeur de sciences politiques Jaroslav Tir dans un article sur l'usage de la diversion dans les conflits territoriaux, « the end result, the leader hopes, is that via the mechanism of territorial conflict, the population will increasingly support and rally behind them » (Tir, 2010 : 416).

## **2.6 Intérêts personnels des leaders vs Intérêt national**

Lors des entrevues que nous avons menées auprès des participants à cette recherche, nous demandions à ces derniers quelle était ou devrait être la différence entre les intérêts personnels des leaders et les intérêts nationaux. La plupart d'entre eux a souligné la proximité entre les deux, ce, particulièrement au Moyen-Orient selon Mohammed Dajani Daoudi, ancien directeur de l'Institut d'études américaines de l'université Al-Quds, où, alors que l'intérêt personnel prévaut, « la ligne est très mince, sinon inexistante » (Entrevue, 9 décembre 2019). Pour un diplômé palestinien de l'université de Birzeit de Cisjordanie qui a désiré maintenir son identité confidentielle, « it is the same somehow because all the leaders use the national as part of their game, as an element for their leadership, because it is part of the demand – it's an organic part. » (Entrevue, 27 février 2020). Le Palestinien se considérait d'ailleurs privilégié en tant qu'académique d'avoir les outils pour être critique. Il avait compris avec le temps que les leaders, de quelques horizons que ce soit, étaient motivés par leurs propres intérêts: « Any authority in the world, religious authority, etc. Any authority wants to stay at the top of the leadership » (Entrevue 27 février 2020).

Journaliste pour le quotidien *Haaretz*, correspondant à Jérusalem pour *The Economist*, ainsi qu'auteur d'une biographie sur Benyamin Netanyahou, Anshel Pfeffer est aussi d'avis que chaque politicien identifie ses propres intérêts, ambitions et buts personnels avec les intérêts nationaux et

a son propre agenda inscrit dans l'avenir national:

You know, if you would run for office, whether it is to be the prime minister, the president of a country, you see yourself as having the capabilities and the ideas of leading that neighbourhood, city, state, whatever... The act of running for office, of acting as a politician, is identifying your career, your success as a politician with the country's interests. If you thought that you would be a bad person to run the country you wouldn't run. (Entrevue 10 février 2020).

Selon Pfeffer, il s'agit ainsi du propre du politicien. Le journaliste rappelle d'un même souffle que nous avons rarement des gouvernements de technocrates<sup>7</sup> et que les politiciens sont dominés par l'ambition « d'atteindre le sommet » (devenir président, premier ministre, etc.), voyant dans leur succès le succès de la nation (Entrevue avec Anshel Pfeffer, 10 février 2020). Pour Pfeffer néanmoins, cela n'est pas forcément une mauvaise chose, puisqu'il s'agit d'une énorme responsabilité que celle d'être en charge d'autant d'individus.

## **2.7 La diversion: démocrate ou autocrate?**

Certains chercheurs<sup>8</sup> ont posé un regard sur l'utilisation de la diversion au sein de divers régimes, qu'ils soient démocratiques ou non. Cet aspect est soulevé dans notre recherche précisément en raison du choix de notre étude de cas, comprenant un acteur « démocratique » et un acteur autocratique ou pour le moins ne correspondant pas aux critères d'une démocratie. Cet aspect peut effectivement aider à comprendre les motivations des divers acteurs.

En le questionnant au sujet du lien entre intérêts personnels et nationaux, le diplômé de l'université Birzeit avait, comme de nombreux participants, mentionné croire que ce lien divergeait selon le régime. L'étudiant n'avait pas manqué de soulever à cet effet qu'il n'y avait pas eu d'élections présidentielles dans les dix dernières années dans les territoires palestiniens et une seule dans les vingt dernières années, tandis qu'Israël avait certes connu davantage d'élections (2009, 2013, 2015, 2019a,b) (Entrevue, 27 février 2020). L'universitaire palestinien Ibrahim

---

7 Mohammed Dajani Daoudi affirmait d'ailleurs, au sujet des politiciens palestiniens, « [they are] not the best and the brightest, but the 'followers' » (Entrevue, 9 décembre 2019).

8 Conconi et al., 2014 ; Jackson et Morelli, 2011 ; Levy, 1988

Rabaia, ayant travaillé à l'établissement d'institutions au sein du ministère palestinien de la Planification, sous Salam Fayyad, est également d'avis qu'une importante distinction doit être établie entre les régimes politiques palestiniens et israélien selon la nature du régime: l'un démocratique alors que les autres ne répondent pas aux critères d'un système démocratique. Ainsi, tel que Rabaia le notait en entrevue, « en Israël, c'est l'opinion publique nationale qui décide des décisions politiques », tandis que dans les territoires palestiniens, en raison de la scission géographique et politique entre le Fatah et le Hamas, les intérêts des leaders politiques sont liés à l'intérêt national et l'opinion publique, elle, déterminée par les médias, la société civile, etc. (Entrevue, 16 mars 2020). De ce fait, après de multiples tentatives échouées d'améliorer la démocratie dans les territoires palestiniens, Rabaia constate qu'aujourd'hui dans les Territoires, « il n'y a pas de différence entre l'intérêt personnel des dirigeants et l'intérêt national à ce point de l'Histoire » (Entrevue 16 mars 2020).

Plus tard, Rabaia développera davantage sur la lecture qu'il fait de la politique palestinienne, en notant que, selon lui, la société palestinienne est basée sur le concept de « seigneurité » tel qu'en témoigne les titres donnés aux leaders débutant par « *abu* », « père » en langue arabe (ex. Abu Ammar, Abu Mazen). Cette confiance entre les mains des leaders perçus en « pères » ou « seigneurs » leur accorde une grande capacité d'influence et plus de liberté que dans d'autres systèmes politiques pour teinter de leurs opinions et positions les politiques adoptées (Entrevue, 16 mars 2020).

En retournant à nos théoriciens, dans son article « The causes of war and the conditions of peace », Jack S. Levy explore également le sujet de la nature des régimes dans le déclenchement d'un conflit. Levy note d'abord que si les chercheurs ont davantage axé leurs recherches sur les régimes démocratiques pour des raisons principalement méthodologiques, ils ont également noté que les autocrates ne se soustrayaient pas à la nécessité de maintenir une base de soutien, bien qu'elle soit davantage restreinte ou encore davantage parmi les franges militaires et/ou économiques.

Le philosophe Emmanuel Kant écrivait aussi en 1795, « those who would have to decide to undergo all the deprivations of war will very much hesitate to start such an evil » (Kant, 1949 : 437-439). Selon Kant, les décideurs des États non-démocratiques sont plus enclins à engager un conflit qu'une démocratie dans laquelle le citoyen est décideur (Kant, 1949). Suivant la logique de Kant, les démocraties seraient donc plus pacifiques que les États non-démocratiques. Levy nuance néanmoins: elles le sont jusqu'à ce qu'elles se sentent menacées. Dans le cas échéant, elles s'engageraient tout autant dans des guerres destructrices (Levy, 1988 : 659). Certains chercheurs établissent ainsi un lien entre le niveau de stabilité du système international et le niveau de liberté des décideurs à l'interne, ainsi que leur capacité à poursuivre leur *realpolitik* sans trop de contraintes à l'interne (Levy, 1988 : 660). Néanmoins, tel que Levy le soulève, « even if it were true that liberal democratic regimes are less inclined to initiate foreign wars, it would not automatically follow that they are less likely to become involved in international wars » (Levy, 1988 : 660). Ainsi, de façon intéressante, si les démocraties sont moins enclines à s'investir dans un conflit, elles sont plus susceptibles de **faire usage du conflit en tant que diversion** que les autocraties, qui elles, tendraient à opter pour la **réprimande contre les critiques** des enjeux domestiques au lieu de détourner l'attention.

Aussi, outre le caractère démocratique ou non des régimes à observer, certains chercheurs vont plus loin. Pour eux, le biais des leaders varierait en fonction du facteur « élection-réélection ». S'ils sont en vue d'une réélection, les leaders seraient moins portés à être biaisés dans leur prise de décisions. Inversement, les leaders démocratiquement élus, ne faisant pas face à une réélection, agiraient de façon similaire aux autocrates (Conconi et al., 2014). Dans un article sur la paix démocratique et sa responsabilité électorale, Conconi et al. démontrent alors que les leaders démocratiquement élus en vue d'une réélection sont moins enclins à faire la guerre à d'autres leaders démocratiquement élus aussi en vue d'une réélection et que les autocrates ou leaders démocratiques ne faisant pas face à une réélection « pouvaient diverger des intérêts de la population » et faire la guerre. Ultimement, les professeurs Matthew O. Jackson et Massimo Morelli sont d'avis que « le moteur de la paix démocratique réside dans la façon dont les incitatifs d'un leader demeurent alignés avec la population par le biais d'une réélection potentielle »

(Jackson et Morelli, 2011 : 21), d'où l'intérêt à vérifier si les intérêts des leaders coïncident avec les principaux intérêts nationaux et observer, s'il y a divergence, si la non-résolution du conflit relève de la stratégie des leaders avec le conflit comme outil de diversion.

*“ This is so big, we must talk about it  
only in the simplest words possible.”*

Theodor Herzl (Premier congrès sioniste,  
1897)

### **Chapitre 3 : LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN : STATU QUO?**

Alors que l'on constate une impasse dans le conflit israélo-palestinien, il importe néanmoins de l'observer dans ses particularités. Si l'on tend parfois à faire usage des termes « impasse » et « statu quo » comme s'ils étaient synonymes, une distinction mérite bien d'être apportée, ce, surtout dans le contexte particulier de ce conflit prolongé.

#### **3.1 Statu quo ou impasse politique?**

Le question s'est posée dès les premières entrevues effectuées en décembre 2019. Alors que j'évoquais en prémisses le concept de « statu quo », les interviewés tentaient tant bien que mal d'évaluer comment la situation pouvait refléter un statu quo. Pour Shlomo Brom, ancien directeur de la division de la planification stratégique de l'armée israélienne ayant participé à diverses rondes de négociations de paix avec les Palestiniens, la Jordanie et la Syrie et dans les pourparlers sur la sécurité régionale au Moyen-Orient au cours des années 90, « impasse » serait un meilleur terme que « statu quo »: « Status quo is not a good depiction. When talking about things that are relevant to the life of people, there is no status quo. It's changing all the time » (Entrevue, 5 février 2020).

Ainsi, si une majorité de participants a tenu à parler d'impasse politique en contraste à un statu

quo complet, certains croient néanmoins que la statu quo sur le terrain a connu une certaine « accélération » au-cours de la période observée (2009-2019) (Entrevue avec Edo Konrad, 10 décembre 2019).

Pour Kobi Michael, « the reality of status quo is a reality in change. Maybe small, maybe slow, but still in change ». Selon le chercheur, il ne faut pas confondre: « it is more a political conflict, a political stalemate, but there is a conflict on the ground with some terror groups which operate against Israel from the Palestinian territories » (Entrevue, 18 décembre 2019). Le journaliste au média israélien *Haaretz* Gideon Levy est d'un avis similaire sur la difficulté à parler uniquement de statu quo: « there is a status quo and at the same time there is no status quo. It is contradictory but that's reality » (Entrevue, 15 décembre 2019). Pour le journaliste, le statu quo est présent en raison du maintien de l'occupation. Or, cette même occupation provoque également une situation de non-statu quo de par ce qui caractérise l'occupation: continuation de constructions d'implantations, édification du mur ou de la « barrière de sécurité », ainsi que de politiques toujours plus « brutales ». Levy résume: « it is the great picture of the status quo, but under this umbrella, there are many many changes » (Entrevue, 15 décembre 2019). Cette observation fut d'ailleurs partagée par la plupart des participants à cette recherche: un total de 10 participants sur les 17 interviewés.

Néanmoins, pour le diplômé en études israéliennes de l'université Birzeit précédemment mentionné, les dernières années ne sont qu'une « différente vague de génocide entre les colons et les populations indigènes », une relation qu'il qualifie, en reprenant les termes de l'écrivain palestinien Ghassan Kanafani, de « between the 'sword' and the 'neck' ». Ces rôles, le diplômé palestinien les associe très bien aux leaders israélien (*sword*) et palestinien (*neck*) dans le maintien de la situation régionale. L'étudiant explique que, si Netanyahu travaille sur base de violence, que l'État d'Israël obtient ses droits sur la terre par la force, qu'Abbas se base sur le droit et la loi et que les Palestiniens doivent demander des permissions pour avoir accès à leurs droits, « ils ne pourront jamais être à la même table pour négocier » (Entrevue avec le diplômé de l'université Birzeit, 27 février 2020).

Pour sa part, le journaliste britannico-israélien Anshel Pfeffer se fait plus spécifique. Pour lui, il vaut d'observer la décennie en diverses périodes basées sur l'administration américaine en place. La première période identifiée par Pfeffer correspond au premier mandat du président américain Barack Obama, une période dans laquelle on a le sentiment qu'il peut y avoir des progrès dans le dossier israélo-palestinien en mettant une pression considérable sur Israël. À l'époque, Benyamin Netanyahu évoque la solution à deux États dans le discours de Bar-Ilan et accepte un gel de construction, une décision qui n'avait que comme seul précédent Yitzhak Rabin et Shimon Peres pendant les négociations des accords d'Oslo. L'équipe d'Obama avait analysé les huit dernières années d'impasse et en était parvenue à la conclusion qu'« une fois le niveau de violence considérablement réduit, le principal obstacle était la construction des colonies » (Pfeffer, 2018 : 314). Le président américain était résolu à vaincre cet obstacle, porté par le sentiment qu'il pourrait pousser les deux parties à aller de l'avant pour trouver une issue au conflit. Cette phase de statu quo qui n'en est pas vraiment un perdurera jusqu'aux Printemps arabes. À l'époque, à la fois, le conflit israélo-palestinien est perçu comme un dossier trop imposant, mais la quantité d'enjeux au Moyen-Orient en vient également à se multiplier. C'est lors du second mandat d'Obama, la seconde période identifiée selon la lecture qu'en fait Pfeffer, qu'ont lieu les négociations de 2013-2014. Cette période est, à l'instar de la précédente période, caractérisée par un statu quo qui n'en est pas vraiment un. Notant l'impasse de laquelle il ne peut faire sortir les parties au conflit, Obama déclara alors que « le président américain ne pouvait désirer la paix plus que les Israéliens et les Palestiniens » (Entrevue avec Anshel Pfeffer, 10 février 2020). Puis, au cours des deux dernières années et demie avant la fin du second mandat d'Obama, ce sera le statu quo complet des négociations. La troisième période, quant à elle, débute avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, caractérisée par l'endossement « très délibéré » des positions israéliennes des gouvernements Netanyahu avec le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem, la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur le Golan, sur les implantations, etc., couplé d'un dégageant américain des camps palestiniens (Entrevue avec Anshel Pfeffer le 10 février 2020).



### 3.2 Le « statu quo » israélo-palestinien

Dans un article de *Foreign Affairs* en 2016, le journaliste Aluf Benn constate la stagnation du conflit: « the two-state solution to the conflict with the Palestinians has been taken off the table, and Israel is steadily making its occupation of East Jerusalem and the West Bank permanent » (Benn, 2016). Le statu quo israélo-palestinien n'est donc pas forcément synonyme de calme plat, tel que soulevé par la plupart de nos interlocuteurs lors des entrevues menées dans le cadre de cette recherche. Le statu quo se caractérise au contraire par une redondance d'événements, une série de « petits changements » qui, avec le temps et lorsque cumulés, auront provoqué un changement profond, dont celui de la diminution graduelle de la solution à deux États (Ibish, 2014).

Kobi Michael évalue ce statu quo « changeant » sur trois niveaux: politique, institutionnel et social. Au niveau politique, Michael soulève une perte de légitimité du président Mahmoud Abbas, le degré de fonctionnalité de l'Autorité palestinienne, sa motivation à maintenir une coopération sécuritaire avec Israël, l'incapacité de l'Autorité à promouvoir les objectifs nationaux palestiniens, ainsi qu'une influence d'« intermédiaires »<sup>9</sup> iraniens aux intérêts parfois divergents. Au niveau institutionnel, Michael note une perte du monopole de la violence organisée, perte de contrôle sur la périphérie, une dysfonction institutionnelle, une profonde fragmentation politique entre le Fatah et le Hamas, des enjeux de corruption, ainsi qu'une absence de légitimité. Finalement, au niveau social, Michael note une hausse de l'opposition et de la frustration à l'interne en raison de la corruption, un sentiment d'impuissance face aux stratégies du Fatah et du Hamas, une désintégration du tissu social, une influence croissante de l'islam radical, un défaitisme résultant de la perte d'intérêt des pays arabes face au sort des Palestiniens, ainsi qu'une hausse du mécontentement envers l'Autorité palestinienne face à la situation économique.<sup>10</sup>

Pour le chef palestinien des négociations et secrétaire général de l'Organisation de libération de la

---

9 Kobi Michael utilise le terme en anglais « proxies ».

10 Propos recueillis lors de l'intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv, ainsi qu'en entrevue le 18 décembre 2019.

Palestine (OLP) Dr. Saeb Erekat, le statu quo veut plutôt dire plus d'implantations, plus d'occupation, d'humiliation, de « pratiques indignes de la part des Israéliens, de confiscation des terres, d'exécutions extrajudiciaires, etc. » (Entrevue, 10 avril 2020). Également, en ce qui a trait aux négociations, Saeb Erekat est d'avis qu'il y a eu un changement de paramètres:

In the 1970s, Henry Kissinger, US Secretary of State, came with new conditions on me, telling me 'no, you have to recognize Israel on 1967 lines, you have to accept the two-state solution, *resolutions 242 and 338*, renounce violence, and accept negotiations'. And once we accepted this, we became partners with the US, they opened negotiations with us in 1988 if you recall and now if I say two states on 1967 [borders], I am against peace. That's what the Americans are saying, or that's what Kushner is saying, that 'you are not realist'. (Entrevue avec Saeb Erekat, 10 avril 2020)

On note de ce fait que l'impasse politique a prolongé un « statu quo israélo-palestinien » se caractérisant, selon les participants, par divers faits et événements, dont:

- L'occupation dans certaines zones de Cisjordanie;
- La construction d'implantations en Cisjordanie;
- Les violences sporadiques de la part des deux côtés;
- La baisse de la légitimité de l'Autorité palestinienne vis-à-vis sa population;
- La dilution de la possibilité de solution à deux États.

### **3.3 Des conditions pour sortir du « *protracted status quo* » du conflit israélo-palestinien**

Tel que nous le stipulions précédemment, le conflit israélo-palestinien est un conflit qualifié de « *protracted* ». Bien que se déployant sur un territoire assez limité géographiquement, Sapir Handelman, président d'une organisation basée de ses concepts de résolution des conflits insolubles, est d'avis que le conflit, en raison de ses nombreux attributs, est en soi un phénomène très complexe:

This relatively “small” conflict involves a seemingly infinite array of issues and interests, including but not limited to: the divergent goals of three global religions; clashes between different traditions, mentalities, and cultures; socio-economic gaps; demographic problems; geographic barriers; civil war; and the demand for social justice (Handelman, 2011 : 2).

Selon Lee Ross et Constance Stillinger qui écrivent un article sur les obstacles aux résolutions de conflits, il existe un lien entre statu quo et l'enracinement des conflits. Selon eux, les conflits insolubles n'offrent pas de solution « gagnant-gagnant »:

Any potential changes of mutual status that would be regarded by one party as more attractive than the status quo would be regarded by the other party as less attractive than the status quo. In a sense, a conflict becomes intractable when both parties already have achieved all the “gains of trade” that are readily obtainable » (Ross et Stillinger, 1991 : 389-390).

Dans les principes normatifs des négociations, « bargainers will often commit themselves to the status quo on the assumption that the other party can be persuaded that they intend to go no lower » (Pruitt, 1981 : 65). Dans le cas israélo-palestinien ainsi, « no Israeli or Palestinian leader will enter into negotiations under conditions that leave their right to national existence in doubt », selon l'universitaire Herbert C. Kelman, ayant chapeauté une réunion officielle entre membres de l'OLP, politiciens et universitaires israéliens à la fin des années 80 (Kelman, 1986 : 18).

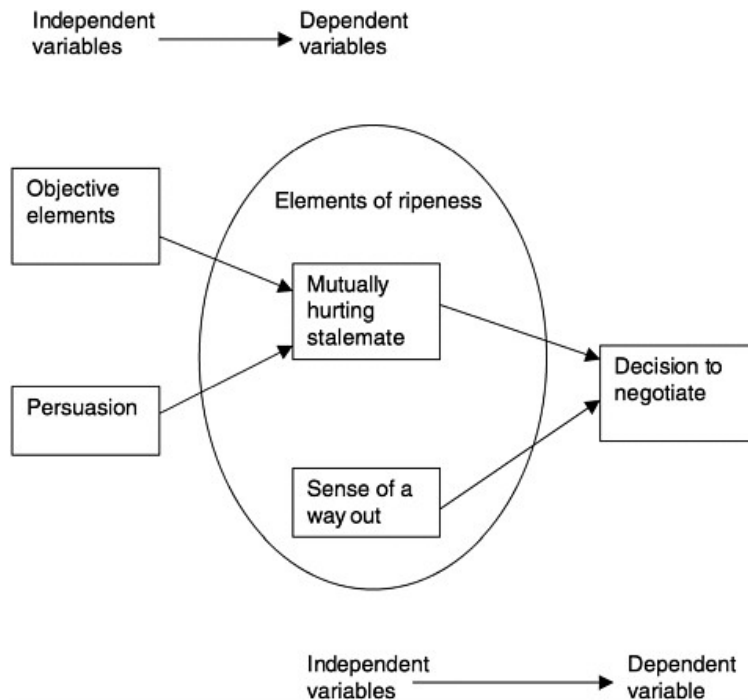
### 3.3.1 « Ripeness »

Le professeur spécialiste de la gestion de conflits I. William Zartman a aussi longuement écrit sur les conditions de résolution des conflits. Parmi celles-ci, Zartman identifie: du leadership, un support politique, ainsi que la maturité (*ripeness*) du conflit (Zartman, 1995). Or, si cet ultime élément demeure central, il est également complexe à obtenir, notamment dans les cas où les éléments d'habileté, de ressources, d'intérêts ou encore de stratégies n'iraient pas de pairs (Zartman, 2000 : 237). Zartman explique ainsi que, parfois,

parties engaged in existential conflict are afraid to move to the negotiating table and make concessions even when the status quo has become increasingly painful and they recognize that a negotiated agreement is in their interest. They worry that negotiations may lead to even more costly concessions that will ultimately jeopardize their security, their national identity, and their existence (Zartman, 2007 : 74).

Le principal incitatif à sortir du statu quo se trouve donc dans la possibilité de chacun à envisager

une issue qui serait meilleure que ce dit statu quo (Zartman, 2007 : 88).



**Illustration 2:** Facteurs affectant la maturité, ses éléments, ainsi que la décision de négocier. Source: Zartman, William. 2000. « Ripeness: The Hurting Stalemate and Beyond », *International Conflict Resolution After the Cold War*. Washington, DC, The National Academies Press.

En séminaire à l'été 2019, Kobi Michael reprenait d'ailleurs les propos de Zartman en ajoutant que la maturité d'un conflit, l'appui populaire, ainsi que le constat que la violence ne puisse mener à la paix, devaient également être mutuels, sans quoi ils manqueraient la base.<sup>11</sup>

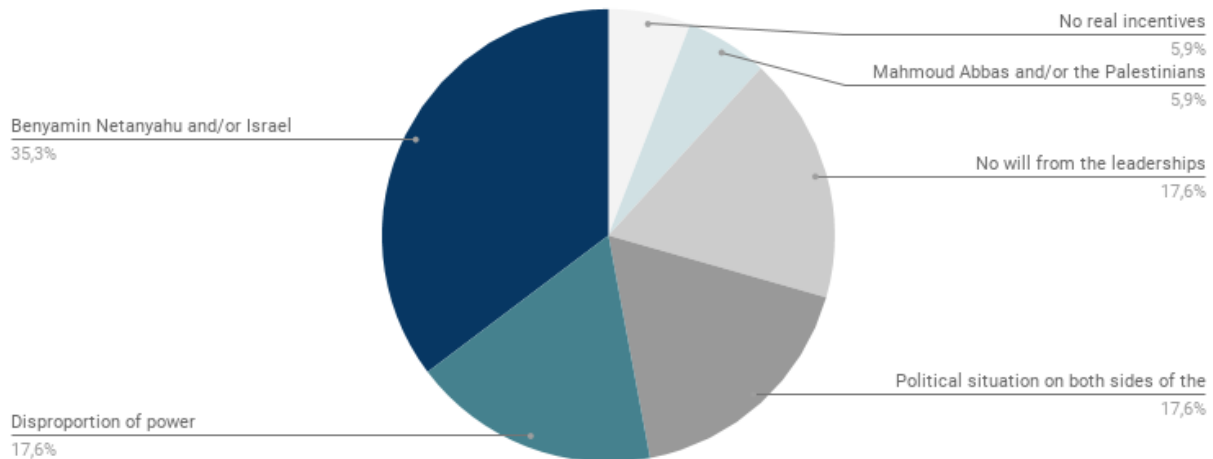
### 3.4 Quelles raisons derrière l'impasse politique?

Afin de comprendre les raisons derrière l'impasse, nous avons interrogé les participants à cette recherche sur le sujet. Pour un nombre d'entre eux, le blâme concernant l'impasse politique du conflit israélo-palestinien est à mettre sur les Palestiniens, pour d'autres, sur Israël, alors que pour

<sup>11</sup> Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

certaines, les deux parties sont à blâmer. Dans une majorité néanmoins, les participants ont soulevé le rôle de Benjamin Netanyahu et/ou d'Israël comme principale cause de l'impasse (7 participants), suivi par la disproportion du rapport de pouvoir (4 participants), la situation politique côtés israélien et palestiniens (4 participants), ainsi qu'un manque de volonté politique<sup>12</sup> (4 participants).

**Main reason for the current stalemate in negotiations**



**Graphique 2:** Principales raisons de l'impasse selon les personnes interrogées dans le cadre de cette recherche

À la tête du *Center for Applied Negotiations* (CAN) de l'INSS et ancien chef de cabinet et coordinateur des politiques de l'ancien premier ministre et ministre israélien de la Défense Ehud Barak, Gilead Sher tente néanmoins de résumer. Selon lui, bien qu'il y ait une myriade de raisons derrière ce qu'il qualifie comme une « décennie perdue [2009-2019] dans la recherche de paix israélo-palestinienne », c'est d'abord une question de leadership politique, de capacité politique à résoudre le conflit, ainsi que de volonté politique à le faire (Entrevue, 3 mars 2020).

<sup>12</sup> Sans l'attribuer à une partie au conflit plus qu'une autre.

### 3.4.1 Israël: La gestion plutôt que le règlement

Pour le journaliste Gideon Levy, la raison derrière l'impasse est fort simple: « Israel has never and doesn't have any intention to put an end to the occupation ». Or, cette situation est permise de par le rapport de force largement favorable à Israël, offrant ce que Levy nomme, en utilisant les termes en français, « carte blanche », une carte blanche octroyée par l'inaction internationale, et ce, spécialement depuis l'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump début 2017 (Entrevue avec Gideon Levy, 15 décembre 2019). L'universitaire américano-israélien du Moyen-Orient Martin Kramer établit la même remarque. Selon lui, le maintien du statu quo est un « art » qu'Israël maîtrise, sa survie en dépendant: « Israel's survival has always depended on its willingness to sustain the status quo that it has created, driving its adversaries to resignation—and compromise » (Kramer, 2016).

Homme politique, ayant occupé les postes de ministre des Affaires stratégiques, ainsi que l'important poste israélien de ministre de la Défense, Moshe Ya'alon ne nie pas. Au contraire, depuis une salle de l'INSS à Tel-Aviv, Ya'alon évoque la dose de cynisme des dirigeants lié au conflit et, pour lui, puisqu'aucun compromis n'est conciliable, « les problèmes ne doivent pas être réglés, mais plutôt gérés »<sup>13</sup>. Or, ce consensus n'est pas propre aux décideurs israéliens du conflit. Selon Zaki Shalom, chercheur notamment sur les questions relatives au conflit israélo-palestinien à l'INSS, si les États-Unis se sont souvent présentés en médiateur du conflit, aujourd'hui, « instead of trying to solve the conflict, they try to control it »<sup>14</sup>.

Pour Israël, l'intérêt stratégique face à la question palestinienne demeure néanmoins de « permettre la reconstruction et l'assistance tout en prévenant les menaces à la sécurité »<sup>15</sup>. Pour l'ancien brigadier général de l'armée israélienne, responsable de la planification stratégique, de la coopération internationale et de diplomatie militaire Assaf Orion, il convient, de ce fait,

---

13 Intervention de Moshe Ya'alon le 28 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

14 Intervention de Zaki Shalom « US-Israel relations and their importance to Israel's national security », le 30 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

15 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

qu'« Israël a tout intérêt à améliorer la situation en Cisjordanie »<sup>16</sup>, en témoigne la récente modernisation du système d'entrée de postes-frontières entre Israël et la Cisjordanie. La différence était d'ailleurs frappante entre nos deux premiers séjours dans la région. D'ailleurs, au sujet de cette modernisation qui visait à alléger le niveau de frustration chez les Palestiniens, le commandant à l'unité des postes-frontières établissait un lien direct avec la baisse de la menace terroriste: « C'est ça qui leur permet de passer plus vite, d'améliorer leur quotidien et donc, au passage, leur enlève l'envie de commettre une attaque terroriste »<sup>17</sup>.

La dissuasion (« *deterrence* ») trouve également une place de choix au coeur de la doctrine stratégique israélienne de gestion. Pour Assaf Orion, la « dissuasion des terroristes » prévaut sur leur anéantissement: « Dissuader les terroristes d'agir. Non pas les tuer ». En bref, pour Israël, la stratégie de combat se résume par la suivante: « [It's] not about winning, but about fighting »<sup>18</sup>. Directeur exécutif de l'INSS, ayant au cours de sa carrière militaire dirigé la direction de Planification de l'armée israélienne, ainsi que l'équipe de négociations d'Annapolis (2007-2008), Udi Dekel est d'avis que la dissuasion demeure le principal objectif, puisqu'Israël n'a « aucune intention de modifier ses frontières »<sup>19</sup>.

Israël a alors tout intérêt à « réinventer la pertinence »<sup>20</sup> du combat, et ce, même si le principal objectif de l'État, visant à sécuriser son existence en tant que « nation démocratique du peuple juif », ainsi que ses principaux intérêts, prospérité et vertu, sont « moins défiés aujourd'hui »<sup>21</sup>.

---

16 Intervention d'Assaf Orion « Fighting terrorism: The state challenges confronting non-state actors and terrorism », le 5 août 2019, à l'INSS, Tel-Aviv.

17 Propos d'Eldad Taitz, commandant à l'unité des postes frontières. « Israël : des postes-frontières à la pointe de la technologie », *i24NEWS*. 11 juillet 2019. En ligne: <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/1562831780-israel-des-postes-frontieres-a-la-pointe-de-la-technologie>.

18 Intervention d'Assaf Orion « Fighting terrorism: The state challenges confronting non-state actors and terrorism », le 5 août 2019, à l'INSS, Tel-Aviv.

19 Intervention d'Udi Dekel « The Israeli national security concept », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

20 Intervention d'Assaf Orion « Fighting terrorism: The state challenges confronting non-state actors and terrorism », le 5 août 2019, à l'INSS, Tel-Aviv.

21 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

### 3.4.2 *Le fossé: fondement du statu quo maintenu par les politiciens?*

Anshel Pfeffer voit dans l'impasse politique du conflit le résultat d'une profonde lutte de légitimité. Il note que, depuis plus de 70 ans, ces deux nations<sup>22</sup> croyant toutes deux avoir pleinement leur « droit sur cette terre » n'ont su trouver le moyen de faire des compromis, car la plupart n'en veut simplement pas (Entrevue 10 février 2020).

Pour sa part, le professeur israélien de science politique Denis Charbit est d'avis que certains éléments relatifs au conflit sont consciemment évités par les parties:

Il est sans doute admirable de prétendre tout discuter, mais que faire des tabous que chaque partie a entretenus au cours des ans? Si l'on y touche, le traité risque bien de se révéler inaccessible. Les tabous ne sont pas négociables. Qui a intérêt à les maintenir en dehors de la négociation? À vrai dire, toutes les parties concernées: les Palestiniens, les Israéliens et la paix elle-même (Charbit, 2015).

Pour les parties, il semblerait ainsi plus raisonnable de « ne pas s'approcher de ce terrain miné tant les mémoires sont meurtries et saignantes » et à elles d'observer si elles désirent une « paix minimaliste » ou une « paix globale », si elles veulent « un accord minimum » ou si elles sont « [résolues] à débarrasser tous les problèmes » (Charbit, 2015 ; Handelman, 2011 : 3).

L'homme politique israélien Moshe Ya'alon ne croit d'ailleurs pas en un règlement avec les Palestiniens puisqu'il se dit d'abord perplexe envers les « conférences de paix » ou encore les « accords supervisés par des avocats », dans lesquels on contourne les principaux intérêts des parties concernées. Aussi, dans le cas du conflit israélo-palestinien, il se montre d'autant plus dubitatif du fait des expériences passées dont il tire des conclusions. En conférence à l'INSS, il laissa ainsi tomber: « I don't believe [...], because we tried ». Or, pour l'homme, il ne fait de doute: la faute est à mettre sur les Palestiniens pour avoir rejeté « tout compromis territorial ». Ya'alon fait l'équation que nombreux observateurs israéliens ont établie avec le temps: « *land = violence* ». Pour Ya'alon comme beaucoup d'autres, la seule réponse qu'aurait reçu Israël suite à

---

22 Israélienne et palestinienne



un compromis territorial aurait été davantage de violence, en témoigne le retrait unilatéral de la bande de Gaza en 2005 ou encore les diverses intifadas.<sup>23</sup> L'homme à la tête du COGAT (« *Coordinator of Government Activities in the Territories* »), en charge de coordonner les questions civiles entre gouvernement israélien, forces de défense israéliennes, organisations internationales, diplomates et Autorité palestinienne de 2012 à 2016, Grisha Yakubovich, est d'un avis similaire: « Each time we did something to promote peace, what we got from the other side is that they became more radical » (Entrevue avec Grisha Yakubovich le 24 mars 2020).

Ceci étant dit, selon Ya'alon, chaque partie se dit « enchaînée » au veto de son opposant. Ainsi, si aucun règlement n'est à prévoir, c'est également en raison des extrêmes et de l'important fossé qui divise Israël et les Palestiniens. Selon ce qu'en croit Moshe Ya'alon, la plus importante « colonie » israélienne pour les Palestiniens serait Tel-Aviv. L'homme croit donc que les Palestiniens n'offrent aucune légitimité israélienne sur le territoire. Ainsi, si les dernières négociations faisaient état des frontières de 1967 ou encore moins, pour un nombre de Palestiniens, on ne pourrait accepter rien de moins que les frontières de 1948. Tel que le journaliste français installé à Jérusalem Stéphane Amar le rapporte, « alors que les tentatives de résolution du conflit tournent autour de l'occupation des territoires conquis en 1967, les Palestiniens pleurent surtout la Palestine de 1948 » (Amar, 2018 : 34). Pour Ya'alon ainsi, le fossé est donc trop profond pour être conciliable, un constat partagé par certains participants.<sup>24</sup>

Selon la lecture qu'en fait Kobi Michael, « the maximum that can be given by one side does not meet the minimum requested by the other side », du moins, pas avec « l'actuelle (décembre 2019) coalition de Netanyahu ». <sup>25</sup> Michael situe cette impasse à l'arrivée de Benyamin Netanyahu au primat de la Knesset, mais pas nécessairement en raison de ce dernier directement: « The Palestinian Authority decided it would not negotiate with Netanyahu from 2009, even before Netanyahu was elected ». Israël se perçoit donc comme otage du « veto palestinien », défini par

---

23 Intervention de Moshe Ya'alon le 28 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

24 Moshe Ya'alon, Khaldoun Barghouti, Kobi Michael.

25 Propos recueillis lors de l'intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv et en entrevue le 18 décembre 2019.

des volontés disproportionnées.<sup>26</sup>

Or, selon Sapir Handelman, si l'on préfère le plus souvent maintenir les éléments les plus importants dans un flou et une gestion du conflit plutôt que sa résolution, c'est en raison des difficultés tant à gérer le conflit qu'à aborder les principaux enjeux des négociations:

[...] it is almost impossible to manage the conflict (stabilizing the situation, reducing the level of violence, and preparing the foundations of a new social order), without addressing the main issues through direct negotiations, and vice versa. It is difficult to resolve the conflict through intensive negotiations without managing it (preparing the conditions for a new social order) (Handelman, 2011 : 4).

### 3.4.3 *Différentes stratégies, intérêts convergents*

Alors que Kobi Michael note que les deux parties au conflit ont l'impression que « le temps ira en leur faveur », il note une autre similitude qui est, selon lui, plutôt « paradoxale »: une convergence des intérêts stratégiques des deux leaders. Selon le chercheur, aucun des deux n'a la réelle intention de créer une réalité de « deux États-nations indépendants » (Entrevues les 18 décembre 2019 et 10 mai 2020).

Pour Dan Schueftan, directeur du *National Security Studies Center* de l'université de Haïfa et ancien conseiller des premiers ministres Yitzhak Rabin et Ariel Sharon, le silence est la nouvelle stratégie palestinienne: « They have learned a new trick, if you simply leave the negotiations and you don't answer, it means that you have not rejected it » (Entrevue, 30 mars 2020). Ainsi, lorsque nous exposons au chef palestinien des négociations Saeb Erekat la lecture selon laquelle certains perçoivent le silence palestinien comme la nouvelle stratégie, celui-ci s'impatiente: « I was the one who handed Mr. Olmert the maps with my hands, so 'some people' can be more accurate than me, who was involved there? Some people can be more accurate than Olmert who said that he received the maps from me? » (Entrevue, 10 avril 2020).

---

26 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

Pour la période observée, l'universitaire palestinien Ibrahim Rabaia soulève deux principales stratégies du camp palestinien. D'abord de 2008 à 2013, les Palestiniens auraient opté pour une stratégie d'« institutions building ». Après avoir travaillé à l'établissement d'institutions au sein du ministère palestinien de la Planification sous Salam Fayyed, Rabaia explique ce qui selon lui aurait provoqué l'échec: « We worked on a very transparent government measurement, system, and everything, but everything collapsed, because no government under occupation has sovereignty » (Entrevue 16 mars 2020). Ibrahim Rabaia se rappelle qu'à ce moment, le gouvernement ait donc décidé de retourner à la source du problème, l'occupation, et tenté d'y mettre fin. Plus tard, vers 2013, les Palestiniens se tournent alors vers une « internationalisation » de leur cause. C'est d'ailleurs ce qui leur avait valu depuis 1988 la reconnaissance de leur État par 136 États sur les 193 membres onusiens, mais également le statut d'État observateur non-membre de l'ONU en 2012. Les Palestiniens, selon Rabaia, croiraient que cette stratégie pourrait éventuellement être en leur faveur. Le point de vue de Rabaia est également soulevé par de nombreux académiques israéliens<sup>27</sup>, qui voient dans cette stratégie une façon de faire pression sur Israël, en espérant pouvoir obtenir un État « sans avoir eu à payer le prix si le processus avait suivi le cours de négociations bilatérales » (Entrevue avec Kobi Michael, 18 décembre 2019). Cette stratégie d'internationalisation, adoptée depuis 2009, aurait connu certains succès, toutefois, avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, « things have changed dramatically », selon Kobi Michael (Entrevue, 18 décembre 2019).

Quels bénéfices politiques peuvent ainsi ressortir de ce fossé? Les leaders peuvent certes continuer de supporter les négociations sans toutefois obtenir d'accord, une impasse ayant ses avantages politiques puisqu'elle devient le théâtre dans lequel les leaders peuvent démontrer leur engagement, leurs « efforts » à obtenir un compromis, tout en prouvant qu'ils ne plient pas sur les intérêts des populations qu'ils dirigent. Ce faisant, ils se protègent des critiques qui pourraient leur être portées, sur la mollesse et le laxisme à protéger leurs populations (Kelman, 1982 : 65 ; Ross et Stillingner, 1991).

---

27 Kobi Michael, Gilead Sher et Dan Schueftan.

### 3.5 « *But we tried – they rejected* »

Puisque la négociation peut être un puissant outil de légitimité à l'International, il vaut de se questionner sur les réelles intentions des parties. La chercheuse israélienne Michal Hatuel-Radoshitzky se rappelle que lors du conflit israélo-libanais de 2006, Israël sous le gouvernement d'Ehud Olmert avait en quelque sorte un feu vert de la part de la communauté internationale puisqu'Olmert négociait: « We had legitimacy – we were negotiating ».<sup>28</sup>

Néanmoins, ces négociations entre Olmert et Abbas ou encore la poignée de main entre le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, et le président de l'OLP, Yasser Arafat, lors de la signature des accords d'Oslo, sont aujourd'hui bien lointains. À l'époque d'Oslo, on reconnaissait chez Rabin et Arafat une « nécessité politique » et un « besoin » à obtenir un accord qui leur était mutuellement bénéfique (Kelman, 1998). Dès que leurs enjeux fondamentaux respectifs étaient maintenus - la sécurité pour Israël et la création d'un État pour les Palestiniens - ils étaient prêts à faire des compromis. Ils n'étaient pas freiner par quelconque « dogme idéologique » selon Herbert C. Kelman (Kelman, 1998 : 36). Le partenariat entre les deux hommes étaient ainsi possible puisqu'ils appuyaient les négociations, ne remettaient pas en jeu leurs principaux enjeux et ne risquaient pas de trop leur coûter politiquement.

Or, pour Denis Sieffert, journaliste français spécialiste du conflit israélo-palestinien, « hormis le gouvernement dirigé par Yitzhak Rabin, au début des accords de Washington [...], il n'est pas interdit de penser que tous les dirigeants israéliens n'ont eu qu'une et commune obsession: réduire à néant, ou à très peu de choses, l'objet même d'une future négociation sur le statut final des Territoire palestiniens » (Sieffert, 2009 :14).

De façon surprenante néanmoins, le public israélien s'est toujours montré en faveur de la poursuite de négociations. À la question « Should we keep negotiating? », l'affirmative n'a jamais

---

<sup>28</sup> Intervention de Michal Hatuel-Radoshitzky « Delegitimization as a national security challenge », le 13 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

été sous les 60% selon Yehuda Ben Meir, ancien homme politique aujourd'hui académique spécialiste des questions sur l'opinion publique. Or, si les Israéliens connaissent bien l'importance de trouver une solution au conflit, l'enjeu est relégué au second plan puisqu'ils ont l'impression qu'il y a peu de chance que les parties obtiennent un règlement.<sup>29</sup>

Dans le passé, dirigeants israéliens et palestiniens avaient obtenu des accords en laissant délibérément des flous afin d'en arriver à un certain niveau de consensus. Les détails, certains avec une importance colossale (légitimité historique, dimension religieuse, etc.), devaient être négociés puis renégociés dans le futur. Cette stratégie de négociations est d'ailleurs celle que privilégient de nombreux observateurs du conflit israélo-palestinien, sans quoi, le conflit perdurerait dans l'impasse (Amar, 2018 : 22). C'est d'ailleurs précisément le constat que nous pouvons désormais faire. Aujourd'hui, les parties se bloqueraient au principe de « nothing is agreed until everything is agreed », un principe les confinant au statu quo.<sup>30</sup> Avec le cynisme hérité de l'Histoire, nombreux décideurs israéliens et palestiniens aujourd'hui se demandent à quoi bon négocier s'ils savent au préalable qu'ils ne pourront s'entendre sur tous les principaux points de négociations? Aujourd'hui, il y a un clair manque d'incitatifs à faire la paix d'une part et d'autre, une absence « d'ethos de paix »<sup>31</sup> entre autre puisqu'« Israël se sent suffisamment fort pour ne pas avoir à faire quelque concession ». Or, « sans concessions majeures, les Palestiniens n'accepteront aucun accord ».<sup>32</sup> Les parties, tout comme leurs populations, se trouvent donc dans une spirale.

Des décennies de négociations ont ainsi lassé les populations. Dans les rues, d'Israël ou de Cisjordanie, les « But we tried – they rejected » sont maintes fois entendus. Les propos des populations israélienne comme palestiniennes trouvent leur écho également dans les paroles de leurs dirigeants qui renvoient le plus souvent la balle dans le camp de l'« adversaire », créant ainsi

---

29 Intervention de Yehuda Ben Meir « Public opinion and national security in Israel », le 14 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

30 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

31 *Idem*.

32 Intervention de Zaki Shalom « US-Israel relations and their importance to Israel's national security », le 30 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

une dissonance cognitive tel que l'expliquent Ross et Stillinger: « past justifications for rejecting advantageous terms – justifications offered to oneself, as well as to one's peers and critics – serve to increase the psychic and social costs of accepting those terms now » (Ross et Stillinger, 1991 : 395).

Déjà, en pleine conférence de Madrid, en 1991, le conseiller spécial Benyamin Netanyahou avait tenu des propos illustrant bien ses doutes envers les intentions palestiniennes. En réponse à un discours du chef de la délégation palestinienne demandant la création d'un État indépendant en Cisjordanie et à Jérusalem, Netanyahou aurait alors déclaré: « It's like someone saying I want to make peace with you but only after we amputate your hands, legs, and rip out your heart. But I certainly want to make peace with you » (Pfeffer, 2018: 182-183). Or, les propos de Netanyahou, s'ils trouvent toujours écho des décennies plus tard, ne sont pas que ceux des Israéliens. L'homme au parcours fascinant Mohammed Dajani Daoudi, habitant de Jérusalem bien connu tant des Israéliens que des Palestiniens, ayant plus jeune reçu un entraînement dans la guerrilla du Fatah, ancien directeur de l'Institut d'études américaines de l'université Al-Quds à Jérusalem et fondateur de l'organisation *al-Wasatia*, faisant la promotion du dialogue, tente d'établir un portrait juste de la situation. Pour lui, si Israël n'a pas avantage à maintenir le statu quo, le leadership palestinien « bloque la paix ». Or, alors qu'Israël dénonce avec persistance ne pas avoir de partenaire palestinien, il avoue qu'il n'y a pas plus de partenaire israélien et qu'ultimement, le processus de paix ne fait pas partie des agendas des parties au conflit (Entrevue 9 décembre 2019).

### **3.6 La paix, à l'agenda?**

Ainsi, au cours de la période observée, les leaders ont-ils entravé le processus vers l'obtention d'un accord lors des deux principales phases de négociations de **2010** et **2013-2014**?

En 2010, pressé par les États-Unis, Benyamin Netanyahou, qui débute un second mandat en tant que premier ministre, accepte à ce moment un gel de construction d'implantations de 10 mois. Au cours de cette période, le président américain Barak Obama et sa secrétaire d'État Hillary Clinton

organisent des rencontres à Charm el-Cheikh, ainsi qu'à Jérusalem. Selon le chef palestinien des négociations Saeb Erekat, les Palestiniens étaient prêts à s'impliquer. Ils seraient arrivés avec des propositions sur les enjeux des réfugiés, sur Jérusalem, sur les frontières, sur les implantations, etc. Or, Israël, selon Erekat, n'était pas prêt: « They just refused to talk. [...] They refused to take it. » (Entrevue avec Saeb Erekat, 10 avril 2020).

Au cours de la période 2013-2014, les négociations sont reprises sous l'initiative du secrétaire d'État américain John Kerry. Pour Gilead Sher, si à l'époque, Netanyahu « était plus disposé à résoudre au moins la grande partie des problèmes fondamentaux », Abbas se serait éloigné des négociations en lançant une « guerre internationale globale contre Israël » à l'aide de moyens tant diplomatiques, économiques que juridiques (Entrevue, 3 mars 2020). Sher y voit là le même *modus operandi* d'Abbas « numéro 2 » (lors des pourparlers de 1995 avec Yossi Beilin), qu'Abbas « numéro 1 », en 2007-2008 avec le premier ministre israélien Ehud Olmert ou encore une fois en 2014. Pour Sher, ce *modus operandi* se caractérise par une démonstration d'intérêt qui n'aboutit pas. Il explique notamment qu'en 2007-2008, après 34 réunions avec Ehud Olmert dans lesquelles les hommes avaient pu discuter de la vision de la paix, lorsque le premier ministre israélien lui avait finalement présenté une offre avec un accord sur le statut permanent, il lui aurait répondu: « I will get back to you », ce qu'il ne fit jamais. De façon similaire, en 2014, Abbas aurait simplement quitté les pourparlers selon Sher (Entrevue, 3 mars 2020).

Toutefois, Yohanan Tzoreff, ancien conseiller pour les Affaires arabes dans l'administration civile israélienne de la bande de Gaza et chef du département palestinien au ministère du Renseignement, est d'avis, concernant les négociations de 2013-2014, qu'il « était impossible dès le début d'en arriver à quoi que ce soit ». Pour lui, il y avait d'abord trop de méfiance entre Netanyahu et Abbas. Puis, ultimement, les deux parties ne souhaitaient pas être là, mais le secrétaire Kerry avait forcé la main (Entrevue 19 décembre 2019). C'est également ce que sous-entend Ben Caspit, journaliste auteur d'une biographie sur Benyamin Netanyahu, lorsqu'il affirme, selon lui, que Netanyahu, ultimement serait « prêt à faire des concessions douloureuses pour la paix, si seulement un partenaire existait. Le problème est qu'il ne croira jamais qu'il y en a

un » (Caspit, 2017 : 436). Ainsi, en 2014, la réaction des négociateurs israéliens face au médiateur américain aurait été de dire: « Écrivez ce que vous voulez, cela n'a pas vraiment d'importance, Mahmoud Abbas ne dira jamais oui. Il ne sera jamais d'accord », selon ce que rapporte Caspit (Caspit, 2017 : 473).

Saeb Erekat se souvient toutefois que les Palestiniens étaient à l'époque arrivés prêts à négocier: « We came to the table willing to put maps, to discuss swaps, to discuss all issues ». De son côté, selon Erekat, Netanyahou n'a fait que « saboter les efforts de Kerry, ainsi que d'Obama ». Ultimement, pour le secrétaire général de l'OLP, il n'y a pas de doute: « Netanyahu has done everything in the book to sabotage [his] work with Tzipi Livni » (Entrevue avec Saeb Erekat, 10 avril 2020).



“When you think of yourself like a legend, then  
you act like a legend.”<sup>33</sup>

## **Chapitre 4 : POSITIONS DES LEADERS ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS SUR LE CONFLIT**

Avant de déterminer si le premier ministre Netanyahu et le président Abbas ont travaillé dans le sens d'un règlement au conflit ou s'ils avaient entraver une possibilité d'ouverture au cours de la période observée, il vaut d'observer leurs positions à la lumière de celles de leurs prédécesseurs. Nous avons ainsi questionné les participants à cet effet.

D'abord de nombreux participants ont tenu à souligner qu'il était difficile de comparer des politiciens puisque les époques ainsi que les conditions politiques étaient différentes. À cet effet, l'éditeur-en-chef du média israélien de gauche *+972 Magazine* Edo Konrad rappelait notamment que même l'homme sur lequel nous nous posions, Benyamin Netanyahu, lors de son premier mandat (1996-1999), avait fait certaines concessions aux Palestiniens concernant la ville d'Hébron et aux accords de *Wye Plantation*, conférant progressivement l'autorité politique en Cisjordanie à l'Autorité palestinienne. Or, pour Konrad, les conditions politiques divergeaient: « aujourd'hui, nous ne parlons même pas la même langue » (Entrevue 10 décembre 2019).

### **4.1 Positions de Benyamin Netanyahu**

Une caractéristique ressort du leader Netanyahu: son affront. Netanyahu est sans détour, il ne prend pas la peine de cacher ses intentions. Les conditions politiques en Israël ayant changé,

---

<sup>33</sup> Citation tirée de l'entrevue menée avec le diplômé en études israéliennes de l'université Birzeit, le 27 février 2020.

Netanyahou a pu depuis son premier mandat, suivant la seconde intidafa, « retirer son masque » selon les propos d'Edo Konrad: « No longer does he have to play this game that he had to play in the 90s. He doesn't have to give the Bar-Ilan speech. He doesn't have to formally commit to the establishment of a Palestinian State. It is a lot easier to maintain the status quo » (Entrevue avec Edo Konrad, 10 décembre 2019).

Le discours de Bar-Ilan, ce discours de Benyamin Netanyahou, qui demeure cité et re-cité afin d'évoquer la main tendue israélienne, même sous les primats les plus à droite. Devant l'université Bar-Ilan le 14 juin 2009, Benyamin Netanyahou avait ainsi évoqué sa volonté d'accepter un « État palestinien aux côtés d'Israël »:

I appeal to you, our Palestinian neighbors, and to the leadership of the Palestinian Authority. Let us begin peace negotiations immediately **without prior conditions**. Israel is committed to international agreements, and expects all sides to fulfill their obligations. I say to the Palestinians: **We want to live with you in peace**, quiet, and good neighborly relations. We want our children and your children to “know war no more.”<sup>34</sup>

À l'époque, dans son discours, si Netanyahou reconnaît le « besoin de reconnaître les droits [des Palestiniens] », il demeure néanmoins inflexible sur les conditions de cette reconnaissance: reconnaissance d'Israël en tant qu'État juif, une solution au problème des réfugiés palestiniens hors d'Israël, la démilitarisation du futur État palestinien, des frontières défendables pour Israël et Jérusalem demeurant la capitale indivisible de l'État d'Israël. Ainsi, selon le journaliste Anshel Pfeffer, il ne fait aucun doute que Netanyahou n'avait aucune intention de tenir sa parole: « [Netanyahu] made so many conditions so that he didn't expect the Palestinians to have a state » (Entrevue 10 février 2020). Netanyahou expliquait d'ailleurs dans l'un de ses ouvrages que, selon lui, « l'expansion continue d'un territoire palestinien autonome et armé ne [faisait] qu'encourager l'escalade du conflit et la propagation de l'intégrisme musulman au Proche-Orient et ailleurs » (Netanyahou, 1996 : 144).

---

34 Extrait du discours de Benyamin Netanyahu à l'université Bar-Ilan, le 14 juin 2009.

Cette vision Netanyahu de l'époque a-t-elle suivi le premier ministre? En entrevue en avril 2020, Saeb Erekat se souvient avoir rencontré l'envoyé spécial de Netanyahu et chef israélien des négociations, Yitzhak Molcho, en décembre 2012. À l'époque, l'homme lui avait présenté la conception de Netanyahu de la paix. Lorsqu'à la fin janvier 2020 Erekat prend connaissance des détails du plan de paix américain proposé par Donald Trump, il reconnaît « *verbatim* » le document présenté par Molcho: « They did not even bother to scam some of the vocabulary, or some of the words. [...] It's just copy and paste ». (Entrevue, 10 avril 2020). Pour Erekat, le but ultime de Netanyahu est d'empêcher la création d'un État palestinien indépendant, de continuer les colonies, l'annexion et le diktat (Entrevue, 10 avril 2020).

Cette situation demeure directement liée aux solutions au conflit. En effet, alors que Netanyahu se dit tantôt ouvert à la création d'un État palestinien, tantôt opposé, sa position la plus courante demeure une opposition à la création d'un État palestinien sans contrôle sécuritaire israélien. En 2015, pendant sa campagne électorale, Netanyahu avait d'ailleurs fait la promesse qu'aucun État palestinien ne verrait le jour s'il était réélu. Sa vision concernant l'établissement d'un État palestinien est donc celle du statu quo une fois de plus caractérisé par une occupation pour motifs sécuritaires. La position de Netanyahu, conserver une présence en Cisjordanie comme un enjeu stratégique hors du commun, est d'ailleurs clairement explicitée dans son ouvrage *A Durable Peace: Israel and its Place Among the Nations*:

Given the specifics of the West Bank, the slogan “land for peace” is singularly inappropriate: To achieve a sustainable peace, Israel must maintain a credible deterrent long enough to effect a lasting change in Arab attitudes. It is precisely Israel’s control of this strategic territory that has deterred all-out war and has made eventual peace more likely (Netanyahu, 2000 : 319).

Au cours de ses périodes au pouvoir, les opportunités de Netanyahu de prouver les raisons derrière ses positions n'ont pas manqué et il n'a, de son côté, pas manqué d'établir les liens qu'il désirait mettre de l'avant. À titre d'exemple, c'est non sans surprise qu'en arrivant sur les lieux d'une attaque terroriste perpétuée par des Arabes israéliens en 2016 que Netanyahu déclare: « We don't allow two states here » (Pfeffer, 2018 : 362).

Sur sa politique envers les Palestiniens, Netanyahu tiendrait ainsi à trois principaux concepts: réciprocité, sécurité, ainsi que prospérité. Anshel Pfeffer explique comment ces éléments ont ainsi permis à Netanyahu de contourner la possibilité de création d'un État palestinien:

His demands for reciprocity and security arrangements would stymie the development of any meaningful agreement moving forward, and the promise of economic prosperity for the Palestinians became a substitute for actual statehood (Pfeffer, 2018 : 243-244).

Sur l'enjeu des implantations israéliennes de Cisjordanie, Netanyahu soutient les colons juifs sans toutefois s'inscrire dans la ligne dure idéologique. Si l'on lui reproche de cautionner *de facto* la construction d'implantations, il se serait également opposé à la construction de certaines d'entre elles. Or, il faut rappeler que Netanyahu, pendant sa période au pouvoir a dû, afin de former une coalition, s'allier à divers partis de la droite israélienne qui, eux, supportaient tant la construction d'implantations que l'annexion à divers degrés de certaines zones de Cisjordanie.

Pour Netanyahu, il s'agit de « protéger la villa ». Ce sont les termes que le premier ministre avait utilisés en 2016 lors de la visite d'un mur de sécurité au sud d'Israël séparant le pays de la Jordanie: « I'll be told, 'this is what you want, to protect the villa?' The answer is yes. Will we surround all of the State of Israel with fences and barriers? The answer is yes. In the environment we live in, we need to protect ourselves from wild beasts »<sup>35</sup>. Les propos de Netanyahu ne sont pas sans rappeler ceux de l'un des principaux penseurs de la droite sioniste, Ze'ev Jabotinsky, dans *The Iron Wall*<sup>36</sup>. Dans l'essai publié en 1923, Jabotinsky argumente que l'établissement d'un État juif au Proche-Orient passerait d'abord par l'établissement d'un État juif « fort » puisqu'il n'existe pas de précédents à une population qui fut « colonisée » de son propre gré. Dans cette complexe réalité,

We cannot offer any adequate compensation to the Palestinian Arabs in return for Palestine. And therefore, there is no likelihood of any voluntary agreement being reached. So that all those who regard such an agreement as a condition sine qua non for Zionism may as well say "non" and withdraw from Zionism. Zionist colonisation

35 Soussi, Alasdair. 2018. « Israel's walled-in approach to nationhood », *Al Jazeera*, 1 mai 2018, En ligne: <https://www.aljazeera.com/news/2018/04/israel-walled-approach-nationhood-180430140238422.html>

36 Jabotinsky, Ze'ev. 1923. « The Iron Wall », *Razsviet*. 4 novembre 1923.

must either stop, or else proceed regardless of the native population. Which means that it can proceed and develop only under the protection of a power that is independent of the native population – behind an **iron wall**, which the native population cannot breach.<sup>37</sup>

En ce qui a trait à une future entente avec les Arabes, Jabotinsky était d'avis, avant même la création de l'État d'Israël, que

the only way to obtain such an agreement, is the iron wall, which is to say a strong power in Palestine that is not amenable to any Arab pressure. In other words, the only way to reach an agreement in the future is to abandon all idea of seeking an agreement at present.<sup>38</sup>

97 ans plus tard, les propos tenus par Jabotinsky sont toujours au coeur de la doctrine israélienne, visant à « convaincre les Arabes qu'ils ne détruiront pas Israël et les pousser à vivre avec »<sup>39</sup>. Le Palestinien Saeb Erekat ne s'y objecte d'ailleurs pas: « the only solution we offer is to live and let live. It's to have two states and to have fences between us that would create good neighbours » (Entrevue, 10 avril 2020).

#### **4.2 Positions des leaders israéliens de l'histoire du conflit**

Si l'histoire du conflit israélo-palestinien ne peut être dissociée de celle de l'État moderne d'Israël, pour le docteur en science politique et chercheur en relations euro-arabes Sébastien Boussois, « le meilleur moyen de maintenir l'état d'urgence permanent est de veiller à ce que la menace pèse toujours, quitte à désigner directement de nouveaux ennemis » (Boussois, 2011: 46). Ainsi, le premier ministre israélien Moshe Sharett rapportait, dans son journal personnel de 1955, des propos qu'aurait tenu son chef d'état-major de l'époque, Moshe Dayan, alors que ce dernier expliquait comment la menace pouvait également servir Israël:

[Israel] must see the sword<sup>40</sup> as the main, if not the only, instrument with which to

---

37 Jabotinsky, Ze'ev. 1923. « The Iron Wall », *Razsviet*. 4 novembre 1923.

38 *Idem*.

39 Intervention d'Udi Dekel « The Israeli national security concept », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

40 Terme rappelant ceux utilisés par le diplômé de l'université Birzeit (« sword » vs « neck ») afin de décrire la relation israélo-palestinienne.

keep its morale high and to retain its moral tension. Toward this end it may, no - it must - invent dangers, and to do this it must adopt the method of provocation-and-revenge... And above all - let us hope for a new war with the Arab countries, so that we may finally get rid of our troubles and acquire our space.<sup>41</sup>

Ainsi, en entrevue depuis un café de la ville de Jérusalem, Anshel Pfeffer nous a offert une lecture historique de la position des divers gouvernements israéliens sur l'enjeu des Palestiniens. Selon le journaliste, jusque dans les années 1980, « Israël ne pensait même pas aux Palestiniens » comme un enjeu duquel il devait se préoccuper. Les gouvernements pensaient à la Syrie, à l'Égypte, à la Jordanie, au Liban, etc., mais les Palestiniens vivant « à l'intérieur » n'étaient pas vraiment considérés comme un sérieux problème. Il explique: « I remember, when the first Intifada came along, they realized – the Israelis – that the Palestinians are an issue amongst us, amongst the Land that we are living in ». La question palestinienne passe ainsi à l'époque d'« enjeu instrumental de politique gouvernementale » et « stratégie diplomatique » à « question nationale d'importance suprême » (Kelman, 1982 : 65). Puis, en 1993, les premier ministre et président israéliens Yitzhak Rabin et Shimon Peres parviennent à la conclusion qu'Israël est « assez puissant, assez prospère et n'est plus considéré comme sérieusement menacé par les voisins autour » et arrivent au compromis historique d'Oslo, reconnaissant dans une certaine mesure les aspirations des Palestiniens. Mais lorsqu'il observe l'avant 1993, Pfeffer ne peut nommer de leaders israéliens s'étant montré prêts à un compromis avec les Palestiniens, simplement puisque les Palestiniens n'étaient pas perçus à l'époque comme une « menace suffisante » (Entrevue avec Anshel Pfeffer, 10 février 2020).

En observant les leaders israéliens néanmoins, certains figures ressortent. Kobi Michael n'hésitent pas à mettre les premiers ministres Yitzhak Rabin, Ariel Sharon et Benyamin Netanyahu « dans le même bateau », partageant une « vision politique similaire ». Pour lui, les trois hommes partagent l'idée qu'un État palestinien ne pourrait être pleinement indépendant, mais devrait plutôt tendre vers une « autonomie ». Selon Michael, les trois leaders croient également que les Palestiniens ne sont pas prêts à accepter le droit de l'État d'Israël à l'autodétermination et

---

41 Propos rapportés dans le journal personnel du premier ministre israélien Moshe Sharett, en mai 1955.

partagent une méfiance commune envers les Palestiniens. Les leaders différeraient néanmoins dans leurs personnalités et la stratégie adoptée. Rabin et Sharon auraient adopté une façon plus « proactive » de gérer le conflit: Rabin, ayant signé les accords d'Oslo; Sharon, ayant mis de l'avant le désengagement unilatéral de la bande de Gaza et certaines parties de la Cisjordanie. Netanyahu, pour sa part et toujours selon l'analyse de Michael, « est très passif »: « He is not acting, he is reacting ». Michael établit son constat à partir des années ayant précédé la présidence américaine de Donald Trump: « If he were proactive, then it was with president Trump with regard to the Deal of the century ». Avant cela, Netanyahu avait « réagi » aux pressions d'Obama en 2009 avec le fameux discours de Bar-Ilan, dans lequel il faisait état de la création d'un État palestinien, ainsi que, la même année, avec un gel de construction de colonies israéliennes en Cisjordanie de 10 mois ou encore, en 2013-2014, lors de l'initiative du secrétaire d'État américain John Kerry. Ultimement, Netanyahu agirait de la sorte dans le but de « gagner du temps et garder ses atouts pour demeurer en place » (Entrevue avec Kobi Michael le 10 mai 2020).

Premiers ministres	Autonomie palestinienne, non État pleinement indépendant	« Palestiniens ne sont pas prêts à accepter le droit de l'État d'Israël à l'autodétermination »	Méfiance envers les Palestiniens	Attitude proactive de gestion du conflit
Yitzhak Rabin (1992–95)	✓	✓	✓	✓
Ariel Sharon (2001-06)	✓	✓	✓	✓
Benyamin Netanyahu (1996-99, 2009- )	✓	✓	✓	

**Tableau 1:** Comparaison des positions sur le conflit israélo-palestinien entre les premiers ministres israéliens Yitzhak Rabin, Ariel Sharon et Benyamin Netanyahu selon l'analyse de Dr. Kobi Michael.

On ne saurait également ne s'arrêter qu'à une explication des positions selon l'orientation politique entre le droite et la gauche politique israélienne afin d'établir un constat clair. À titre d'exemple, lorsque l'on observe la droite, Menahem Begin, fondateur du Likoud, parti duquel Benyamin Netanyahu est actuellement à la tête, a obtenu une certaine paix avec les Palestiniens,

signé le traité de paix israélo-égyptien des accords de Camp David (1979), tandis que Yitzhak Shamir prit part aux négociations de Madrid (1991) et Ariel Sharon, dépeint comme un fervent supporteur des implantations, a initié le désengagement de la bande de Gaza et de certaines implantations de Cisjordanie (2004-2005). Pour ce qui est de l'ancienne gauche israélienne, Yitzhak Rabin a signé un accord de paix avec la Jordanie (1994), ainsi que les accords d'Oslo (1993-1995), Ehud Barak s'est désengagé d'une partie du Liban du Sud (2000), a participé au sommet de Camp David II (2000), pendant qu'Ehud Olmert, qui aurait fait une offre que plusieurs observateurs présentent comme la meilleure offre jamais faite aux Palestiniens, était également celui derrière l'offensive de 2006 au Liban. Si nous ne saurions établir de frontières claires entre les deux directions politiques, en observant, l'ancien chef du COGAT, Grisha Yakubovich, est d'avis que la droite israélienne a néanmoins plus de latitude: « the right wing, or Likud, the most rightist Israeli parties are the ones that can do things that maybe the center or left parties of Israel have never allowed themselves to do » (Entrevue avec Grisha Yakubovich, 24 mars 2020).

Le dirigeant du parti politique arabe israélien *Balad*, Jamal Zahalka, est également d'avis que la gauche israélienne n'a pas été plus conciliante, bien au contraire. Pour l'homme politique, entre le Likoud et le Parti travailliste, ce sont les Travaillistes qui ont fait le plus de mal aux Palestiniens, « construisant [leurs] kibboutz, [leur] socialisme, sur [les] ruines [palestiniennes] » (Amar, 2018 : 32). Zahalka explique ainsi sa lecture:

Il suffit de regarder l'Histoire. Ce sont les travaillistes qui ont provoqué la catastrophe dont nous souffrons. Ce sont eux qui étaient au pouvoir en 1948. Ensuite, ils nous ont imposé un régime militaire et saisi massivement nos terres. À chaque fois que la population arabe d'Israël a été tuée par la police, les travaillistes étaient au pouvoir: en 1956 à Kafr Kassem (Ben Gourion), en 1976 (Rabin), pour la Journée de la Terre, en 2000 au début de l'Intifada (Barak). La droite en fin de compte n'a fait que conserver les choses en l'état! (Amar, 2018 : 33)

Dans *Paix et sécurité : pour en finir avec le terrorisme*, l'homme qui allait à l'époque devenir premier ministre, Netanyahou, décrit le désastre de ses prédécesseurs, les « erreurs » d'Oslo et soulève l'équation souvent soulevée par les Israéliens selon laquelle « *land = violence* »:



Quiconque a besoin d'une étude de cas sur la manière de ne pas combattre le terrorisme n'a qu'à s'inspirer de l'exemple de Gaza. Si Israël avait montré jusqu'alors au monde comment mener ce combat, il lui montre désormais comment propager ce fléau. Le gouvernement israélien a commis depuis 1993 la plupart des erreurs qu'un État est susceptible de commettre dans ce domaine. La plus grave a été de céder aux exigences politiques des terroristes. En voulant se délivrer du terrorisme de l'OLP à qui il a donné un territoire, l'État hébreu a directement encouragé et attisé une nouvelle flambée de terrorisme islamique sous la coupe de l'OLP, qui cherche encore à étendre sa zone d'influence. Il est prévu de négocier l'échange de nouveaux territoires stratégiques contre l'arrêt temporaire de la terreur. Voilà qui garantit la reprise de la violence après la création de l'État palestinien et la fin des concessions israéliennes. À Oslo, Israël a donné la preuve à l'OLP et à ses émules que le terrorisme rapporte vraiment (Netanyahou, 1996 : 133-134).

Dans sa lecture comparative des premiers ministres israéliens, le journaliste Gideon Levy croit que Netanyahou, tout comme ses prédécesseurs, n'avait que comme objectif de gagner du temps, détendre l'atmosphère, rendre l'occupation plus facile, plus humaine, obtenir une sorte de règlement, sans un véritable règlement ni l'octroi de droits égaux à ceux des Juifs (Entrevue, 15 décembre 2019). Même Shimon Peres, prix Nobel de la Paix, est perçu par certains comme cet homme qui, en disant au monde ce qu'il avait envie d'entendre, avait tenté d'acheter du temps pour « l'action néfaste de son gouvernement » qui continuait « en toute impunité à grignoter des terres » (Deswaef, 2012 : 97-98). Ainsi, sur l'annexion de territoires, si les leaders ont voulu créer une situation irréversible visant à éliminer la possibilité d'une solution à deux États, Netanyahou diffère toutefois sur les proportions. Selon Gideon Levy, alors que certains des prédécesseurs mentionnaient leur intérêt pour la vallée du Jourdain, Jérusalem, etc., « Netanyahu wants the whole package » (Entrevue, 15 décembre 2019). À quelques jours des élections d'avril 2019, en septembre 2019, puis une fois de plus au début de l'année 2020, Benyamin Netanyahou se fait sans détour en annonçant son intention d'étendre la souveraineté israélienne à la vallée du Jourdain ainsi qu'à certaines implantations de « Judée-et-Samarie ». Pour le journaliste au quotidien *Haaretz* Anshel Pfeffer, cette promesse n'est nulle autre qu'une tactique politique, une « diversion futile visant à prendre le contrôle de l'ordre du jour et remporter les votes des autres partis de droite »<sup>42</sup>. Dans son ouvrage, Pfeffer distinguait Netanyahou de la plupart de ses

---

42 Tweet d'Anshel Pfeffer, le 10 septembre 2019. En ligne:  
<https://twitter.com/AnshelPfeffer/status/1171399887268864001>

prédécesseurs:

While nearly all the other Israeli prime ministers over the past three decades – Rabin, Peres, Barak, Sharon, and Olmert – had looked for ways to achieve a breakthrough with the Palestinians, Netanyahu, like Shamir, is intent on preserving the status quo (Pfeffer, 2018 : 366).

Néanmoins, Pfeffer limite les ressemblances avec Shamir à ce désir de statu quo, puisque, tel qu'il le fait remarquer, les contextes historiques divergent. Si Netanyahu travaille à partir du cadre obtenu des accords d'Oslo, Shamir dut, quant à lui, travailler dans le contexte de la première intifada (Pfeffer, 2018 : 366).

Selon Jean-Pierre Filiu, historien arabisant et auteur de nombreux ouvrages sur le Moyen-Orient, Netanyahu, « héritier d'une longue tradition révisionniste, qui incarne la revanche de cette famille longtemps minoritaire dans le sionisme sur le travaillisme des pères fondateurs de 1948 », aurait réussi comme principal accomplissement de faire de la « gauche » un « qualificatif infamant » aujourd'hui en Israël.<sup>43</sup> L'universitaire palestinien Ibrahim Rabaia met aussi l'emphase sur les primats Netanyahu en les présentant comme « the main turning point in the Israeli-Palestinian negotiations ». N'offrant ni « État palestinien libre et indépendant », ni lien entre la Cisjordanie et Gaza, ni souveraineté, ni négociation. Netanyahu a démontré une position claire qui, selon Rabaia « reflète la stratégie israélienne face aux Palestiniens » (Entrevue 16 mars 2020).

### **4.3 Positions des leaders palestiniens de l'histoire du conflit**

Du côté des Palestiniens, notre analyse tient en compte deux figures: Yasser Arafat et Mahmoud Abbas. Si l'on observe les principales décisions des hommes au cours de cette période, on note certes des signes d'une main tendue, mais également son lot de décisions compliquant l'obtention d'un règlement.

---

43 Entrevue d'Elias Levy avec Jean-Pierre Filiu, suite à la publication de l'ouvrage « Main basse sur Israël: Netanyahu et la fin du rêve sioniste », *The Canadian Jewish news*, 6 mars 2019.

En ce qui a trait à Mahmoud Abbas, bien que les leaders palestiniens partagent cette « obsession » pour Israël (Entrevue avec Mohammed Dajani Daoudi, 9 décembre 2019), nombreux observateurs lui reconnaissent une volonté de négocier: « Abbas was ready to go, he was the most flexible Palestinian leader ever. It's almost embarrassing how flexible he was » (Entrevue avec Gideon Levy, 15 décembre 2019).

Pour l'universitaire Ibrahim Rabaia depuis 1954, la légitimité palestinienne provenait de la résistance (Entrevue 16 mars 2020). Sur ce point, Mahmoud Abbas diffère-t-il donc de son prédécesseur? Devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 23 septembre 2011, Mahmoud Abbas tient un discours après avoir soumis une demande de reconnaissance d'un État palestinien au secrétaire général onusien de l'époque, Ban Ki-moon. Dans ce discours, Abbas fait référence au fameux discours que son prédécesseur, Yasser Arafat, avait offert, aussi devant les Nations unies, 37 ans plus tôt:

Today I come bearing an olive branch in one hand, and the freedom fighter's gun in the other. Do not let the olive branch fall from my hand. I repeat, do not let the olive branch fall from my hand.<sup>44</sup>

Dans son discours de septembre 2011 cependant, Abbas fait un choix méticuleux en reprenant les propos de son prédécesseur, tout en omettant volontairement la référence à la violence faite par Arafat:

In 1974, our deceased leader Yasser Arafat came to this hall and assured the Members of the General Assembly of our affirmative pursuit for peace, urging the United Nations to realize the inalienable national rights of the Palestinian people, stating: “Do not let the olive branch fall from my hand”.<sup>45</sup>

Ne faisant aucune mention à l'« arme du combattant de la liberté » évoquée par Arafat, Abbas laisse tomber les armes. Le recours à la violence s'est en effet avéré un élément que la plupart de nos interviewés ont su soulever comme principal facteur différenciant Yasser Arafat de Mahmoud

---

44 Extrait du discours de Yasser Arafat à l'Assemblée générale annuelle des Nations unies, le 13 novembre 1974.

45 Extrait du discours de Mahmoud Abbas devant les Nations unies le 23 septembre 2011.

Abbas. Pour le journaliste indépendant palestinien Alaa Daraghme, « Arafat was a fighter. More than a politician » (Entrevue, 11 février 2020). D'ailleurs, dans un ouvrage sur les prix Nobel, le journaliste américain Jay Nordlinger écrivait au sujet de la surprise de voir Yasser Arafat recevoir un prix Nobel de la Paix en 1994: « Arafat reverted to terror like an uncured drunk to the bottle ». <sup>46</sup> Néanmoins, bien que de nombreux participants israéliens renoncent à laver complètement Mahmoud Abbas de sa complicité dans la poursuite d'attaques de Palestiniens envers des Israéliens, la plupart des participants constate un changement de stratégie, vers une coupure au recourt à la violence pour la lutte nationale palestinienne. En entrevue dans un café de Ramallah, le diplômé de Birzeit se remémorait ainsi:

Yasser Arafat used to put the military first – and I ask myself – I have been trained from the age 16 until 20, without a reason to understand, because there was a peace process between 1996 to 2000 and [...] we never accepted that Israel would enter that area [Area A], and we had to fight them back as teenagers, as kids, as fighters, as force of this organization. But now that I have been released, I understand that we never had to fight, we had to accept them fighting us and asking for the National Law to take part of this fight (Entrevue, 27 février 2020).

Or, l'usage de la force, pour l'éditeur de actualité internationale au *al-Hayat al-Jadida*, quotidien officiel de l'Autorité palestinienne, et analyste en affaires israéliennes Khaldoun Barghouti, pourrait éventuellement jouer contre les Palestiniens et plutôt aller dans le sens d'une justification des politiques adoptées sous Netanyahu et éventuellement mettre fin à une possibilité de solution à deux États (Entrevue 6 avril 2020). Saeb Erekat est d'un avis similaire. Alors que Netanyahu se présente en faveur de l'annexion, il sait aussi pertinemment que cette dernière replongerait Israël et les Palestiniens en conflit, un fait qui ne nuirait ultimement pas à Netanyahu: « At that time Netanyahu will be happy just to call Palestinians 'Terrorists' » (Entrevue avec Saeb Erekat, 10 avril 2020). Dans son ouvrage *A Place Among the Nations*, Netanyahu, qui perçoit toute menace à travers le prisme de l'Holocauste, n'hésitait d'ailleurs pas à comparer Yasser Arafat, le leader palestinien de l'époque, à Adolf Hitler. Or, tel que le soulève Denis Sieffert, lorsqu'il observe l'appui inconditionnel de nombreux pays envers l'État d'Israël, il semblerait que « le droit international ne pèse rien en regard d'une légitimité qui puise son origine

---

46 Nordlinger, Jay. 2012. *Peace, They Say: A History of the Nobel Peace Prize, the Most Famous and Controversial Prize in the World*, Encounter Books, p.309.

dans le génocide » (Sieffert, 2008 : 144).

Néanmoins, si l'usage de la violence n'est plus le moyen promu par Mahmoud Abbas et que ce dernier croit davantage en la construction d'institutions, notamment en raison de son éducation, sa position ne fait pas consensus au sein des populations palestiniennes (Entrevue avec Dalal Iriqat, 18 mars 2020). Grisha Yakubovich note à cet effet que bien qu'Abbas ait réellement cru qu'il était possible d'arriver à une solution non-violente, là aussi résidait sa faiblesse: « If you achieve nothing by implementing such a way that does not include violence, then it will necessarily bring back to violence » (Entrevue 24 mars 2020). Yakubovich met ainsi en perspective la stratégie d'Abbas à celle du Hamas dans la bande de Gaza:

Mahmoud Abbas has built a narrative. And what are his achievements? Nada, zero. Now, if you look at Hamas, I have to be honest, they are building a narrative. 2008, 2012, 2014. After each one of them, they achieved something. [...] Actually, by using balloons, kites, and demonstrations every Friday, they succeeded to reduce the price they should pay for something in the future (Entrevue 24 mars 2020).

L'expert arabe israélien des affaires arabes et du Moyen-Orient au média *Al-Quds al-Arabi* Wadea Awawdy résume ainsi par la suivante: « Abbas is out, Hamas is in » (Entrevue 25 mars 2020). Les Palestiniens auraient ainsi remarqué que ceux qui font usage de la violence contre Israël sont devenus plus « parlables » que les Palestiniens qui coopèrent avec Israël dans plusieurs domaines, notamment celui de la sécurité (Entrevue avec Wadea Awawdy, 25 mars 2020). Renoncer à la violence aura-t-il ultimement servi la cause palestinienne? Pour Anshel Pfeffer, renoncer à la violence ne veut pas dire être plus conciliant: « [Abbas] is different in the fact that he doesn't see violence as a useful tool, but at the same time, I am not sure he is more compromising than Arafat ». Pfeffer rappelle effectivement, qu'ironiquement, si Abbas ne plaide pas pour l'usage de la violence, il n'a pourtant signé aucun accord, contrairement à son prédécesseur (Entrevue, 10 février 2020).

Qu'est-ce qui distingue donc Mahmoud Abbas de Yasser Arafat? Si on peut certes avancer qu'Arafat, à un certain point dans sa carrière, s'est présenté comme étant devenu plus

pragmatique, d'ordre général, Mahmoud Abbas est perçu comme étant beaucoup plus pragmatique que lui, ainsi que des autres leaders palestiniens. À cet effet, Ibrahim Rabaia rappelle que bien qu'Arafat ait changé de stratégies maintes fois au cours de sa longue carrière, passant de résistance armée, à la paix, avant de retourner à la lutte armée, « Arafat did not take off his military suit until his last days » (Entrevue 16 mars 2020).

*“For our reservoirs of  
pride have run dry...”*

Nizar Qabbani (Al-Aharam,  
1995)

## Chapitre 5 : LA SOLUTION À DEUX ÉTATS

Le 29 novembre 1947 à New York, l'Organisation des Nations unies vote la *résolution 181*, sur le partage de la Palestine, alors sous mandat britannique. À l'époque, trente-trois pays votent « pour », treize « contre » et dix s'abstiennent concernant un plan de partage voulant la création d'un État juif, ainsi que d'un État arabe. Si le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël, cet État arabe aussi prévu ne verra quant à lui pas le jour.

Plus de 70 ans plus tard, bien que la solution à deux États soit longtemps demeurée la plus préconisée, sa faisabilité s'effrite chaque jour plus. En effet, le maintien de l'impasse politique crée une situation de statu quo qui, comme nous le mentionnions précédemment, n'en est rien sur le terrain. Puisqu'il se définit par une série de mesures et politiques proactives, il mène à petit feu à l'amointrissement de la possibilité de mise en application de la solution à deux États. Ainsi, en observant, le statu quo israélo-palestinien mènerait sur le long terme à deux principales possibilités: celle d'un seul **État « pacifique »**, mais présentant de profondes inégalités, ou celle de la **permanence du conflit**. Pour cette raison, un groupe de chercheurs de l'*Institute for National Security Studies* publiait en 2019 une étude dans laquelle ils en étaient venus à un consensus sur l'urgence d'Israël à « changer de direction et prendre des mesures immédiates en vue de la séparation, dans le but de créer de manière progressive et responsable une réalité à deux

entités nationales distinctes: Israël et la Palestine ».<sup>47</sup>

Alors que l'État d'Israël attire énormément l'attention de la communauté internationale et de la société civile pour la poursuite du conflit armé, selon certains observateurs, « dans le cas d'Israël, les actes de guerre pourraient justifier l'existence même de l'État » (Sprecher et DeRouen, 2002 : 250). Pour d'autres, si l'objectif de l'État ne réside pas dans une violence gratuite, il résiderait plutôt dans l'« occupation du territoire » (Sprecher et DeRouen, 2002 : 250) – un postulat aussi discutable. Néanmoins, quel avenir est à prévoir de cette occupation, ainsi que de cette annexion graduelle qui semble inévitable?

## 5.1 La Solution

Plus d'un quart de siècle après la signature des accords d'Oslo, on peut noter une érosion de l'idée de solution à deux États, visant la création de deux États distincts dans la région, l'un arabe et l'autre juif. Pour Kobi Michael, cela s'explique par de nombreux facteurs.<sup>48</sup> Côté palestinien, les Palestiniens « ont cessé de croire en leur propre administration ». Côté israélien, le conflit israélo-palestinien n'est plus un enjeu de société. Zaki Shalom croit que cela est attribuable à une baisse de la violence en Israël, probablement en raison de la construction de la « barrière de sécurité » (ou du « mur ») à la frontière avec la Cisjordanie, mais également en raison du rapport de force disproportionné entre l'État d'Israël et les Palestiniens.<sup>49</sup> Un rapport de force qui porte en état de supériorité l'État d'Israël par rapport aux Palestiniens et qui lui octroie une plus grande latitude. Ross et Stillinger notent d'ailleurs dans leur article que, dans le cas des conflits prolongés, les résultats de la sortie du statu quo ne se basent plus sur une possibilité de négociations sur des bases égalitaires, mais sont plutôt proportionnels au « poids » et à la « légitimité » respectives des demandes des parties (Ross et Stillinger, 1991 : 392).

---

47 Dekel, Udi. 2019. « A moment before we slide into a one-state reality », *The Times of Israel*, 27 janvier 2019.  
URL: <https://blogs.timesofisrael.com/a-moment-before-we-slide-into-a-one-state-reality/>

48 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

49 Intervention de Zaki Shalom « US-Israel relations and their importance to Israel's national security », le 30 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.



Pour Kobi Michael ainsi, si « la solution à deux États est le cadre le plus raisonnable, il est aussi le moins probable ».<sup>50</sup> La statu quo, puisqu'il se caractérise par « la poursuite de la colonisation » et « l'occupation sur le terrain et surtout dans les têtes », selon les mots de Denis Charbit, ne va du tout dans le sens d'une solution à deux États tant faisable que viable. Si la solution à deux États fut pendant des décennies mise de l'avant, la poursuite de politiques actuelles, ainsi que les réalités sur le terrain, permettraient difficilement le déploiement d'une telle mesure. D'ailleurs, pour le journaliste Gideon Levy, ce sera éventuellement le plus important « héritage » du premier ministre Netanyahu: « he killed finally and forever the two-state solution » (Entrevue, 15 décembre 2019).

Observant l'évolution du soutien pour une solution à deux États le long de la période étudiée, nous constatons que si le nombre d'Israéliens et de Palestiniens toujours en faveur de cette option (50% des Palestiniens et 58% des Israéliens en 2009, pour 48% des Palestiniens et 34% des Israéliens en 2019)<sup>51</sup> demeure élevé, un énorme « fossé » perdure en ce qui a trait aux détails. Ainsi, parler d'une solution à deux États équivaudrait-il à parler d'une solution à deux États ou deux États-nations? Puisque les termes utilisés importent. C'est le constat de Yehuda Ben Meir, spécialiste des questions d'opinion publique. Ben Meir note à titre indicatif qu'on ne peut utiliser les termes « diviser Jérusalem » en Israël - cela équivaut à un blasphème.<sup>52</sup> « Sion », un mont de Jérusalem est d'ailleurs au coeur du sionisme, du « retour à Sion ». Toutefois, lorsqu'on questionne le public israélien en utilisant les termes « offrir les quartiers arabes [de Jérusalem] afin de freiner le carnage », le public se montre d'autant plus en faveur. La solution à deux États comporterait-elle uniquement la création d'un nouvel État ou entraînerait-elle avec elle un impensable échange de populations? Et puis, à qui servirait ultimement la création d'un État palestinien?

---

50 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

51 Sondages du *Palestinian Center for Policy and Survey Research* (PSR), mars 2009 et du média israélien *Haaretz*, mars 2019

52 Intervention de Yehuda Ben Meir « Public opinion and national security in Israel », le 14 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

## 5.2 La Solution à deux États: Pour qui?

Alors que cette solution a longtemps été perçue comme l'objectif ultime des négociations, elle ne fait pas l'unanimité. En effet, bien que les deux camps présentent des éléments en faveur du maintien du statu quo, nombreux sont ceux aussi qui le craignent. Il est pourtant souvent pris pour acquis que, puisque la solution à deux États prévoit la création officielle d'un État palestinien, elle doit être dans l'intérêt premier des Palestiniens. Le portrait est néanmoins plus complexe. Il importe ainsi d'observer si la création d'un État palestinien, prévue dans la solution à deux États, est un intérêt national palestinien, israélien ou des deux parties.

### 5.2.1 Pour Israël

Les anciens premiers ministres Ehud Barak, ainsi qu'Ehud Olmert se faisaient tous deux grands défenseurs de la solution à deux États qu'ils percevaient comme « dans l'intérêt supérieur d'Israël » (Entrevue avec Wadea Awawdy, 25 mars 2020). Pour les premiers ministres, les alternatives étaient perçues comme désastreuses tant pour les Israéliens que pour l'idéologie sioniste.

En Israël, si un pan de la population ne s'oppose pas forcément à l'annexion, ironiquement, beaucoup d'Israéliens sont également bien conscients des risques qu'elle fait courir. Ainsi, pour l'ancien directeur de COGAT Grisha Yakubovich, « doing nothing, is a threat ». Ultimement, Yakubovich se moque un peu de savoir quelles autres solutions seraient adoptées, en autant qu'il ne s'agisse pas d'un État binational (*one-State*): « I don't want to see a one-state solution. I want to see a two-state solution, or I even don't care whether it would be a three-state solution » (Entrevue 24 mars 2020). Or, selon le professeur israélien Denis Charbit, la poursuite de la situation graduelle ne peut tendre que vers le façonnement graduel d'un État binational, État binational qu'il croit « préjudiciable » aux intérêts israéliens (Charbit, 2015).

Ainsi, aujourd'hui, selon Gideon Levy, la question ne serait pas de savoir si la solution est possible ou non, mais plutôt si Israël tendra vers un « État d'apartheid » ou une « démocratie »

(Entrevue, 15 décembre 2019), un des piliers fondateurs de l'État d'Israël et ce que nombreux académiques israéliens notent comme faisant partie de l'intérêt national israélien même. Effectivement, il vaut de souligner qu'une majorité de participants israéliens à la recherche ont mentionné l'importance des caractères tant « juif » que « démocratique » de l'État d'Israël comme principaux éléments de l'**intérêt national israélien**. Nous développerons d'ailleurs sur le sujet dans un prochain chapitre. Or, l'occupation ainsi que l'annexion graduelle de territoires « palestiniens », remettrait démographiquement en cause cet intérêt national. Pourquoi? Gilead Sher explique:

We have 2,7 million Palestinians in the West Bank, 2 millions Palestinians in Gaza, and 1,6 million Israeli Arabs a minority within Israel. So, Israel, from the Jordan River to the Mediterranean Sea, without a border between it and the Palestinian Authority, is either a non-Jewish state or a non-democratic one. You cannot keep both (Entrevue, 3 mars 2020).

Dans le discours à l'université Bar-Ilan à l'été 2009, Netanyahu soulevait également l'enjeu du retour de réfugiés: « the demand to settle the Palestinian refugees inside of Israel, contradicts the continued existence of the State of Israel as the state of the Jewish People »<sup>53</sup>.

Les populations, tant israélienne que palestiniennes, sont bien conscientes des chiffres, du rapport démographique. Les dirigeants n'hésitent d'ailleurs pas à les utiliser à leur guise afin de faire comprendre pourquoi l'une ou l'autre des solutions serait préférable. Dans un ouvrage intitulé *Fear of Small Numbers : An Essay on the Geography of Anger*, le sociologue et anthropologue indien Arjun Appadurai discute d'ailleurs des usages de la démographie dans les conflits. L'ouvrage n'est pas sans rappeler les discussions sur la difficulté à maintenir les principaux caractères de l'État d'Israël, ainsi que les chiffres utilisés par de nombreux participants pour illustrer leurs propos, tout comme ceux fréquemment évoqués par Netanyahu:

Le discours de ces majorités mobilisées contient souvent l'idée qu'elles sont en danger de devenir elles-mêmes des minorités à moins qu'une autre minorité ne disparaisse, ce qui explique que ces groupes prédateurs aient souvent recours à des arguments pseudo-démographiques sur le taux de natalité galopant chez leurs

---

53 Extrait du discours de Benyamin Netanyahu à l'université Bar-Ilan le 14 juin 2009.

ennemis de la minorité cible. Les identités prédatrices surgissent donc dans ces circonstances où les majorités et les minorités peuvent plausiblement être perçues comme en danger d'échanger leurs places (Appadurai, 2007 : 81).

Ultimement, si l'intérêt national israélien se base véritablement sur ses caractères « juif » et « démocratiques », celui-ci ne peut être respecté qu'avec la création d'un État palestinien dans lequel vivraient à ses côtés, mais dans une zone bien délimitée, les populations palestiniennes. Pourtant, bien que la création d'un État palestinien fasse vraisemblablement partie de l'intérêt national israélien, les politiques adoptées par les gouvernements successifs de Netanyahou ne vont pas en ce sens. C'est d'ailleurs pourquoi l'ancien directeur de la division de la planification stratégique de l'armée israélienne Shlomo Brom croit que l'intérêt personnel de Netanyahou le pousse à prendre des décisions qui « nuiront à long terme à l'identité ou à l'État d'Israël » (Entrevue 5 février 2020).

### *5.2.2 Pour les Palestiniens*

Le journaliste Wadea Awawdy, qui fait partie du 20% de la population israélienne d'origine arabe, se fait alarmant sur les risques que pourraient provoquer la situation dans laquelle la région s'apprête à pencher: « I am very afraid for both of us » (Entrevue 25 mars 2020). Pour les Palestiniens, l'annexion graduelle mettrait fin, selon Herbert C. Kelman, à leur espoir futur de se défaire de la « domination » israélienne et d'obtenir leur État palestinien (Kelman, 1986 : 17-18). Or, la création d'un État palestinien fait-elle réellement partie de l'intérêt national palestinien? Cela n'est pas si évident.

Au sein de l'Autorité palestinienne tout comme à l'OLP, les leaders font sans contredit la défense de la solution à deux États. Pour Saeb Erekat, il n'y a d'autres solutions que la solution à deux États, puisque Palestiniens et Israéliens se posent une « menace stratégique quotidienne » mutuelle: « We are on the same streets, the same parks, the same buildings » (Entrevue, 10 avril 2020). Ainsi, si Erekat reconnaît que l'idée d'un État unique avec droits égaux pour Juifs, musulmans et chrétiens est un « concept très civilisé », il reconnaît que les Israéliens

n'accepteraient jamais cette idée. Donc, pour Erekat, « the only solution we offer is to live and let live » (Entrevue, 10 avril 2020).

Au sein des populations palestiniennes toutefois, après sept décennies de lutte, les opinions se font plus multiples. Néanmoins, deux principaux courants sont le plus souvent soulevés au sein des sociétés palestiniennes: celui promouvant la **création d'un État palestinien**, ainsi que celui de la **poursuite vers un État binational**. Les défenseurs d'un État palestinien voit dans l'autodétermination un intérêt national palestinien. Pour leur part, les plus rationnels sont toutefois divisés. Ils comprennent bien la situation dans laquelle ils se trouvent, entre l'arbre et l'écorce. D'une part, ils ont Israël, l'occupant, mais également le voisin duquel, à cette ère de globalisation, ils reconnaissent un niveau et une qualité de vie qu'ils envient. D'autre part, les supporteurs d'un État binational ont pour beaucoup pu constater que les élites palestiniennes, depuis toutes ces décennies, ont pu peu de choses pour eux et n'ont surtout pas su créer cet État. À cela, s'ajoutent une gestion critiquée de la vie courante, la remise en questions du caractère démocratique des institutions palestiniennes, ainsi qu'un niveau de corruption des autorités bien connue de la population. Dans son ouvrage, le journaliste français Stéphane Amar relatait les propos d'un Arabe israélien évoquant bien le sentiment au sein de populations palestiniennes:

Les gens ont cessé depuis longtemps de penser en terme de nationalisme. Ils privilégient leurs intérêts individuels. La corruption et l'incompétence de l'Autorité palestinienne ont rendu beaucoup moins attrayante la perspective d'une État palestinien. Je n'en connais pas beaucoup qui troqueraient leur carte d'identité israélienne contre une citoyenneté palestinienne (Amar, 2018 : 72).

Devant ce constat, un nombre grandissant de Palestiniens ne perçoit plus la création d'un État comme une priorité, ni même comme quelque chose de souhaitable. Ainsi, chez les plus âgés, on dénote une touche de désillusion, de lassitude. Chez les plus jeunes générations, c'est plutôt l'attrait d'une vie « à l'israélienne » qui attire, des observations qui nous ont maintes fois été donné de constater au cours de l'année passée en Israël et en Cisjordanie. Ainsi, aujourd'hui, au sein des populations palestiniennes, un cynisme envers la situation politique règne largement. Les Palestiniens regardent la Cisjordanie, regardent la bande de Gaza. Nulle part, les leaders n'ont

réussi quoi que ce soit pour eux. Ainsi, en entrevue en décembre 2019 Yohanan Tzoreff, qui a été conseiller pour les Affaires arabes dans l'administration civile israélienne de la bande de Gaza, tenta de se mettre à la place des Palestiniens, en évoquant ce qu'ils pouvaient bien penser: « Nobody can deliver something that can make us feel that there is any hope in the future. So, where are we going to? » (Entrevue 19 décembre 2019).

Ainsi, si les élites palestiniennes de l'Autorité palestinienne ou de l'OLP plaident toujours pour une solution à deux États, qu'elles disent dans l'intérêt national palestinien, au sein de la population, ce désir est mitigé. Dan Schueftan a, avec les années, également établi ce constat. En entrevue, il désirait me partager quelque chose qui « allait peut-être me choquer », lorsqu'il laisse tomber: « I don't think the Palestinians want a State ». Je lui partageai alors que les derniers mois sur le terrain m'avaient également permis de constater qu'une partie de la population allait effectivement en ce sens. En ne se fiant qu'aux unes, on croirait que les Palestiniens sont ce peuple de « combattants de la liberté » prêt à offrir leur vie pour la cause palestinienne, prêt à offrir leur vie pour qu'ils puissent un jour évoluer dans cet État palestinien. Or, les dernières années sont loin des intifadas. Ce n'est pourtant pas que l'idée de création d'un État ne trouve plus d'écho, mais il semble qu'un large pan des sociétés palestiniennes se soit résigné, assommé par des réalités régionale et internationale peu enclines à la fondation de ce dit État et, dans l'immédiat, une réalité de préoccupations qui sait absorber les miettes restantes de l'État. L'option de la solution d'un **État binational** a donc su faire son chemin.

Si nous avons établi un constat similaire avec Dan Schueftan, là où le directeur du *National Security Studies Center* de l'université de Haïfa et moi différions était toutefois sur les raisons derrière cette observation. Pour Schueftan, si les Palestiniens ne veulent pas d'État, c'est puisqu'un État « veut dire responsabilités » et ils ne sont pas prêts à les accepter. Le directeur croit également que ce désir de maintenir la situation telle quelle provient du fait que les Palestiniens ne sont pas financièrement incités à faire le pas: « At the moment, without the state, they get billions of dollars from the whole world ». Cette situation plonge néanmoins les Palestiniens dans une spirale, une logique palestinienne que Schueftan nommera « victimisation

professionnelle »: « I am a victim and therefore I deserve billions of dollars » (Entrevue, 30 mars 2020).

Connu pour son franc-parler, Dan Schueftan n'hésite d'ailleurs pas à établir un lien entre la perte d'intérêt envers la création d'un État palestinien et la culture palestinienne. Pour l'homme, le problème palestinien réside dans une culture qu'il dépeint comme « lâche », une culture de victime, prisonnière de son récit d'incitation à la violence: « Could they still kill Jews - namely, they keep their hobby - but could they also help their children while they are killing Jews? Yes. Why don't they do it? Because this is their culture. They don't even care for their children » (Entrevue, 30 mars 2020). Les propos de Schueftan ne sont pas sans rappeler ceux de Golda Meir, première ministre d'Israël de 1969 à 1974, qui aurait déclaré en conférence de presse à Londres en 1969: « When peace comes we will perhaps in time be able to forgive the Arabs for killing our sons, but it will be harder for us to forgive them for having forced us to kill their sons. Peace will come when the Arabs will love their children more than they hate us »<sup>54</sup>.

Schueftan croit également que, du point de vue des Palestiniens, « the longer they wait the better the situation is ». Selon l'homme, jusqu'à l'arrivée à la Maison-Blanche du président Donald Trump, les Palestiniens croyaient que « le plus longtemps il n'y avait pas d'État, pas de solution, pas de dénouement, ni de négociation, le plus ils pouvaient utiliser l'opinion publique occidentale contre Israël » (Entrevue, 30 mars 2020), une opinion partagée par de nombreux Israéliens.<sup>55</sup> Ainsi, selon la lecture de certains de nos participants, le camp palestinien pourrait consciemment faire usage de la cause palestinienne, sans réellement la vouloir.

Pour sa part, le journaliste palestinien Alaa Daraghme évoque un sentiment bien présent au sein des populations palestiniennes. Pour lui, en raison des réalités sur le terrain, des divisions de la Cisjordanie en diverses zones administratives, mais également de son niveau de corruption et d'inefficacité, l'Autorité palestinienne devrait peut-être céder sa place:

---

54 Propos tenus par la première ministre israélienne Golda Meir en conférence de presse à Londres en 1969.

55 Idée soutenue par Dan Schueftan, Kobi Michael, etc.

When we, as Palestinians, look for authority to protect us... They can't protect us from the Israelis, or even from themselves, and even from ourselves. They can't do anything. They can't enter 60% of the West Bank areas. How can they protect us? We want them to protect us. They can't protect us. They should dissolve it. Let Israel take control of all the West Bank, let's see what they will do (Entrevue, 11 février 2020).

Daraghme plaide ainsi, comme beaucoup d'autres Palestiniens pour la création d'un État binational. Un État que les Israéliens nommeraient « Israël », un État que les Palestiniens nommeraient « Palestine », à la guise de chacun:

Most of the people are thinking about a one-state solution because of the economic situation that is so bad. So most of them know that the PA can't help us finding jobs. We want one-state solution, we have our own rights. We will be under Israeli control, but in the future, the Palestinian demography will win. We will take control of all. Even Israel. And we will call it "Palestine" (Entrevue avec Alaa Daraghme, 11 février 2020).

En plein coeur de cette Cisjordanie en veille d'être annexée à la pièce, une partie de la population, notamment chez les plus jeunes, préférerait une annexion complète. Ultimement, pour ceux-ci, le territoire actuel de l'État d'Israël, ainsi que les territoires palestiniens ne formeraient qu'un seul État, mais que chaque peuple nommerait à sa guise: « They will call it 'Israel'. We will call it 'Palestine' ». <sup>56</sup>

Ainsi, tel que nous l'avons observé, la solution à deux États et donc la création d'un État palestinien peut certes faire partie de l'intérêt national palestinien tel que dépeint par le leadership, sans toutefois faire consensus au sein des populations. Pour sa part, du côté israélien, le support envers la solution à deux États suit sans contredit un intérêt national israélien plus facilement identifiable tel que nous l'exposerons dans le prochain chapitre.

---

<sup>56</sup> Propos tirés de conversations privées avec des Palestiniens de Cisjordanie entre juillet 2019 et juin 2020.



*“Herzl's secret was that he was the first Jew in modern times to rediscover the art of politics and the idea of cohering interests.”*

Benyamin Netanyahou (A Durable Peace: Israel and Its Place Among the Nations, 2000)

## **Chapitre 6 : POLITIQUE EN ISRAËL**

Suivant une logique de coalition, la politique en Israël relève le plus souvent du compromis. S'ils souhaitent prendre le pouvoir, les leaders politiques israéliens, se présentant comme potentielles figures à la tête d'un univers ultra-sécuritaire, doivent être en mesure d'amasser le soutien de la population dans un large spectre, mais également de s'allier à d'autres partis avec lesquels ils sauront concilier.

Dans ce chapitre, nous traiterons des intérêts nationaux israéliens, ainsi que de la relation que les premiers ministres ont maintenu avec ces intérêts. Par la suite, nous observerons les particularités et faiblesses internes du système politique israélien, afin d'en comprendre le fonctionnement et d'observer comment l'impasse dans le conflit s'inscrit en son sein.

### **6.1 Intérêts nationaux en Israël**

L'État d'Israël se fonde en 1948 sur l'idéologie sioniste visant à l'établissement et à la consolidation d'un foyer national juif en « Terre d'Israël » ou « Terre de Palestine ». Ce besoin, vital pour certains, s'appuie sur la prémisse de siècles d'exode et de persécution dont les Juifs sont victimes partout dans le monde.

À l'époque de la création de l'État et avant même, l'utopie sioniste se colle à un idéal socialiste que nous observons encore dans de nombreuses sphères de la société israélienne, notamment les kibboutzim<sup>57</sup>, les travaux communautaires, la conscription, les rapports entre les genres, etc. Néanmoins, si dès ses débuts Israël a fait de l'idéal égalitaire un de ses chevaux de bataille, que peut-on en dire aujourd'hui?

Dans le cadre des entrevues produites pour cette recherche, nombreux Israéliens ont, tel que mentionné précédemment, tenu à soulever l'importance comme principal intérêt national de maintenir le caractère identitaire, tant **juif** que **démocratique** de l'État d'Israël. Non sans importance, ces caractéristiques sont soulevées dans toutes les lois fondamentales, agissant en Israël à titre de constitution, adoptées depuis 1948. Toutes sauf la loi « Israël, État-nation du peuple juif », adoptée sous le primat de Netanyahu le 19 juillet 2018, qui, tout en réaffirmant le caractère juif de l'État, ne mentionne en aucun temps son caractère démocratique.

Dans la déclaration d'indépendance d'Israël, en 1948, David Ben Gourion avait pourtant fait de nombreuses demandes<sup>58</sup> prenant en compte les contextes nationaux et régionaux afin de s'assurer une transition qui respecte un caractère pacifique et démocratique. En proclamant la fondation de l'État d'Israël, Ben Gourion accorde certes une importance particulière à l'immigration juive « de tous les pays où [les Juifs] sont dispersés », mais assure que le pays se développera « au bénéfice de tous ses habitants ». Ben Gourion déclare que le pays

sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture; il assurera la sauvegarde et l'inviolabilité des Lieux saints et des sanctuaires de toutes les religions et respectera les principes de la Charte des Nations unies.<sup>59</sup>

---

57 Villages dont le fonctionnement se base sur la communauté et l'effort collectif.

58 Dans la Déclaration, Ben Gourion fait une série de demandes, d'abord aux Nations unies afin « d'aider le peuple juif à édifier son État et d'admettre Israël dans la famille des nations », aux habitants arabes de l'État d'Israël afin de « préserver les voies de la paix et de jouer leur rôle dans le développement de l'État », à tous les États qui l'entourent afin de « coopérer avec la nation juive indépendante », tendant une « main en signe de paix », ainsi qu'au peuple juif de par le monde afin de réaliser la « rédemption d'Israël ».

59 Déclaration d'Indépendance d'Israël signée le 14 mai 1948 par les membres du Conseil national.

Ben Gourion déclare par la suite désirer « préserver les voies de la paix » avec les habitants arabes qui sont à l'époque invités « à jouer leur rôle dans le développement de l'État sur la base d'une citoyenneté égale et complète et d'une juste représentation dans tous les organismes et les institutions de l'État, qu'ils soient provisoires ou permanents ». En ce qui a trait aux voisins arabes, la proclamation fait état d'une « main de l'amitié, de la paix et du bon voisinage » tant envers les États que leurs populations.<sup>60</sup> Faisant cette proclamation qui tourne autour de l'importance du caractère tant juif que démocratique, Ben Gourion désire ainsi donner le ton à ce que devait être l'État d'Israël.

Aujourd'hui, pour de nombreux Israéliens, conserver ces caractères spécifiques demeure dans le plus haut intérêt d'Israël, un intérêt qui, tel que nous le soulevions dans le chapitre 5, va également de pairs avec la solution à deux États et donc la création d'un État palestinien. Ceci étant dit, pour de nombreux premiers ministres de l'histoire d'Israël, la création d'un État palestinien n'était pas nécessairement perçue comme dans l'intérêt de la nation. C'est donc pourquoi Shlomo Brom tient absolument à faire une distinction entre l'intérêt du gouvernement au pouvoir et l'intérêt de l'État, des intérêts qui varient également selon les époques et les contextes (Entrevue 5 février 2020).

Ainsi aujourd'hui, selon Gilead Sher, Israël aurait des intérêts nationaux à portée globale, un intérêt national pour la sécurité (contrer les aspirations de l'Iran, obtenir une puissance nucléaire et militaire, une hégémonie au Moyen-Orient, etc.), mais également des intérêts nationaux dans les sphères sociale et économique (Entrevue, 3 mars 2020). Toutefois, le principal intérêt national israélien, résume Sher, demeurerait aujourd'hui de pairs avec l'aspiration sioniste d'avoir un « Eretz Israel, État-nation démocratique du peuple juif à l'intérieur de frontières reconnues et sûres, ainsi que la paix avec ses voisins » (Entrevue, 3 mars 2020).

---

60 Déclaration d'Indépendance d'Israël signée le 14 mai 1948 par les membres du Conseil national.

## 6.2 Intérêts personnels des leaders vs intérêts nationaux en Israël

En observant les leaders israéliens, de nombreux participants israéliens établissent une distinction entre les « anciens » leaders et les « nouveaux » leaders. Selon eux, les « anciens » leaders (David Ben Gourion, Levi Eshkol, Golda Meir, Yitzhak Rabin, etc.) auraient tous mis de l'avant l'intérêt national au premier plan. Puis, pas seulement qu'en Israël, mais un glissement se serait effectué avec le temps. Les « nouveaux » leaders (ex. Ariel Sharon, Ehud Olmert, Ehud Barak, Benyamin Netanyahu) auraient quant à eux davantage tenté de concilier intérêts personnels avec intérêts nationaux.<sup>61</sup>

Néanmoins, pour le journaliste Gideon Levy, tous les leaders israéliens, même si certains à l'instar de Yitzhak Rabin se préoccupaient davantage de l'intérêt national, ont dû penser à leur carrière personnelle, leur leg, leur ego, etc. À cet effet, Edo Konrad ajoutait d'ailleurs que même Yitzhak Rabin, premier ministre israélien qui avait signé les accords d'Oslo avait dû faire des concessions aux colons israéliens puisque les considérations politiques de l'époque l'en imputaient afin de rester et de conserver sa légitimité (Entrevue 10 décembre 2019). C'est d'ailleurs sous la période du primat de Rabin, alors même qu'il négociait la paix d'Oslo, que la colonisation connut un niveau à l'époque inégalé depuis 1967.

Pour Gideon Levy, « [Netanyahou] is not different ». Néanmoins, toujours selon le journaliste israélien, la situation unique dans laquelle le premier ministre se trouve ces dernières années l'a poussé à tout mettre de son côté afin qu'il évite d'avoir un procès, puis éventuellement de faire de la prison (Entrevue, 15 décembre 2019).

Dans sa biographie sur Netanyahu, le journaliste Anshel Pfeffer explique que « Netanyahu's unique awareness of imminent destruction is why he believes, despite Israel being a democracy, that any challenge to his leadership is a threat to national security » (Pfeffer, 2018 : 384). En entrevue en février 2020, Pfeffer expliquera que certains politiciens, à l'instar de Netanyahu,

---

61 Idées soutenues par Grisha Yakubovich, Kobi Michael et Yohanan Tzoreff.

sont prêts à plus, ce qui peut expliquer en partie son succès en tant que politicien:

Netanyahu is certainly more driven, is more ruthless, and sometimes less democratic. That's also his success as a politician, because he is driven and he will do more and will break the rules. He has a killer instinct and not everyone has that kind of instinct so (Entrevue avec Anshel Pfeffer, 10 février 2020).

Pfeffer ajoute d'ailleurs que Netanyahou n'attend pas une campagne électorale pour faire campagne: « The moment the election is over, the campaign begins again. » (Entrevue avec Anshel Pfeffer, 10 février 2020).

Les prédécesseurs de l'actuel premier ministre israélien, tout comme ce dernier, ont donc tous maintenu des relations entre leurs intérêts personnels et les intérêts nationaux, teintées par le contexte dans lequel elles ont pris place.

### **6.3 Faiblesses internes en Israël**

Selon le chercheur Kobi Michael, l'impasse dans laquelle sont plongés l'État israélien et les Palestiniens ne peut être séparée des faiblesses politiques des parties au conflit. Il importe donc de poser un regard sur celles-ci.

#### *6.3.1 Système politique israélien: Prisonnier de la logique de coalition*

Côté israélien, Michael pointe du doigt le système politique, avec une logique de coalition qui contraint le premier ministre à devoir faire de multiples compromis afin de maintenir une majorité à la Knesset. Netanyahou, pour se maintenir au pouvoir, recherche ainsi non seulement le soutien des *Likoudnikim*<sup>62</sup>, mais également celui des partisans des partis politiques de la droite nationaliste, un type de gouvernement que le diplômé palestinien en études israéliennes de l'université de Birzeit qualifie en hébreu de « *ketzuni'im* »<sup>63</sup> (Entrevue, 27 février 2020). Pour sa part, l'analyste palestinien en affaires israéliennes Khaldoun Barghouti explique: « Now, these

62 Partisans du parti Likoud, dont Netanyahou est à la tête.

63 « Extrémistes » en hébreu.

people are leading the State of Israel and Netanyahu is joining [Right extreme Israeli, religious parties, etc.] in their extremism. [...] So, he is going with what they want » (Entrevue 6 avril 2020).

Au cours de ses années au pouvoir, le premier ministre Netanyahu s'est ainsi allié à des partis encore plus à droite que son propre parti, le Likoud, afin de s'assurer de maintenir une majorité au parlement. Des membres de ces partis en sont donc arrivés à obtenir des postes proéminents au sein de l'armée, des services de sécurité, mais également d'importants ministères. Selon le docteur en science politique Sébastien Boussois, Netanyahu a alors compris que pour se maintenir au pouvoir, il ne pouvait céder sur deux principaux points: la **sécurité** et la **colonisation** (Boussois, 2011: 63). Ainsi, sur le plan idéologique, la plupart de ces partis soutiennent les implantations israéliennes en Cisjordanie et, d'ordre général, ne tiennent pas de positions très favorables à un compromis avec les Palestiniens. S'opposer à la construction dans les implantations de Cisjordanie aurait pour effet non seulement de coûter à Benyamin Netanyahu le soutien de la droite de ces partis, mais également des électeurs du Likoud. Yohanan Tzoreff met en lumière cette alliance entre Netanyahu et les groupes nationaux-religieux: « In the Israeli side, they have a lot of political power and they can make a lot of pressure on the prime minister or all the other who get the decisions. So their influence is big, very big » (Entrevue 19 décembre 2019). Aussi, si Netanyahu réussit à se maintenir encore au pouvoir après toutes ces années et en dépit de la critique qu'il reçoit, c'est en partie en raison de ce système politique, ainsi que de l'énorme perte de vitesse de la gauche en Israël, faisant qu'un gouvernement de gauche ou même du centre ne serait en mesure de se maintenir au pouvoir.

De façon d'ailleurs très intéressante, au cours de la plus grande partie de la rédaction de ce mémoire, le gouvernement israélien s'est trouvé dans une impasse politique de la fin de l'année 2018 jusqu'à la fin avril 2020. En effet, fin décembre 2018, incapable de continuer de gouverner, suite à la démission de son ministre de la Défense Avigdor Lieberman, Netanyahu avait dissous le gouvernement. Le pays connaîtra sa première campagne électorale, d'une série de trois, pour donner lieu à des élections en **avril 2019**. Incapable de former une coalition suffisante, Israël

retourne aux urnes en **septembre 2019**, puis une troisième fois en **mars 2020**, avant que, fin avril 2020, Benyamin Netanyahu et son plus proche rival Benny Gantz en viennent à un accord de coalition, tous deux pressés par la situation sanitaire globale.

Les raisons derrière cette impasse nationale sont nombreuses. Or pour Saeb Erekat, qui observait depuis Ramallah, « they say that their elections have nothing to do with Palestine but everything has to do with Palestinians » (Entrevue, 10 avril 2020). Il explique en effet que là où Benyamin Netanyahu, Benny Gantz et Gabi Ashkenazi ne pouvaient s'entendre était sur la question d'une annexion complète ou partielle, puisque Gantz et Ashkenazi savent pertinemment qu'avec l'annexion, il n'y aura pas de paix avec les Palestiniens. La politique israélienne ne peut donc être soustraite du conflit israélo-palestinien, tout comme le conflit israélo-palestinien ne peut être soustrait de la politique israélienne.

*« Un prince doit savoir combattre en homme et en bête. Un prince doit se faire une réputation de bonté, de clémence, de pitié, de loyauté et de justice. Il doit d'ailleurs avoir toutes ces bonnes qualités, mais rester maître de soi pour en déployer de contraires, lorsque cela est expédient. Je pose en fait qu'un prince, et surtout un prince nouveau, ne peut exercer impunément toutes les vertus de l'homme moyen parce que l'intérêt de sa conservation l'oblige souvent à violer les lois de l'humanité, de la loyauté... ».*

Machiavel (Le Prince, chapitre VIII)

## **Chapitre 7 : BENYAMIN NETANYAHOU**

Pour l'homme politique qu'est Benyamin Netanyahu, le calcul d'intérêts politiques en lien avec le peu d'efforts effectués afin d'obtenir un règlement du conflit résulterait vraisemblablement de l'opportunité que le conflit lui offre, lui permettant de se présenter en *Mr. Security*, en protecteur de l'État d'Israël et ainsi de faire valoir ses propres intérêts.

### **7.1 Netanyahu souhaite-il la paix?**

Au cours de la décennie 90, alors que les accords d'Oslo étaient négociés, Benyamin Netanyahu, alors chef du Likoud, s'en fait l'un des plus grands critiques. Plus tard, suite à l'assassinat du premier ministre Yitzhak Rabin, Netanyahu sera d'ailleurs pointé du doigt pour s'être présenté en virulent opposant non seulement d'Oslo, mais de Rabin. Pour certains, Netanyahu aurait participé à nourrir la haine que certains entretenaient envers Rabin et ayant mené à son assassinat le 4 novembre 1995. À l'époque des négociations d'Oslo néanmoins, Netanyahu était catégorique - il ne croyait pas en une paix possible avec les Palestiniens, une position qu'il a



d'ailleurs su maintenir et détaillé dans tous ses ouvrages.

Nous soulevions dans un précédent chapitre (**chapitre 3**) que la stratégie adoptée par les administrations israéliennes était désormais celle de la gestion du conflit plutôt qu'une recherche de résolution. Netanyahu, pour le journaliste israélien au quotidien *Haaretz*, Aluf Benn, ne fait pas exception: « [Netanyahu] considered the Arab-Israeli conflict a perpetual fact of life that could be managed but would never be resolved » (Benn, 2016). Cette observation concorde d'ailleurs avec l'homme qu'est Netanyahu. Selon le chercheur à l'*American Task Force on Palestine* Hussein Ibish, « [Netanyahu's] entire career has been defined by careful calculation, caution, and a steadfast commitment to the status quo » (Ibish, 2014). Netanyahu aurait d'ailleurs déjà affirmé: « My father taught me to surrender a little to achieve a lot », une ligne qu'il a su maintenir tout au long de ses mandats (Caspit, 2017 : 486). La stratégie de Netanyahu consisterait de la sorte à gérer le conflit, éviter les enjeux et conserver une alliance avec les États-Unis lui permettant de maintenir le statu quo (Caspit, 2017 : 487).

En ce qui a trait aux négociations, Shlomo Brom est d'avis que Netanyahu n'est simplement pas intéressé à négocier avec les Palestiniens, puisqu'un compromis ne servirait pas ses intérêts: « Netanyahu understands that any deal should be a compromised deal. And he doesn't believe that the compromise he could reach with the Palestinians serves him, ideologically, politically, practically » (Entrevue 5 février 2020). D'ailleurs, le leader israélien qui négocierait avec les Palestiniens recevraient assurément peu d'appui de la population. Ainsi, Netanyahu aurait compris qu'en se présentant en homme fort et inflexible, il réussit assez bien à se maintenir au pouvoir, « son principal objectif » (Entrevue avec Wadea Awawdy, 25 mars 2020). Selon Saeb Erekat, « puisqu'ils souhaitent parvenir à la paix », les Palestiniens auraient effectué toutes les offres: l'établissement d'un État palestinien sur 22% du territoire de la Palestine historique, des échanges territoriaux, l'acceptation de tiers partis dans leur pays, « Palestine », Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine et Jérusalem-Ouest comme capitale d'Israël, mais une Jérusalem qui deviendrait une « ville ouverte » administrée par les deux États, etc. Pendant ce temps, Erekat fait reconnaître, « qu'est-ce que Netanyahu a offert? » (Entrevue, 10 avril 2020).

L'historien Jean-Pierre Filiu, qui a consacré un ouvrage complet<sup>64</sup> à la façon assez singulière de Benjamin Netanyahu de gouverner en Israël, est également catégorique: « Durant les dix années qu'il a passées à la tête du gouvernement, Netanyahu s'est mille fois dit prêt à des concessions douloureuses au service de la paix, sans jamais mettre sur la table la moindre proposition de négociation ». Filiu explique ainsi que si Netanyahu « se plaint régulièrement de ne pas avoir de partenaire arabe pour la paix », il a déjà depuis longtemps « enterré une telle perspective ».<sup>65</sup>

Dans le cadre des entrevues, nous avons ainsi souhaité consulter les participants afin de savoir s'ils croyaient que l'impasse avait été désirée par Netanyahu. Pour une grande majorité d'observateurs<sup>66</sup>, israéliens ou palestiniens, c'est le constat établi, tandis que quelques participants, principalement israéliens, se faisaient plus prudents. Pour eux, si Netanyahu avait peut-être participé à maintenir cette impasse, il n'était pas dit qu'elle avait été désirée par le leader.

Les résultats étaient néanmoins plus marquants à la question « do you think that the role played by Benjamin Netanyahu was a strategy? ». À cette dernière, les participants ont tous plaidé pour l'affirmative, sauf l'experte palestinienne en négociations et résolution de conflit, assistante professeure à l'Université arabe américaine de Jénine, en Cisjordanie, et fille du secrétaire général de l'OLP Saeb Erekat, Dalal Iriqat, pour qui ni Netanyahu ni Abbas ne sont des hommes « stratégiques », étant donné leur comportement politique: « the fact that they have been lost in the details had shifted leaders from the bigger picture of granting their people strategically, safety, security, independence sovereignty and well-being » (Entrevue, 18 mars 2020).

### 7.1.1 *Netanyahu fait-il usage de la diversion*

Alors qu'un consensus s'établit concernant le caractère stratégique du maintien de l'impasse dans le conflit, nous devons revenir à la théorie de la diversion. En effet, l'hypothèse première de cette recherche consiste à avancer que le peu d'efforts effectués par les leaders israéliens et palestiniens

---

64 Filiu, Jean-Pierre. 2018. *Main basse sur Israël: Netanyahu et la fin du rêve sioniste*. La Découverte.

65 Entrevue d'Elias Levy avec Jean-Pierre Filiu, suite à la publication de l'ouvrage « Main basse sur Israël:

Netanyahu et la fin du rêve sioniste », *The Canadian Jewish news*, 6 mars 2019.

66 11 participants sur 17.

résulterait d'un calcul d'intérêts politiques. Il importe donc d'observer si nous retrouvons les éléments soulevés de la théorie de la diversion dans notre étude de cas. Les théoriciens soulevaient ainsi les principaux attributs suivant:

- Interaction entre politiques internes et externes;
- L'utilisation d'un conflit afin de détourner l'attention de la population d'enjeux qui pourraient faire diminuer la popularité d'un leader;
- Besoin d'un bouc-émissaire (*out-group*) en face duquel se resserre l'*in-group*, derrière le leader;
- Réciprocité entre opinion publique et élites politiques;
- Possible polarisation de la politique.

En analysant les éléments ci-dessus dans le contexte politique israélien sous les administrations Netanyahu de 2009 à 2019, tous les éléments de la théorie de la diversion sont bel et bien observables (voir **tableau 2**).

Éléments de la théorie de la diversion	Contexte politique israélien sous les administrations Netanyahu de 2009-2019
Interaction entre politiques internes et externes	✓
Utilisation du conflit afin de détourner l'attention de la population	✓
Présence d'un bouc-émissaire ( <i>out-group</i> ) et d'un <i>in-group</i> qui se rallie derrière le leader	✓
Réciprocité entre opinion publique et élites politique	✓
Possible polarisation de la politique	✓

**Tableau 2:** Vérification des éléments de la théorie de la diversion dans le contexte politique israélien sous les administrations Netanyahu de 2009-2019.

Il semble donc que la théorie de la diversion soit bien la théorie appropriée dans ce contexte de conflit prolongé, les positions et actions de Benyamin Netanyahu démontrant que le premier ministre fasse justement usage de cette diversion afin de mettre de l'avant ses propres intérêts.

## 7.2 Les intérêts de Benyamin Netanyahu

Dans les entrevues menées dans le cadre de cette recherche, plusieurs éléments ont été soulevés quant à ce que seraient les principaux objectifs de Benyamin Netanyahu au cours de la période 2009-2019: éviter un procès et éventuellement de faire de la prison, empêcher la création d'un État palestinien, la protection d'intérêts économiques, la définition d'un legs politique, etc. Ultimement, le conflit israélo-palestinien peut servir au premier ministre Netanyahu à venir à ses fins, notamment afin de détourner l'attention de la population de ses troubles judiciaires et lui offrir un terrain sur lequel il peut déployer son arsenal de leader charismatique et pleinement en contrôle de la situation.

### 7.2.1 Occulter l'enjeu légal

Depuis 2016, des accusations corruption, fraude et abus de pouvoir planent sur le premier ministre israélien. Selon ces accusations, l'homme, ainsi que son épouse Sarah Netanyahu, aurait notamment reçu de nombreux pots de vin, se serait également entendu avec les médias israéliens *Yediot Aharonot* ainsi que *Walla!*<sup>67</sup> afin que ces derniers maintiennent une couverture lui étant favorable. Une enquête est alors lancée par la police, donnant lieu, en 2018, à la recommandation par cette dernière d'une mise en accusation. Pourtant, lorsque le procureur général Avichai Mandelblit annonce une mise en accusation officielle dans les trois dossiers (corruption, fraude et abus de confiance), l'appui envers le premier ministre ne s'affaiblit pas, au contraire (Scheindlin, 2019).

En Israël, l'affaire divise le pays. Certains sont prêts à accorder le bénéfice du doute à Netanyahu, en raison de ses années de bon service pour l'État, pour d'autres, même d'anciens supporters, Netanyahu a simplement franchi une ligne rouge lorsqu'il a tenté de faire voter son immunité parlementaire au début de l'année 2020. À l'époque, alors que le pays se trouvait en pleine crise politique depuis plus d'un an, Netanyahu tenta sa dernière chance, sauver sa peau avant une prochaine élection encore prévue pour mars 2020. Cette demande d'immunité n'ira

---

<sup>67</sup> Connue comme l'affaire des « 4000 » ou l'affaire « *Bezeq* », du nom du groupe de télécommunications dont l'actionnaire principal, Shaul Elovitch, est également propriétaire du média *Walla!*

toutefois pas de l'avant et, le 24 mai 2020, pour la première fois de son histoire, Israël voit un premier ministre en exercice se rendre devant le tribunal de district de Jérusalem dans le cadre de son propre procès.

Pour Khaldoun Barghouti, il n'est pas exclu que cette volonté de se maintenir au pouvoir aussi longtemps aille de pair avec la peur de Netanyahu de faire de la prison: « it's the only escape from trial and maybe end up behind bars » (Entrevue 6 avril 2020). Pourtant, cela n'a pas exclu son prédécesseur Ehud Olmert, quelques années auparavant, de quitter le pouvoir, être inculpé et faire de la prison pour des charges similaires à Netanyahu. Netanyahu, quant à lui, n'a jamais songé à quitter le pouvoir, dénonçant plutôt des « tentatives de coup d'État ». Pour cette raison, Barghouti voit en Netanyahu le « seul premier ministre en Israël » dont les intérêts personnels auraient pris le dessus sur l'intérêt national. Gideon Levy est d'un avis similaire. Compte tenu de la situation unique dans laquelle le premier ministre s'est trouvé ces dernières années, il aurait été poussé à tout mettre de son côté afin d'éviter d'abord d'avoir à faire face à un procès, puis de risquer de faire de la prison (Entrevue avec Gideon Levy, 15 décembre 2019).

### 7.2.2 *Maintien au pouvoir*

Outre de nombreux aspects faisant de Netanyahu un premier ministre unique en son genre, Netanyahu n'est pas différent de ses homologues politiciens ou chefs d'État qui cherchent soit à obtenir le pouvoir ou, s'ils le possèdent déjà, cherchent à le maintenir.

Ainsi, alors qu'il détient désormais le record de longévité à la tête de l'État hébreu, Benjamin Netanyahu voudrait bien pouvoir demeurer au pouvoir encore longtemps. Comme n'importe quel politicien, il s'agit certes de pouvoir mettre en oeuvre une plate-forme politique qu'il conçoit comme préférable pour Israël, d'assurer la sécurité au pays, etc. En bref, respecter ce qu'il considère comme les intérêts nationaux israéliens, tout en mettant de l'avant ses propres intérêts, notamment celui de conserver un dossier judiciaire vierge. Premier ministre de l'État d'Israël de 1983 à 1984 ainsi que de 1986 à 1992, Yitzhak Shamir aurait d'ailleurs déjà affirmé au sujet de

son ancien collègue du Likoud, Netanyahu, qu'il n'avait « un désir de pouvoir que pour son propre intérêt » (Pfeffer, 2018 : 268).

À cet effet, les menaces peuvent servir Netanyahu dans la mesure où le terrain sécuritaire est celui sur lequel il connaît pertinemment son avance. Ainsi, lors des élections, mais pas que, il n'est pas rare de voir le premier ministre miser sur les menaces posées envers le pays, à l'instar de l'épisode de mars 2019, lorsque Netanyahu avait écourté une visite aux États-Unis devant AIPAC, lorsqu'à deux semaines du scrutin, une roquette s'était abattue sur une maison près de Kfar Saba, faisant sept blessés, dont deux enfants. Écourtant sa visite en sol américain, le premier ministre israélien avait alors déclaré vouloir « immédiatement » retourner en Israël, afin de « superviser » les activités, autoriser l'attaque d'« installations terroristes majeures appartenant au Hamas » – « apportant une réponse forte » envers un ennemi dans la bande de Gaza qui ne s'était alors pas encore rapporté. Agissant de la sorte, Netanyahu s'assure de ne pas se faire accuser d'immobilisme face aux attaques subies en territoire israélien. Aussi, ce type d'événements, pourtant si communs, démontre alors que le rôle de Netanyahu, son efficacité et sa pertinence sont ainsi renouvelés auprès de l'électorat israélien lorsque les menaces sont imminentes, voir réussies de la part d'un ennemi d'Israël. À cet effet, Sapir Handelman n'hésite d'ailleurs pas à établir un lien entre la poursuite des violences et l'élection de Benyamin Netanyahu en Israël ou encore du Hamas dans la bande de Gaza:

The continuing of the settlement project (which is considered as Israeli violence by the Palestinians) and Palestinians' ongoing violent attacks against Israeli civilians, only exacerbated the mutual suspicion of the two communities. These episodes, carried out by extremists, demonstrated to each side that the beginning of a new peacemaking chapter in the bloody history of the Palestinian-Israeli conflict is no more than an imaginary fantasy of hallucinating leaders. This effect strengthens the popularity of the hardliners in both societies. Benjamin Netanyahu, a right-wing leader, who opposed the Oslo peace process, won the Israeli general elections and became the Prime Minister of Israel in 1996. The militant Islamist movement Hamas gained more and more popularity in the Palestinian streets (Handelman, 2011 : 67-68).

Selon Handelman, ce serait d'ailleurs la poursuite de violences en territoires israéliens suite aux

accords d'Oslo qui auraient contribué à la vision israélienne selon laquelle il serait « impossible, ou du moins très dangereux, de faire la paix avec les Palestiniens » et qui aurait directement mené à la première élection de Netanyahu en 1996, au détriment de Shimon Peres, perçu à l'époque comme « visionnaire de la paix » (Handelman, 2011 : 96).

### 7.2.3 Définition d'un legs politique

Gideon Levy fait une lecture machiavélique des politiques de Netanyahu qu'il perçoit comme une véritable stratégie:

What Netanyahu did, which is very efficient for leaders like Netanyahu – for populist leaders – is to invent all kind of dangers and demons like Iran, like BDS, like the Palestinian terror before – now it's much weaker, but before it was very powerful – and to present them as an existential threat for a regional superpower with one of the strongest army. And this, he manipulated for domestic gain (Entrevue, 15 décembre 2019).

Selon Levy, les menaces existentielles auraient profité à un Netanyahu, désireux, pendant des années, de laisser un héritage politique, notamment celui d'« empêcher un État palestinien ». Toutefois, ces dernières années, sa « seule » préoccupation était de « ne pas être mis en prison » (Entrevue, 15 décembre 2019).

### 7.3 Une impasse bénéfique à Benjamin Netanyahu?

Martin Kramer publie en 2016 un article sur le maintien du statu quo dans le conflit israélo-palestinien. Il se pose d'abord sur l'élément « Netanyahu » comme facteur « stable » de la dernière décennie. Pour l'universitaire américano-israélien, si la population israélienne persiste à remettre le premier ministre au pouvoir, c'est puisqu'il est « risk reverse »: « no needless wars, but no ambitious peace plans either » (Kramer, 2016).

Dans sa biographie sur Netanyahu, Anshel Pfeffer, que nous avons également interviewé, écrivait que si Netanyahu démontrait son intention de préserver le statu quo, il avait appris avec ses années d'expérience à « utiliser » le cadre hérité des accords d'Oslo « pour son propre

bénéfice » (Pfeffer, 2018 : 366). À ceux qui critiquaient l'occupation en Cisjordanie, Netanyahu a su montrer que ces mêmes accords ainsi qu'une recherche de paix au point mort n'affectaient en rien la prospérité économique qui s'affaire sur Israël, ni l'amélioration de ses relations avec un nombre croissant de pays. Le cadre d'Oslo « prouve donc aux Israéliens qu'Israël n'a pas besoin de faire la paix avec les Palestiniens » et qu'il peut très bien continuer d'avancer (Pfeffer, 2018 : 367).

### 7.3.1 *Mr. Security*

Selon Thierry Balzacq, chercheur français spécialisé en théorie des relations internationales, sécurité et études diplomatiques, la question est de

savoir si la performativité est endogène au mot 'sécurité', indépendamment d'une audience qui rend la construction partagée, la légitime et lui permet de libérer ses effets, ou si la performativité de la sécurité dérive de son usage par des acteurs particuliers, soutenus par au moins une audience, de préférence la plus influente, dans des contextes spécifiques (Balzacq, 2016 : 195).

Selon Balzacq, la capacité de l'agent sécurisant à convaincre son auditoire de la nécessité de prendre en charge un problème sécuritaire varie en fonction de trois principaux facteurs: du contexte et du degré d'importance octroyé à l'agent (contexte), du degré de validité des propos au sujet de la menace acquiescé par l'audience (audience), ainsi que du pouvoir de persuasion de l'agent sécurisant (agent) (Balzacq, 2005 : 193 ; 2011 : 25).

En Israël, cet agent ne peut être extérieur. Début août 2019, dans une petite salle climatisée détenant une vue sur les hauteurs du Sud-Liban, en Israël, le Lieutenant colonel à la retraite Guy Malal rappelle qu'« Israel will not depend on foreign defense. It has to be able to do it by itself. The idea that Israel will rely on foreign ideas does not fit Israel's way of doing »<sup>68</sup>, une indépendance sécuritaire qui semble s'inscrire dans les fondations mêmes des politiques étrangères israéliennes (Roberts, 1973). Cela se traduit donc par une « militarisation » de la

---

68 Intervention du Lieutenant colonel à la retraite Guy Malal, le 8 août 2019.



société israélienne, mais également de la vie politique, alors que « les militaires de haut rang reconvertis dans la chose publique s'y [comportent] comme des représentants de l'armée » (Cohen, 2008 : 84). Politologue français spécialiste des questions de politique étrangère et de défense, Samy Cohen explique:

En Israël, qu'on le veuille ou non, la légitimité politique s'acquiert souvent sur le champ de bataille (ou en démontrant des qualités de *leadership* exceptionnelles, comme a su le faire David Ben Gourion). Avoir derrière soi un passé de combattant courageux est une ressource politique souvent déterminante. Les Israéliens font davantage confiance aux hommes qui ont démontré leur courage au front. Même les électeurs de gauche, qui se disent partisans de négociations de paix avec les Palestiniens, font plus confiance, pour mener à bien ces négociations, à un général auréolé d'un passé militaire glorieux qu'à un civil (Cohen, 2008 : 88).

La question de sécurité est également intrinsèque aux négociations et au conflit. Ancien chef du bureau palestinien au ministère des Affaires stratégiques, Kobi Michael admet que la plupart des enjeux des négociations, côté israélien, tourne autour de la question de sécurité: « Israel has very limited flexibility towards security »<sup>69</sup>. Les questions de la division de Jérusalem, de souveraineté palestinienne ou même du retour de réfugiés palestiniens s'en voient donc teintées.

Ainsi, en Israël, Benyamin Netanyahou se présente et est reconnu comme « *Mr. Security* », un surnom qui l'élève à la plus haute importance dans ce pays où la sécurité régit les moeurs. Alors que la « *bitakhon* »<sup>70</sup> israélienne est centrale au quotidien local, que ce soit dans une hyper-sécuritisation du quotidien israélien que la défense contre les menaces existentielles contre le pays, Netanyahou a su se présenter comme garant du « tout-sécuritaire ». Il peut ainsi certes s'assurer d'un appui non-négligeable, car même parmi ses opposants, Netanyahou réussit à inspirer une image de confiance et de sécurité (Ibish, 2014).

D'ailleurs, Netanyahou en est bien conscient. Dans une entrevue accordée au *New York Times* suite aux attaques du 11 septembre 2001, Netanyahou avait mis de l'avant, maladroitement,

<sup>69</sup> Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

<sup>70</sup> « Sécurité » en hébreu.

l'avantage que pouvaient représenter les menaces. Ainsi, questionné à savoir « ce que signifiait l'attaque pour les relations entre les États-Unis et Israël », Netanyahu avait répondu: « It's very good ». Puis, il se reprit: « Well, not very good, but it will generate immediate sympathy, [...] strengthen the bond between our two peoples » (Pfeffer, 2018 : 288).

Or, tel que le présente Balzacq, le déploiement d'une réponse par l'acteur sécurisant s'inscrit dans une relation de ce dernier tant avec le contexte qu'avec l'audience (Balzacq, 2005). Netanyahu, ainsi que l'opinion publique israélienne, se nourrissent donc, tel que le démontre d'ailleurs l'épisode de l'exécution d'un Palestinien hostile de la ville d'Hébron, gisant sur le sol, par un soldat Israélien, en 2015. À l'époque, l'événement avait provoqué une vague de nationalisme en Israël. Selon un sondage qui suivit quelques temps après l'événement, 68% des répondants disaient supporter le geste, tandis que 57% croyaient que le soldat ne devait pas être inculpé. Netanyahu, quant à lui, se rangea donc du côté de la population et de ses collègues de la droite en appelant les parents du soldat, afin de leur témoigner son soutien. L'événement témoigne ainsi de la droitisation de la société israélienne: « In Netanyahu's Israel, merely insisting on due process for a well-documented crime is now enough to win you the enmity of the new elite and its backers » (Benn, 2016).

Or, pour pouvoir se présenter en *Mr. Security*, Netanyahu a besoin de menaces, puisque comme Sébastien Boussois le fait remarquer, pour que la sécurité puisse se maintenir, « il faut être capable par le même processus de construction historiographique et géopolitique de maintenir le feu sacré de la peur permanente, de la menace perpétuelle » (Boussois, 2011: 48). Si les menaces sont bien réelles, Kobi Michael explique ainsi comment Netanyahu a néanmoins su en tirer profit:

Netanyahu likes the idea of feeding the people with fear, to give them the sense that he is the only leader who can actually provide them with security, defense, and keep the interests of the security of Israel. As long as there are threats around Israel – one of the threats, one of many threats, all the rivals – before we had the Iranians, the Palestinians, Hezbollah – so it plays in the hands of Netanyahu because he flourishes when there are many threats around, because he believes that he is perceived by most of the people as the most suitable leader, capable to deal in such a dangerous

environment that Israel lives in.(Entrevue, 10 mai 2020).

Cette lecture est également partagée par l'ancien chef de cabinet et coordinateur des politiques d'Ehud Barak, Gilead Sher:

Netanyahu has applied a very strong manipulation on Israeli society as to looking just at the risks, the threats, the dangers that an agreement with the Palestinians would produce, rather than the opportunities, benefits of peace – full or even partial peace (Entrevue, 3 mars 2020).

Nous le soulevions plus haut, Saeb Erekat n'avait d'ailleurs pas hésité pas à avancer que Netanyahu avait pu tirer profit de pouvoir continuer à qualifier les Palestiniens de « terroristes » dans le cas du résurgence d'épisodes de violence (Entrevue, 10 avril 2020).

#### **7.4 Les intérêts de Netanyahu coïncident-ils avec l'Interêt national israélien?**

Rappelons d'abord l'Intérêt national israélien tel que stipulé par Gilead Sher basé sur la vision sioniste: avoir un « Eretz Israel, État-nation démocratique du peuple juif à l'intérieur de frontières reconnues et sûres, ainsi que la paix avec ses voisins » (Entrevue, 3 mars 2020). Lorsque Sher observe la relation qu'entretient Netanyahu avec l'intérêt national, bien qu'il lui donne le bénéfice du doute, il avoue: « In terms of looking at the disengagement or the separation of Israel and the Palestinians along from the others, which is a major national interest in my opinion, he did not act satisfactorily » (Entrevue, 3 mars 2020).

L'idéologie de Netanyahu, un révisionnisme constructiviste à la Jabotinsky, se fonde sur le principe de l'hégémonie juive sur le territoire d' « Eretz Israel », État dans lequel uniquement la population juive pourrait détenir un « réel pouvoir politique ». <sup>71</sup> Aussi, s'il soutient le principe d'une hégémonie juive israélienne sur le territoire, Netanyahu croit également qu'un État palestinien serait une menace stratégique contre Israël et qu'il serait dans l'intérêt national d'Israël

---

71 Aronoff, Yael. 2014. *The Political Psychology of Israeli Prime Ministers: When Hard-Liners Opt For Peace*, New York, Cambridge University Press, 248 pages.

et du peuple juif que de mettre à néant sur le long terme la possibilité de création de cet État. Or, tel que nous l'avions déterminé dans un précédent chapitre, la création d'un État palestinien telle que prévue dans la solution à deux États s'inscrit pourtant dans l'intérêt national israélien. Ainsi, il vaut de se questionner à savoir si les intérêts de Netanyahou coïncident avec l'Interêt national israélien?

Pour Dalal Iriqat, experte palestinienne en négociations et résolution de conflit, Netanyahou démontre par ses positions qu'il est bel et bien un homme « tactique », pour accomplir ses buts à court terme, mais non « stratégique » pour Israël:

I think Netanyahu is a very tactical leader and unfortunately for Israel. What do I mean by saying so? I don't think Prime Minister Netanyahu is a strategic leader. And when I talk about strategy and leadership, for Israel, I think the prime minister should have given the Palestinians their rights, should have made sure that the Palestinians get their sovereignty and their State and their well-being, and independence, and full right, in order to guarantee the people their own safety, strategic existence in their State. What Netanyahu has been doing to the Israeli people is basically serving very short term goals. He is maybe at this stage realizing certain dreams for the Jewish people in declaring Jerusalem unilaterally, violating the Palestinian rights, but strategically speaking, he is creating and deepening the conflict (Entrevue, 18 mars 2020).

Sur le sujet, Yohanan Tzorref hésite, pour sa part, à dire si Netanyahou est porté par l'idéologie plutôt que l'ambition, mais, n'en demeure, selon lui, « we have a very problematic prime minister in Israel. [...] He was ready to do a lot of things in order to stay in his position. » (Entrevue 19 décembre 2019). Pour le diplômé en études israéliennes de l'université Birzeit, la relation qu'entretient Netanyahou avec les intérêts nationaux israéliens se démarque de par la proportion qu'il lui a attribuée: « Netanyahu did something great. He brought all the interests of Israel to his pocket. To say that propaganda that everything he did in his life is for Israel. » (Entrevue, 27 février 2020). Selon la lecture qu'en fait le diplômé palestinien, « puisqu'il est patriote, il emmène Israël non pas dans un endroit sûr mais dans sa poche, car sa poche signifie que c'est un endroit sûr pour Israël » (Entrevue, 27 février 2020). C'est d'ailleurs ce que croit Netanyahou. Selon la vision du premier ministre, il est à ce point bon pour le pays, que de se voir quitter la sphère

politique nuirait à l'intérêt national israélien et, si quelqu'un pense autrement, il doit être dans l'erreur.<sup>72</sup> À ce sujet, Ben Caspit se rappelle que c'est réellement suite à l'élection israélienne de 2015 que Netanyahu a saisi qu'il était politiquement inébranlable:

Netanyahu, and his wife, perceived *their* victory as a personal one; a national vote of confidence for *them*. They had faced down all the others and won. Sara and Benjamin Netanyahu stopped being the elected prime minister and his wife and established themselves as the first Israeli royal family of the modern age. Netanyahu, who, all his life had exercised caution, consideration, and hesitance, now shed all the checks and balances. He intensified his attacks on the media and insisted on personally holding five ministerial positions, in addition to being prime minister. He stopped consulting, stopped considering rules and regulations, stopped being afraid. He looked to the right and to the left and concluded that he had no substitute. Gulliver in Lilliput. Even President Barak Obama ate his dust, until he despaired. There was no one except Netanyahu (Caspit, 2017: 488).

Pourtant, cela ne veut pas dire que Netanyahu prenne les meilleures décisions pour l'État israélien. C'est d'ailleurs l'opinion que porte Shlomo Brom, lorsqu'il analyse notamment la réponse israélienne lors d'attaques en provenance de la bande de Gaza:

Something happens, a rocket launched from the Gaza Strip. In many cases, when you check who launched it, what is happening, what are the different forces operating in the Gaza Strip, the conclusion is that your national interest is not to react. Because, actually, that was done as a provocation at pulling you to react, because it is in the interest of someone in the Gaza Strip. So, the national interest is not to react. But the personal interest of the prime minister is different, because he has to entertain certain thoughts – “What will be the effects of my decision not to react on public opinion, on my chances to win the next election”, etc. (Entrevue avec Shlomo Bro, 5 février 2020).

Ainsi, lorsqu'il s'agit de sécurité, pour Brom, les décisions de Netanyahu, notamment celle de ne pas souhaiter une résolution du conflit, nuisent à la sécurité et à la sûreté d'Israël. Aussi, si Israël semble user d'une « force de diversion » (Mintz et Russett, 1992), cet usage de la force pourrait également entraîner de l'instabilité pouvant fragiliser le gouvernement et éventuellement écourter le mandat du premier ministre (Sprecher et DeRouen, 2002 : 254).

---

<sup>72</sup> Propos répétés dans les entretiens de Gideon Levy (15 décembre 2019), Yohanan Tzoreff (19 décembre 2019) et Shlomo Brom (5 février 2020).

Sur la relation qu'entretient Netanyahu avec l'Intérêt national israélien, si Kobi Michael croit que lorsqu'il s'agit des enjeux stratégiques les plus essentiels, Netanyahu est avant tout attaché à l'Intérêt national et non à ses intérêts personnels, il avoue que le premier ministre israélien met parfois ses intérêts personnels de l'avant:

I don't suspect Netanyahu would be ready to sell the Israeli strategic interests for his personal interests, but on the other hand he is so sensitive to his political survival, to his personal interests that sometimes – many times – I have the feeling that it affects his broader calculations about the Israeli-Palestinian conflict (Entrevue avec Kobi Michael, 10 mai 2020).

#### 7.4.1 *Un conflit électoralement payant*

Ce rôle de *Mr. Security* que détient Netanyahu lui sert donc t-il ultimement et, surtout, peut-il profiter du conflit afin d'en bénéficier politiquement? C'est ce qui semble être le cas. Le journaliste israélien Aluf Benn se rappelle notamment que lors de la prise de pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza pendant le mandat d'Ehud Olmert, « Netanyahu's credibility and popularity were boosted that same year when Hamas, well armed with rockets, seized control of Gaza — just as he'd predicted » (Benn, 2016). Le journaliste militaire au quotidien israélien *Haaretz* Amos Harel établissait le même constat deux jours après le second scrutin de 2019, qui devait déterminer qui de Benny Gantz ou de Benyamin Netanyahu pourrait former le gouvernement à la Knesset, alors que l'« horloge de la sécurité » continuait de tourner:

There is a danger that they might now be used as an excuse: The intentional escalation in one of the arenas, against Iran and Hezbollah in the north or against Hamas and Islamic Jihad in the Gaza Strip, could disrupt the coalition talks in a way that would accelerate the establishment of an emergency government headed by Prime Minister Benjamin Netanyahu. In an extreme scenario, an escalation could even be used to justify the defection of individuals from Kahol Lavan or Labor.<sup>73</sup>

Conscient de sa portée, Benyamin Netanyahu utilise ce titre de « *Mr. Security* » largement dans ses campagnes électorales. Chacune voit son lot de vidéos montrant Netanyahu épouser différents rôles de protecteur: Netanyahu le « baby-sitter » (*Bibi-sitter*)<sup>74</sup>, Netanyahu

73 Harel, Amos. 2019. « Israel Election Results: Deliberate Security Escalation Could Torpedo Political Negotiations », *Haaretz*, 19 septembre 2019.

74 « Meet the 'Bibi' Sitter' », *YouTube*, 2015. En ligne: <https://www.youtube.com/watch?v=JQ1BlfDU4iM>

l'éducateur de jardin d'enfants<sup>75</sup>, le guide de montagne<sup>76</sup>, le sauveteur<sup>77</sup>, etc.



**Illustration 3:** Campagne électorale de Benjamin Netanyahu pour les élections de 2015 « Meet the 'Bibi' Sitter ». *YouTube*, 2015.

À titre d'exemple, dans la campagne lancée en août 2019, Netanyahu joue les sauveteurs sur une plage de Tel- Aviv, appelant tous les baigneurs à « rester sur la 'droite' » puisque « c'est beaucoup plus sûr ». Questionné par deux joueurs de *matkot*<sup>78</sup>: « Monsieur le premier ministre, que faites-vous ici? ». Netanyahu, du haut de la tour de sauvetage répond alors: « Comment ça? Comme d'habitude, je veille sur vous ». Les jeunes joueurs, curieux: « Sérieux? À la mer? ». Puis, Netanyahu de répondre: « À la mer, dans les airs, sur terre. Partout où l'on a besoin de moi ». Plus tard dans la vidéo, il explique que ce sera à la population de décider de qui « veillera » sur

75 « New Netanyahu kindergarten ad may breach election law », *The Times of Israel*, 17 janvier 2015. En ligne: <https://www.timesofisrael.com/new-netanyahu-kindergarten-ad-may-breach-election-law/>

76 « בוחרים בדרך הנכונה », *YouTube*, 2019. En ligne: <https://www.youtube.com/watch?v=QhlfWDYOI-A>

77 « Le 17 septembre, on ne fait pas de vagues, ce sera plus prudent, on vote מחל ! », *YouTube*, 2019. En ligne: <https://www.youtube.com/watch?v=03jnvQg9I8I>

78 Tennis de plage désigné par les Israéliens comme leur sport de plage national.

elle « dans les eaux tumultueuses du Moyen-Orient ». <sup>79</sup>



**Illustration 4:** Campagne électorale de Benjamin Netanyahu pour les élections de septembre 2019 « Le 17 septembre, on ne fait pas de vagues, ce sera plus prudent, on vote למחל! », *YouTube*, 2019.

Maintenir le conflit actif permet ainsi également à Benjamin Netanyahu de maintenir son titre de *Mr. Security*, de se prouver à la population israélienne comme acteur indispensable, ce qu'il met largement de l'avant notamment lors de ses campagnes. Or, tel que le mentionnait Anshel Pfeffer en entrevue, Netanyahu n'est jamais vraiment pas en train de faire campagne.

L'électorat de Netanyahu se rassemble donc aujourd'hui autour d'un leadership politique populiste et fondé sur sa personnalité (Scheindlin, 2019). Si la politique étrangère de Netanyahu est critiquée à l'étranger, celle-ci divise également la population israélienne, tout en portant ses fruits notamment lors des scrutins. Selon un sondage mené en février 2019 par *Haaretz*, 60% de la population israélienne percevrait Netanyahu comme la meilleure option en matière de

<sup>79</sup> « Le 17 septembre, on ne fait pas de vagues, ce sera plus prudent, on vote למחל ! », *YouTube*, 2019. En ligne: <https://www.youtube.com/watch?v=03jnvOg9I8I>



politique étrangère pour Israël (Scheindlin, 2019). De fait, son électorat, tout comme une partie de ses opposants, reconnaissent à Netanyahu une « intelligence politique » hors du commun. Dans le dossier israélo-palestinien, cette agilité politique se traduit par une capacité à se positionner aux deux pôles idéologiques de son électorat: tant auprès de ceux qui souhaitent une paix avec les Palestiniens, que ceux qui souhaitent un contrôle accru des territoires palestiniens, « an excellent strategy for Netanyahu's personal political ambitions » (Ibish, 2014).

L'historien Jean-Pierre Filiu qui a écrit un ouvrage sur Netanyahu décrivait, en entrevue avec le *Canadian Jewish news*, l'une des facettes du politicien Netanyahu: « Bibi l'Américain, un politicien particulièrement madré, intimement lié à la droite la plus dure aux États-Unis »:

Je crédite Netanyahu d'un immense talent politique, tout en soulignant son exercice de plus en plus solitaire du pouvoir. On connaît son opposition acharnée au premier ministre Yitzhak Rabin jusqu'à son assassinat en 1995. Je mets aussi en lumière son bras de fer durant de longues années avec Ariel Sharon qui, juste avant de sombrer dans le coma en 2006, était parvenu à recomposer la scène israélienne au centre. Netanyahu, dès son retour aux affaires en 2009, a cassé cette dynamique pour gouverner de plus en plus à droite, avec le soutien actif de l'extrême-droite.<sup>80</sup>

Bien que Netanyahu ne fasse l'unanimité, on lui reconnaît donc cette intelligence politique, qui s'ajoute à la capacité à gérer les principaux enjeux de l'État d'Israël. Ainsi, lors des campagnes électorales de 2019 et 2020, qui avaient toutes des allures de référendum sur Benjamin Netanyahu - « Pour Bibi ou contre Bibi » - c'est d'ailleurs l'argument qui revenait le plus fréquemment de la part des électeurs qui hésitaient à offrir leur vote à Benny Gantz. Bien que ce dernier ait tenu le poste de chef d'État-Major de l'armée israélienne de 2011 à 2015, une position qui octroie traditionnellement un généreux avantage vers une carrière politique dans ce pays où une carrière militaire exemplaire est souvent la voie à suivre vers une carrière politique, les électeurs mettaient en parallèle l'inexpérience politique de Benny Gantz aux décennies d'engagement politique de Netanyahu, avouant qu'ils ne pouvaient se permettre de remettre la destinée de leur pays entre les mains d'un amateur.

---

<sup>80</sup> Entrevue d'Elias Levy avec Jean-Pierre Filiu, suite à la publication de l'ouvrage « Main basse sur Israël: Netanyahu et la fin du rêve sioniste », *The Canadian Jewish news*, 6 mars 2019.

Ainsi, malgré des appuis mitigés envers Netanyahu, l'homme réussit néanmoins à être à la tête de la Knesset tout s'assurant une coalition suffisante. Pour ce faire, Netanyahu dut, à travers la période observée, s'allier des partis nationaliste, religieux et/ou d'extrême droite tels qu'*Israel Beitenou* (ultranationaliste), *Foyer juif* (sionisme religieux), *Judaïsme unifié de la Torah* (ultra-orthodoxe) et *Shass* (ultra-orthodoxe séfarade), s'alliant ainsi avec des éléments radicalisant et leur offrant, notamment, des postes ministériels ayant un poids sur l'enjeu israélo-palestinien. Or, ces coalitions ne sont pas que le fruit d'un jeu politique, mais également le reflet d'une droitisation tant de la politique que de la société israélienne, tel que le note Wadea Awawdy: « The mainstream Israel has become very right, very similar to Netanyahu » (Entrevue 25 mars 2020). Ultiment, cette droitisation paie à Benyamin Netanyahu, qui réussit à contrer l'émergence d'une opposition qui serait prise au sérieux de son public.<sup>81</sup>

#### 7.4.2 Convergence d'appuis internationaux

Selon l'universitaire palestinien Ibrahim Rabaia, « pour Israël, Netanyahu est l'un des plus grands leaders de [son] histoire », notamment en raison du rôle qu'il a joué dans la normalisation croissante de liens avec de nombreux pays: « He did a lot for his country, especially in opening new areas for Israeli diplomacy, in Africa, Latin America, in Asia. He is really smart in doing this » (Entrevue 16 mars 2020).

D'ailleurs, à l'été 2019, en campagne électorale pour la seconde fois de l'année, les bâtiments se trouvaient placardés d'affiches des divers candidats en liste dans le cadre de la campagne, mais surtout de Benyamin Netanyahu, exposant fièrement des amitiés qui lui sont stratégiquement chères: avec le président américain Donald Trump, le président russe Vladimir Poutine, le premier ministre indien Narendra Modi, etc. (voir **illustrations 5 et 6**).

---

81 Entrevue d'Elias Levy avec Jean-Pierre Filiu, suite à la publication de l'ouvrage « Main basse sur Israël: Netanyahu et la fin du rêve sioniste », *The Canadian Jewish news*, 6 mars 2019.



**Illustration 5:** Affiches publicitaires montrant Benyamin Netanyahou avec Donald Trump et Vladimir Poutine. *Haaretz*, 28 juillet 2019.



**Illustration 6:** Affiche publicitaire montrant Benyamin Netanyahou et son homologue indien Narendra Modi, *Haaretz*, 28 juillet 2019.

Pour l'experte israélienne de l'opinion publique Dahlia Scheindlin, Netanyahou use de sa capacité à se faire de « nouvelles amitiés », à briser l'isolation d'Israël, afin de « polir » son image à l'interne (Scheindlin, 2019). Son attitude envers l'enjeu palestinien s'inscrit également dans cet objectif: « he regularly tells the public that Israel needs not to move on the Palestinian issue in order to maintain, or even improve, its international standing » (Scheindlin, 2019). Ses nouveaux alliés ne font d'ailleurs pas de la question palestinienne un enjeu déterminant et la pression internationale sur Israël s'amointrit donc.

La convergence d'appuis ne se limite donc pas à une frange de la population israélienne. Aluf Benn établit d'ailleurs un lien entre le soutien qu'obtient Netanyahou à l'interne et ses relations à l'International: « one of Netanyahu's main domestic selling points has always been his willingness to stand up to established powers » (Benn, 2016). Le journaliste Ben Caspit, relève d'ailleurs, qu'après être passé au travers d'une réprimande de Bill Clinton, puis de l'inaction de Barack Obama après que ce dernier eut mis en garde Netanyahou s'il ne respectait pas le gel de construction en Cisjordanie, Netanyahou a compris qu'il avait un complet feu vert: « The moment Obama chocked over the freeze, and after the reprimand from Clinton, Bibi knew it would be all right. It's been so ever since » (Caspit, 2017 : 307). Cela s'explique notamment en raison d'une perte de vitesse de la cause palestinienne. De plus, à l'heure à laquelle j'effectuais mon terrain,

lorsque la pandémie de Covid-19 se propageait sur le globe début 2020, Dan Schueftan notait que la situation n'aiderait d'ailleurs certainement pas à remettre de l'avant l'importance de la cause: « people deal with the Palestinian issue when they don't have something serious to deal with » (Entrevue avec Dan Schueftan, 30 mars 2020).

Au niveau international, alors que les États-Unis se sont souvent présentés en tant que médiateurs dans ce conflit, l'administration de Donald Trump, en place depuis 2017, ne croit plus aux précédentes ententes. Malgré un soutien indéniable des administrations américaines, ces dernières n'ont pas nécessairement endossé l'entièreté des positions israéliennes, notamment sur la question de Jérusalem. L'administration du président américain Donald Trump a quant à elle pris une position claire, adoptant l'agenda israélien et se désengageant du clan palestinien, en témoignant notamment le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem, la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan, la fermeture de la mission de l'OLP à Washington, des coupes de l'aide bilatérale aux Palestiniens, l'annulation du soutien financier à l'UNRWA, etc.<sup>82</sup> Sur ce sujet, Udi Dekel est clair: « Now we have a president in the United States who likes Israel very much and he would be ready to give us a green light on everything »<sup>83</sup>.

Il serait toutefois erroné de croire que le criticisme plus accentué du précédent président américain, Barack Obama, était en décalage complet avec la traditionnelle position américaine. Malgré le peu d'affinité entre les hommes politiques que sont Barak Obama<sup>84</sup>, mais également Bill Clinton<sup>85</sup>, et Benyamin Netanyahu, la position américaine, en tant qu'allié inconditionnel de l'État d'Israël, est demeurée inchangée. Au cours des mandats d'Obama, les deux pays avaient

---

82 Intervention de Zaki Shalom « US-Israel relations and their importance to Israel's national security », le 30 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

83 Intervention d'Udi Dekel « The Israeli national security concept », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

84 Pendant des années, Netanyahu n'hésite d'ailleurs pas à définir Obama comme « ennemi de la nation ».

85 Lors de leur première réunion, en 1996, Netanyahu aurait sermonné le président Clinton au sujet du conflit israélo-arabe. Selon l'ancien négociateur américain au Moyen-Orient Aaron David Miller, dans son ouvrage *The Much Too Promised Land*, le président américain aurait alors déclaré: « Who the fuck does he think he is? Who's the fucking superpower here? ». Aussi, le porte-parole de la Maison-Blanche pendant l'administration du président américain Bill Clinton, Joe Lockhart, aurait également décrit Netanyahu comme « one of the most obnoxious individuals you're going to come into - just a liar and a cheat. He could open his mouth and you could have no confidence that anything that came out of it was the truth ».

d'ailleurs continué de collaborer hautement sur le partage de renseignements et signé de nombreuses ententes, dont celle d'une hausse de l'aide à l'assistance militaire passant de 3 milliards de dollars annuels à 3,8 milliards de dollars annuels. Ainsi, pour l'ancien ambassadeur des États-Unis en Israël de 2011 à 2017, Daniel B. Shapiro, bien qu'il y ait eu un changement « dramatique » d'administrations entre les présidents Barack Obama et Donald Trump, « les intérêts n'ont pas changé »<sup>86</sup>. Il demeure toujours cet échange de réciprocités indispensable entre les États-Unis et l'État d'Israël: « Les États-Unis utilisent Israël et Israël utilise les États-Unis »<sup>87</sup>. Dan Schueftan présente un constat similaire:

Trump [...] demonstrated to [the Palestinians] that they can lose because of what he did with Jerusalem. Israel will keep Jerusalem as its capital regardless of what US says, it was like that for the past 70 years it will be so for the next 70 years very easily (Entrevue 30 mars 2020).

Pour Schueftan, l'arbitre n'est pas les États-Unis, l'arbitre est l'opinion publique israélienne, d'où le lien incontournable avec le système politique israélien. Puisqu'il s'agit d'une démocratie, le sort de la région est entre les mains de la population du plus fort (Entrevue, 30 mars 2020). Sur le conflit israélo-palestinien néanmoins, si l'administration Obama continuait d'appuyer une solution à deux États comme dénouement du conflit, l'administration de Donald Trump n'utilise pas ces termes ou, du moins, n'en fait pas un « but articulé »<sup>88</sup>. On préfère parler d'une possible et éventuelle « autonomie palestinienne », un terme souvent évoqué par les dirigeants israéliens, notamment Benyamin Netanyahu. Quant à l'annexion de régions de la Cisjordanie proposée par Netanyahu, les États-Unis de Donald Trump ont également octroyé un feu vert notamment dans le cadre de l'« accord du Siècle ».

Selon Zaki Shalom, il s'agit ainsi d'un réel « balayage de la question palestinienne » par l'administration Trump.<sup>89</sup> L'enjeu palestinien est aujourd'hui perçu comme une barrière d'un enjeu

---

86 Intervention de Dan Shapiro « The US in the Middle East under Obama and Trump », le 12 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

87 *Idem*.

88 *Idem*.

89 Intervention de Zaki Shalom « US-Israel relations and their importance to Israel's national security », le 30 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

plus vaste: celui de la paix au Moyen-Orient, le conflit en Syrie, les enjeux avec l'Iran, etc.<sup>90</sup> Pour Oded Eran, ancien ambassadeur d'Israël en Jordanie, à la tête de l'équipe israélienne de négociations de 1999 à 2000, « résoudre le conflit israélien » ne serait pas nécessairement garant de « stabilité régionale ».<sup>91</sup>

En ce qui a trait à la relation qu'entretiennent la Russie et Israël, ce serait dans le cadre du conflit en Syrie que le rapprochement aurait pris une ampleur autre. Effectivement, en Syrie, bien que la Russie et Israël aient défendu des buts distincts, les deux pays ont su « collaborer étroitement [...] à la mise en place d'un mécanisme de résolution des conflits »<sup>92</sup>. Fin juin 2019, avait d'ailleurs lieu un sommet trilatéral historique (Russie, États-Unis, Israël) à Jérusalem entre le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale israélien, Meir Ben-Shabbat et le secrétaire russe du Conseil de sécurité, Nikolay Patrushev, le tout, présidé par le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou. Ce dernier avait alors déclaré:

J'apprécie profondément les relations étroites qu'Israël entretient avec les deux chefs d'État et leurs deux pays. Comme je l'ai souvent dit, les relations d'Israël avec les États-Unis ont atteint de nouveaux sommets sous le leadership du Président Trump. Israël est également reconnaissant que notre amitié avec la Russie se soit autant fortifiée plus que jamais lors de ces dernières années.<sup>93</sup>

Ultimement, pour Vera Michlin-Shapir, chercheuse israélienne sur les relations israélo-russes, le conflit en Syrie s'est ainsi présenté comme une opportunité pour les deux pays « d'atteindre leurs buts à l'International »<sup>94</sup>.

Nous observons de ce fait que Netanyahou jouit, sur le plan international, d'une importante attractivité. Effectivement, rares sont les pays qui détiennent d'aussi bonnes relations tant avec

---

90 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

91 Intervention de Oded Eran « Radical Islam, refugees and their implications on fragile states – Jordan as a case study » le 4 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

92 « Jérusalem - Sommet trilatéral Israël, USA, Russie », *Ambassade d'Israël en France*. 26 juin 2019.

93 *Idem*.

94 Intervention de Vera Michlin-Shapir « Has the Cold War returned to the region? Russia in the Middle East » le 30 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

Washington qu'avec Moscou simultanément. C'est précisément ce dont Netanyahu est aujourd'hui capable avec Vladimir Poutine et Donald Trump, mais également, à la surprise de plusieurs, avec un nombre croissant de pays arabes.

Déjà il y a plus d'une vingtaine d'années, Efraim Inbar, président du *Jerusalem Institute for Strategic Studies* (JISS), prévenait de l'usage de la force par Israël dans un contexte qui voyait émerger davantage de pays arabes modérés, ainsi qu'une baisse de l'opposition arabe (Inbar, 1998). S'en suit une baisse de l'intérêt envers la cause palestinienne tant sur la scène internationale qu'au sein du monde arabe, où l'on note désormais une tendance à la normalisation des relations avec l'État israélien, impensable il y a quelques années.<sup>95</sup> Effectivement, on se le rappelle, la défense de la question palestinienne a longtemps été centrale à la construction de politiques étrangères des pays arabes. Or, si le conflit a longtemps été un frein à ce réchauffement entre Israël et les pays arabes, maintenant que la question palestinienne « tombe dans l'ombre », les pays s'autorisent certains rapprochements. Encore plus étonnant, le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane en rencontre à Washington en avril 2018 aurait critiqué l'Autorité palestinienne pour ses refus systématiques aux propositions de paix faites par Israël. Il aurait ainsi affirmé qu'il était temps que « les Palestiniens acceptent, [...], viennent à la table de négociation ou se taisent et cessent de se plaindre » (The Times of Israel, 2018).

Cette « normalisation » des liens entre pays arabes et l'État hébreu, Carmit Valensi, chercheuse sur le Moyen-Orient la situe aux alentours des Printemps arabes, à l'instar de celle avec la Russie et du conflit syrien: « Pour une fois, l'enjeu israélo-palestinien n'était plus au centre de l'attention. Cela a pu apporter une normalisation des relations avec les autres pays ».<sup>96</sup> À l'époque, alors que les pays les plus concernés par les Printemps arabes pensaient d'abord à leurs propres intérêts, ces événements auront eu pour effet de bénéficier Israël dans ses relations avec de nombreux pays, tout en relayant la cause palestinienne à une moindre importance:

---

95 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

96 Intervention de Carmit Valensi « The Arab Spring in the Middle East – the case of the Syrian civil war », le 28 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

Russia and the United States ultimately joined forces to eliminate most of Syria's chemical weapons, and the conservative governments of Jordan, Saudi Arabia, the United Arab Emirates, and (after the 2013 counterrevolution) Egypt strengthened their ties with Jerusalem (albeit unofficially in most cases) (Benn, 2016).

On note donc depuis les quelques dernières années une augmentation des manifestations de diplomatie publique: poignées de main lors d'événements publics, événements sportifs, attention médiatique, rencontre entre Benyamin Netanyahou et le sultan d'Oman, Qabus ibn Saïd, etc. un rapprochement pouvant s'expliquer notamment par une convergence d'intérêts sur un point central: l'Iran et ses « intermédiaires »<sup>97</sup> ( Hamas, Hezbollah, etc.) (Guzansky et Shapiro, 2019). Pour Grisha Yakubovitch, Netanyahou a ainsi réussi à faire comprendre que le conflit israélo-palestinien n'était pas un obstacle à la normalisation entre Israël et le monde arabe, mais qu'en réalité « la normalisation avec le monde arabe serait la solution au conflit arabo-israélien » (entrevue 24 mars 2020).

Dan Schueftan répond aux critiques que pourrait recevoir l'État israélien du fait de cette normalisation des relations avec les pays arabes. L'homme ne mâche pas ses mots: « Should I talk to Saudis? Yes. Are they disgusting? Yes. ». Schueftan explique, en référence aux pays arabes: « You have to learn to work with nasty people. Or nice people who live in a nasty environments »<sup>98</sup>. Les propos de Schueftan ne sont d'ailleurs pas sans rappeler ceux tenus par Netanyahou dans *A Durable Peace: Israel and its Place Among the Nations*, confirmant sa position sur la normalisation des relations avec certains pays du monde arabe:

We must assume that for our generation and perhaps the next, the task of peacemaking is with the Arab world as it is, unreformed and undemocratic. The prevalence of radicalism in the Middle East—and the danger that, in the absence of any democratic traditions, a non-radical regime can turn radical overnight—means that peace in the Middle East must have security arrangements built into it. I have already noted that for the foreseeable future the only kind of peace that will endure in the region between Arab and Arab and between Arab and Jews is the peace of deterrence (Netanyahou, 2000).

---

97 « Proxies »

98 Intervention de Dan Schueftan « The Middle East: Hopelessness, Radicalization, Many Dangers and Few Opportunities », le 29 juillet 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.



Quelques mois après l'intervention de Dan Schueftan, lors de l'entrevue que nous effectuions avec lui, l'homme ajouta:

Arab countries are sick and tired of the Palestinians. They didn't like them before, but they were afraid of them. Now, they are not afraid of them. They have more serious problems. So they are losing. Not only the Palestinians become weaker, but the Arabs become weaker (Entrevue 30 mars 2020).

Pour de nombreux observateurs interrogés<sup>99</sup>, ce sont les Printemps arabes qui auraient provoqué ce glissement. Aujourd'hui, Kobi Michael note que les pays arabes « se sentent assez frustrés, assez fatigués des Palestiniens et les Palestiniens le ressentent » (Entrevue 18 décembre 2019). Pour les pays arabes ainsi, l'enjeu palestinien serait devenu un « fardeau stratégique », alors qu'un « monde arabe pragmatique » constate que sa plus importante menace n'est pas Israël, mais plutôt notamment l'Iran, le djihadisme-salafisme et l'islam politique et qu'Israël peut en fait s'avérer « le meilleur allié qu'ils peuvent avoir dans la région et l'allié le plus fiable qu'ils peuvent avoir dans la région »:

[...] when [the Arab countries] understood that the US was going to withdraw from the Middle East, they felt betrayed by the Americans, and they understand that Israel is the only country here in the region that has the capacities - the military capacities, the intelligence capacities, and political capacities - to tackle the Iranian threat, and to assist them to tackle the threat of the political Islam of djihadiya-salafiyya. (Entrevue avec Kobi Michael, 18 décembre 2019).

Pour Michael, l'enjeu palestinien gênait autrefois cette possibilité stratégique de coopération qui voit petit à petit le jour. Néanmoins, ces relations avec les pays du Golfe demeurent encore discrètes: « They prefer to do the things under the table »<sup>100</sup>. Aussi, avant d'établir des relations officielles, ces pays disent souhaiter qu'Israël démontre davantage de progrès dans sa volonté de résoudre l'enjeu palestinien ou encore un engagement de la part de Washington de prendre des actions plus décisives envers l'ennemi commun iranien (Guzansky et Shapiro, 2019).

---

99 Kobi Michael, Dan Schueftan, Ibrahim Rabaia, Anshel Pfeffer et Wadea Awawdeh.

100 Intervention d'Udi Dekel « The Israeli national security concept », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv.

Le réchauffement résonne parmi l'opinion publique arabe. Fin 2018, deux tiers des répondants d'un sondage du *Washington Institute for Near East Policy* se disaient favorables à ce que « les pays arabes jouent un rôle dans les pourparlers de paix israélo-palestiniens, en offrant aux deux parties des incitatifs à modérer leurs positions », tout en ne soutenant pas forcément un réchauffement des liens qu'ils soient en matière de technologie, de lutte contre le terrorisme ou contre l'Iran (*Washington Institute for Near East Policy*, 2019). Yoel Guzansky et Daniel B. Shapiro expliquent cette réticence à prévoir: « The effects of decades of anti-Israel and even anti-Semitic messages in the Saudi news media, and the longstanding sympathy that Arab publics feel for the Palestinian cause, will not disappear in the near term » (Guzansky et Shapiro, 2019).

*“The Palestinians – they are losing everything, and the last thing they are losing now is hope.”*

Khaldoun Barghouti, journaliste palestinien<sup>101</sup>

## **Chapitre 8 : POLITIQUE CHEZ LES PALESTINIENS**

Si l'on note un détachement entre sociétés et sphères politiques palestiniennes, ces dernières rythment pourtant le quotidien palestinien. Que ce soit les affiches placardées sur les murs, une forte présence des autorités dans les rues, les rassemblements d'associations liées aux principaux partis palestiniens, un curriculum scolaire aux odeurs de lutte nationale, le quotidien palestinien demeure rythmé par la politique palestinienne, ce, avant tout, en raison du conflit. Puisque faut-il le rappeler, dans la région, conflits et politique se font indissociables.

Ainsi, afin de comprendre le contexte dans lequel se déploie l'impasse du conflit israélo-palestinien, il importe d'analyser la politique chez les Palestiniens, une politique qui, notamment en raison des particularités sociales palestiniennes, en fait un sujet fascinant et complexe.

### **8.1 Faiblesses internes du camp palestinien**

Dans un précédent chapitre (**chapitre 6**), Kobi Michael avait attribué l'impasse politique aux faiblesses de chaque partie au conflit. En observant la politique israélienne, nous avons notamment relevé une pression des groupes nationaux-religieux sur l'appareil politique. L'aspect n'est toutefois pas propre à la politique israélienne. En entrevue avec Yohanan Tzoreff, ce dernier n'avait en effet pas hésité à faire un parallèle entre les systèmes politiques israélien et palestinien.

---

101 Entrevue avec Khaldoun Barghouti le 6 avril 2020.

Pour lui, l'immobilisme des deux leaders, Benyamin Netanyahou et Mahmoud Abbas, dans le dossier du conflit israélo-palestinien est indissociable de la pression similaire que leurs « groupes nationaux religieux » font porter sur eux. Tzoreff est ainsi d'avis que, des deux côtés, les leaders politiques en sont rendus à l'étape où ils devraient prendre de lourdes décisions. Il évoque le terme en hébreu « *basar chai* »<sup>102</sup> pour témoigner de la représentation que se font les deux parties des concessions qu'ils « devraient » faire pour sortir de l'impasse: « We need to take decisions that have to take our body. Both sides think so. » (Entrevue, 19 décembre 2019). Or, ni les leaders ni leur base nationale-religieuse n'y sont prêts.

### 8.1.1 *Un conflit fratricide: Fatah / Hamas*

Les faiblesses au sein du camp palestinien ne sauraient toutefois se limiter au frein garanti par sa base nationale-religieuse. Pour Yohanan Tzoreff, la scission au sein du panorama politique palestinien, avec le Fatah en Cisjordanie et le Hamas dans la bande de Gaza, a tout à voir avec le conflit israélo-palestinien: « the reason for the split between Hamas and Fatah is about the question of how to deal with Israel » (Entrevue, 19 décembre 2019). Pour Tzoreff, c'est du même coup ce qui offre une part de légitimité à l'Autorité palestinienne: « the sense of its power is the success in making negotiation with Israel ». Les négociations avec Israël sont ainsi présentées comme le terrain sur lequel l'Autorité ou l'OLP établissent leur plateforme, se présentant comme l'unique partenaire palestinien lors de pourparlers— contrairement au Hamas. Pour Tzoreff néanmoins, si l'Autorité palestinienne a plus de pouvoir publiquement, mais ce n'est pas suffisant pour prendre des décisions historiques de l'ampleur de celles qui devraient être prises afin de régler le conflit israélo-palestinien (Entrevue, 19 décembre 2019). De son côté, l'ancien homme à la tête du COGAT Grisha Yakubovich croit également que la division interpalestinienne est un élément ayant renforcé l'impasse politique. Selon l'homme, puisque Mahmoud Abbas « considère parler au nom d'une entité à Gaza, qu'il considère comme faisant partie de de lui », pendant que la réalité est autre, « Israël ou Bibi Netanyahou ne l'ont pas pris au sérieux » lorsqu'il souhaitait discuter de paix (Entrevue 24 mars 2020). En entrevue, Yakubovich se rappelait notamment qu'en 2013-2014, Kerry avait souhaité « discuter de Gaza plus tard, [...] dans le futur » afin de pouvoir

---

102 « Chair vivante » en hébreu.

en arriver à un accord préliminaire. Selon Yakubovich, Kerry n'avait simplement pas compris l'obstacle que la division représentait. Pendant ce temps, Abbas avait insisté pour parler de Gaza, bien qu'il ne puisse réellement représenter le Territoire (Entrevue 24 mars 2020).

Ainsi, selon Stéphane Amar, le schisme au sein des Palestiniens « constitue probablement le principal obstacle sur la route d'un État palestinien » (Amar, 2018 : 129). Kobi Michael est également d'un avis similaire. Selon lui, le conflit interne entre les diverses factions palestiniennes, complique certainement le panorama politique dans la région, mais également la viabilité d'une solution à deux États. Aussi, cette scission interne de l'arène palestinienne sape, selon Michael, internationalement la stabilité de l'Autorité palestinienne, affaiblissant considérablement tant l'Autorité, Mahmoud Abbas que le Fatah. Par conséquent, les Palestiniens se trouvent dans une impasse interne, s'ajoutant à celle avec l'État d'Israël.

Kobi Michael note ainsi que les Palestiniens doivent déployer différentes stratégies sur quatre fronts, comme suit:

- **Domestique:** Conflit avec le Hamas, toutes les questions de légitimité de l'AP, de la présidence palestinienne et des institutions palestiniennes, etc.
- **Israël:** Impasse politique
- **Régional:** Avec les pays arabes qui changent leur fusil d'épaule
- **International:** Principalement les États-Unis « qui sont encore l'acteur le plus influent dans la région » et dont ils ont perdu le soutien (Entrevue avec Kobi Michael, 18 décembre 2019).

Dans cette région du monde et surtout compte-tenu de l'état de la cause palestinienne à l'international, les Palestiniens se trouvent dans une bien complexe position renforçant du même coup l'affaiblissement tant des camps politiques palestiniens que d'un projet commun. Gilles Paris, qui fut correspondant à Jérusalem puis chef du service International au journal *Le Monde*, croit ainsi que les Palestiniens seraient en voie de « dépalestinisation ». Selon lui, depuis la mort d'Arafat, en raison de nombreux facteurs, dont ceux soulevés précédemment par Kobi Michael,

les Palestiniens auraient « perdu la main sur le plan politique » et seraient désormais « à la remorque d'agendas régionaux et internationaux » (Dercansky, 2010 : 280).

### *8.1.2 Quelle démocratie dans les territoires palestiniens?*

Dans le chapitre théorique de ce mémoire, nous évoquons les résultats des chercheurs sur les différences d'usage du conflit en tant que diversion dans les régimes démocratique et autocratiques. Tel que nous l'avions soulevé dans ce chapitre, lorsque les leaders tentent de faire détourner l'attention du public des enjeux domestiques, la stratégie de la diversion serait davantage utilisée chez les acteurs démocratiques, tandis que, dans les régimes moins démocratiques, on aurait davantage tendance à faire usage à la répression.

Sur ce sujet, il vaut d'ailleurs de soulever l'état discutable de la démocratie dans les territoires palestiniens, un fait qui n'est pas moins multi-factoriel et dont l'implication de l'État d'Israël ne peut être soustraite.

De fait, les dernières élections présidentielles dans les Territoires palestiniens remontent à 2005, tandis que les législatives, à 2006. Mahmoud Abbas se trouve ainsi actuellement à sa 15e année d'un mandat présidentiel qui devait en durer quatre. Quant aux élections législatives de 2006, la victoire du Hamas, causant une frousse de la part de la communauté internationale, signa également le renouveau du perpétuel affrontement Hamas-Fatah et creusa d'autant plus le fossé entre les deux territoires palestiniens. Ainsi, l'Autorité palestinienne, malgré des élections dites démocratiques, demeure, en Cisjordanie, sous l'autorité du président Mahmoud Abbas, tandis que, dans la bande de Gaza, c'est sous celle d'Ismaïl Haniyeh, du Hamas.

Depuis, malgré des spéculations concernant de futures élections à venir, les Territoires connaissent une dérive autoritaire sur de nombreux points de la vie quotidienne palestinienne. En entrevue, éditeur-en-chef de *+972 Magazine* Edo Konrad rappelait certaines ironies de la

présidence de Mahmoud Abbas: « Abbas would perform that role of that person who would also enter these peace negotiations, [...] while at the same time, deepened the oppression of its own people ». Konrad rappelait à titre d'exemple que, quelques semaines avant notre entrevue en décembre 2019, l'Autorité palestinienne avait fermé de nombreux sites web critiquant le régime en Cisjordanie (Entrevue 10 décembre 2019).

## **8.2 Intérêts nationaux palestiniens**

Parler d'intérêt national pour les Palestiniens s'avère chaque jour plus complexe du fait des divisions au sein des populations palestiniennes. Au 21<sup>e</sup> siècle, on ne se réfère plus « aux Palestiniens » de la même façon qu'en 1930 ou en 1948, alors que cette identité était déjà contestée. Aujourd'hui, la population arabe qui vivait jadis en Palestine mandataire est plus que jamais plurielle. Cette pluralité d'identité nationale n'est certes pas propre aux Palestiniens, regardons simplement la contre-partie israélienne avec ses origines ashkénazes, séfarades, mizrahim, arabes, chrétiennes, haredim, éthiopiennes, etc., mais les réalités palestiniennes, tellement divergentes, méritent d'être soulevées.

À ce sujet, Ibrahim Rabaia soulevait la difficulté de parler d'« Intérêt national palestinien »: « we are Palestinians and not Palestinian » (Entrevue 16 mars 2020). Aujourd'hui, la plupart des observateurs parlent d'un minimum de trois « Palestiniens », sinon quatre ou cinq: les Palestiniens de Cisjordanie, ceux de la bande de Gaza, les Arabes israéliens, les Est-Hiérosolymitains, ainsi que les Palestiniens de la diaspora. Pour cette raison, le journaliste Anshel Pfeffer ne croit pas que les Palestiniens, aujourd'hui, partagent un même intérêt national ni que « [Mahmoud] Abbas parle pour tous les Palestiniens » (Entrevue 10 février 2020). Pour Ibrahim Rabaia, c'est justement en raison de son identité plurielle (palestinienne, arabe, islamique, etc.), ainsi que de sa polarisation, que la société palestinienne n'arrive pas à définir ce à quoi elle aspirerait pour le futur (Entrevue 16 mars 2020). Dans les Territoires, les plus libéraux côtoient en effet les supporteurs d'idéologies des plus extrêmes.

Pour sa part, après avoir passé des « centaines » voire des « milliers d'heures à négocier avec les Palestiniens », Gilead Sher tente néanmoins d'identifier un intérêt national palestinien allant comme suit: « to obtain self-determination for the Palestinian people in their own state, perhaps demilitarized, perhaps not, a full fledged sovereign state, but a state of their own in part of British Mandatory Palestine, mainly the West Bank and the Gaza Strip » (Entrevue, 3 mars 2020). Or, il vaut de se questionner. Sher, comme de nombreux observateurs, ne fait-il que répéter ce qu'il entend de la bouche des leaders palestiniens avec lesquels il a négocié ou parle-t-il au nom des populations palestiniennes?

Questionnés sur le sujet de leurs principales aspirations, en **2009**, 49% des Palestiniens disaient avoir comme principal objectif sur le long terme de « conclure un accord de paix avec Israël pour établir un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale », 23% croyait que l'objectif principal était de « conquérir l'État d'Israël et de détruire sa population juive », 16% que l'objectif était de retourner, par la force, à une « Palestine du fleuve [Jourdain] à la mer » sous souveraineté arabe, alors que 10% disait que le but était de « forcer Israël à mettre fin à l'occupation et se retirer aux frontières de 1967 sans accord de paix ». <sup>103</sup>

Une décennie plus tard, à la fin **2019**, 44.4% des Palestiniens disaient toujours avoir comme principal objectif national le « retrait israélien aux frontières de 1967 et la création d'un État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza avec Jérusalem-Est pour capitale », tandis que 32,7% voyait comme principal objectif palestinien celui d'« obtenir le droit de retour des réfugiés dans leurs villes et villages de 1948 ». <sup>104</sup> Dans le même sondage du *Palestinian Center for Policy and Survey Research* à la fin 2019, une majorité de Palestiniens disait, au sujet des relations avec Israël, préférer l'option d'obtenir un accord avec l'État hébreu (29%), comparativement au maintien du statu quo (14,7%). L'option la plus populaire néanmoins demeurait celle de la lutte armée contre l'occupation (38.7%). Ce résultat témoigne néanmoins de l'énorme fossé entre les Palestiniens de la bande de Gaza, préférant la lutte armée à 50,3%, tandis

---

103 « Poll Number (34) », *Palestinian Center for Policy and Survey Research*, 12 décembre 2009.

104 « Public Opinion Poll No. 74 », *Palestinian Center for Policy and Survey Research*, 25 décembre 2019.



que les Palestiniens interrogés de Cisjordanie supportaient à la lutte armée à 30,9% et préféraient en majorité (33,7%) un accord.<sup>105</sup>

**Q65) The following four possibilities refer to your views about what to do now about Israeli-Palestinian relations, which one is the most preferred to you:**

1) Maintain the status quo	14.7%	15.6%	13.5%
2) Wage an armed struggle against the Israeli occupation	38.7%	30.9%	50.3%
3) Wage an unarmed struggle against the Israeli occupation	13.7%	15.2%	11.3%
4) Reach a peace agreement with Israel	29.0%	33.7%	21.7%
5) Other:	.6%	.9%	.1%
6) DK/NA	3.4%	3.6%	3.0%

**Illustration 7:** Sondage « Public Opinion Poll No. 74 », *Palestinian Center for Policy and Survey Research*, 25 décembre 2019.

Ainsi, bien que nous ne puissions affirmer que la création d'un État palestinien de l'ordre de l'intérêt national pour les Palestiniens, de façon tranchante, selon le journaliste Anshel Pfeffer, elle est fait néanmoins partie des principales aspirations nationales de ceux-ci (Entrevue, 10 février 2020).

### 8.3 Intérêts personnels des leaders vs intérêts nationaux chez les Palestiniens

Depuis 1948, la relation entre intérêts personnels des leaders et intérêts nationaux palestiniens a certes fluctué. Dalal Iriqat rappelle que les époques ont changé. Le statut de « père », de leader, d'icône national accordé à Arafat provient du contexte dans lequel le leader s'est déployé. À l'époque, « il y avait de la confiance, il y avait de l'espoir, il y avait des rêves, il y avait une sorte de relation de paternité envers le peuple palestinien » (Entrevue, 18 mars 2020).

---

<sup>105</sup> « Public Opinion Poll No. 74 », *Palestinian Center for Policy and Survey Research*, 25 décembre 2019.

Or, bien qu'ils divergent sur de nombreux points, selon la lecture qu'en fait le diplômé de l'université Birzeit, tant Arafat qu'Abbas auraient suivi un même mode d'opération: faire converger tous les pouvoirs vers une seule autorité, reconstruire le récit de manière à ce que les Palestiniens « acceptent » leur leadership et leur « nouveau récit » (Entrevue, 27 février 2020). Selon la plupart des observateurs toutefois, le rapport qu'entretiennent les populations envers les deux leaders divergent. Pour Alaa Daraghme, Abbas est loin de la « Rue palestinienne. Loin ». En entrevue, le journaliste déclare, non sans démontrer une certaine touche de nostalgie de l'ère Arafat:

Yasser Arafat was so close to the people. I remember during the second intifada, when we were at school, every week, we would go to support Yasser Arafat at al-Muqata, [...] he used to go and kiss us. If we wanted to go to the street, Yasser Arafat would never close the street. Now, if Abbas wants to cross the street, all the street is closed to protect him (Entrevue, 11 février 2020).

Les participants sont donc d'accord. Le rapport à leurs populations divergent donc entre les leaders Yasser Arafat et Mahmoud Abbas, mais cela signifie-t-il que ce dernier soit complètement détaché de l'intérêt national palestinien ou qu'il mette de l'avant ses propres intérêts avant ceux des populations palestiniennes? Observons dans le chapitre qui suit.

*“I am just a lucky guy that is free today  
in this big jail. So from this small jail  
that I was into this big jail”<sup>106</sup>*

*“[Mahmoud Abbas] would rather be President of  
a real State and not somebody who is just the  
mayor of Ramallah”*

Anshel Pfeffer, journaliste israélien<sup>107</sup>

## Chapitre 9 : MAHMOUD ABBAS

Selon notre hypothèse le calcul d'intérêts politiques que Mahmoud Abbas effectuerait consisterait à préférer maintenir l'impasse dans le conflit, afin de créer une diversion des enjeux domestiques, ainsi que de continuer à légitimer tant sa propre position que la nécessité-même de l'existence de l'Organisation de libération de la Palestine, de l'Autorité palestinienne, ainsi que du parti politique palestinien Fatah. Dans ce chapitre, nous observerons ainsi si le président Abbas fait usage de la diversion, quels seraient ses intérêts à le faire et, ultimement, si la stratégie adoptée colle à l'Intérêt national palestinien.

### 9.1 Abbas souhaite-il la paix?

Des propositions ont été faites à Abbas sous les premiers ministres israéliens Ehud Barak (2000), Ehud Olmert (2009), toutes refusées ou demeurées sans réponse. Encore aujourd'hui, le journaliste palestinien Alaa Daraghme rappelle que lui comme les Palestiniens se questionnent à

---

106 Diplômé de l'université de Birzeit, libéré en 2007 de prison israélienne dans le cadre d'une « *mahava* » (« geste » en hébreu, en référence au pardon octroyé aux prisonniers). Citation tirée de notre entrevue le 27 février 2020.

107 Entrevue avec Anshel Pfeffer le 10 février 2020 dans un café de Jérusalem.

savoir pourquoi Abbas n'a pas accepté une offre telle que celle faite par Olmert. Aujourd'hui, ils s'en mordent bien les doigts (Entrevue, 11 février 2020). En 2009, l'idée de création d'un État palestinien avait resurgi. À l'époque du discours de Bar Ilan, Netanyahu disait ne pas s'y opposer. Une condition devait toutefois être remplie: les Palestiniens allaient devoir reconnaître Israël comme « État juif ». Cette condition fut alors balayée par le président palestinien Mahmoud Abbas, au bénéfice des supporteurs de l'idée selon laquelle la paix est bloquée par les Palestiniens et non pas Israël. Vérifions donc. Le leader palestinien Mahmoud Abbas, au cours de la période 2009-2019, a-t-il travaillé en faveur d'un règlement de conflit ou a-t-il plutôt préféré l'impasse?

Dans un article sur les raisons derrière l'absence de printemps arabe dans les territoires palestiniens, Aaron David Miller expliquait que tant l'occupation que les divisions géographique et politique intra-palestiniennes en sont les principales causes. À l'époque des Printemps arabes, renverser les régimes en place avait vraisemblablement risqué de mener à ce que David Pollock, directeur du projet Fikra de la *Washington Institute*, avait nommé « intrafada » (Miller, 2019). Dans son article, Aaron David Miller se rappelait un Yasser Arafat lui ayant un jour partagé: « You shouldn't wait for revolutions in Palestine. Palestinians will always be angrier at the Israelis than they will ever be at me » (Miller, 2019). Suivant le postulat de son prédécesseur, Mahmoud Abbas a-t-il donc intérêt à rechercher la paix s'il sait pertinemment que de maintenir le conflit actif lui permet de conserver l'État d'Israël comme bouc émissaire et non pas les élites politiques palestiniennes?

Aujourd'hui, selon Mohammed Dajani Daoudi, le problème avec Abbas est que le leader tient un double discours. S'il « parle de paix, il ne la pratique pas »: il rencontre des Israéliens, tout en permettant le boycott et l'anti-normalisation au sein de l'Autorité, évoque la paix et la diplomatie, mais n'utilise pas leurs outils, parle de l'holocauste, mais empêche de l'enseigner etc. Cela, Mohammed Dajani Daoudi le sait d'ailleurs par expérience. L'homme avait beaucoup fait parler de lui en 2014, tant en Israël que dans les territoires palestiniens, alors que, directeur de l'Institut d'études américaines de l'université Al-Quds de Jérusalem, il avait conduit un groupe d'étudiants

palestiniens à Auschwitz dans le cadre d'un voyage de terrain sur le thème de l'Holocauste. À l'époque, Daoudi avait non seulement perdu son emploi, mais avait également reçu des menaces de mort et vécu du mépris de la part de collègues qui le percevaient comme un « traître », comme un « collaborateur », etc. (Entrevue avec Mohammed Dajani Daoudi, 9 décembre 2019).

Pour le chercheur israélien Shlomo Brom, ayant notamment participé aux pourparlers avec les Palestiniens au cours des années 1990, Mahmoud Abbas a « éventuellement préféré l'impasse politique » au règlement, mais a été « poussé dans cette situation ». Selon le chercheur, pour des raisons politiques, notamment en raison de ses faiblesses, Abbas n'a pas été en mesure de prendre de décisions « difficiles » et/ou « controversées » (Entrevue 6 février 2020). C'est également ce qu'en pense le journaliste Gideon Levy. Lorsque je lui demande s'il croit que Mahmoud Abbas a désiré cette impasse du conflit, le journaliste est catégorique: « No, not at all, but Abbas is helpless, totally helpless ». Levy s'interroge sur les possibilités du leader:

The Palestinians tried everything. They tried violence, they tried terror, they tried kidnapping of airplanes, they tried diplomacy, they tried violent protests, they tried everything. Nothing is working for them. They are totally smashed and very very weak (Entrevue, 15 décembre 2019).

Aussi, rappelons-le, Gideon Levy disait au sujet d'Abbas qu'il était prêt à négocier, qu'il était « tellement flexible que c'en était presque embarrassant » (Entrevue avec Gideon Levy, 15 décembre 2019). Embarrassant pour sa réputation, mais surtout pour son image auprès de populations palestiniennes qu'il représente et auprès desquelles cette flexibilité ne fait pas nécessairement l'unanimité. Shlomo Brom se rappelle d'ailleurs de conversations qu'il a eues avec Mahmoud Abbas dans la capitale jordanienne Amman dans lesquelles il s'avouait « prêt à payer un prix pour ses vues, pour ses positions » (Entrevue avec Shlomo Brom, 5 février 2020). À l'époque de la seconde intifada notamment, Abbas s'était opposé à l'usage de la violence et avait été isolé, avait dû quitter la Cisjordanie et s'installer dans la capitale jordanienne. À l'époque néanmoins, puisqu'il était devenu clair qu'il succéderait éventuellement à Arafat, Abbas pouvait se permettre d'être mis de côté pour un temps. Il ne se sentait pas aussi « faible » qu'aujourd'hui. Ce prix, aujourd'hui, peut-être qu'Abbas hésiterait à le payer (Entrevue 5 février 2020).

Selon Shlomo Brom ainsi, Abbas n'a désormais plus le luxe d'accepter n'importe quelle proposition pour la simple et unique raison qu'on ne lui fait plus de propositions réalistes et qu'il n'a aucun incitatif. Puis, si la période d'impasse politique, de non-résolution du conflit, l'affaiblit politiquement, ultimement, accepter quelque proposition l'affaiblirait encore plus (Entrevue 5 février 2020).

Il importe ici de comprendre la position glissante qu'occupe Mahmoud Abbas envers les Palestiniens. Dans l'intérêt des Palestiniens, Abbas se trouve à devoir trouver une solution avec Israël, il doit donc négocier. D'autre part, il ne peut perdre de vue, certes les besoins premiers des Palestiniens, mais surtout leurs exigences dans le cadre de négociations avec Israël. La lutte nationale et sa légitimité en dépendent. Le diplômé palestinien en études israéliennes de l'université Birzeit explique ainsi la difficile position d'Abbas:

Abu Mazen is trapped somehow about his own dreams, about peace process, his leadership, and the narrative, the structure of resistance that he has built, because he is a part of an organization – Fatah and PLO – that believes in the State of Palestine (Entrevue, 27 février 2020).

Ainsi, dès lors que Mahmoud Abbas se montre prêt à négocier, prêt à concéder, dans le but d'obtenir un règlement au conflit, alors que cette ouverture est notée et félicitée par la communauté internationale, elle est beaucoup moins populaire au sein des populations palestiniennes qui peuvent accuser Abbas de vouloir « vendre la Palestine ».

Néanmoins, le journaliste palestinien Alaa Daraghme rappelle la position de désavantage dans laquelle se trouvent les Palestiniens aujourd'hui. Des plans tel que celui proposé par l'administration américaine de Donald Trump au début de l'année 2020 montrent bien le peu de poids que les Palestiniens détiennent toujours dans les pourparlers. Pourtant, cette réalité ne semble pas saisie de tous et Abbas ne se fait offrir de feu vert de sa population afin d'en arriver à quelque entente avec Israël. Abbas se trouve ainsi paralysé. Qu'il soit proactif ou non, il recevra des critiques: « If he signed about 22%-29% of the historical Palestine, what would they

say? Even if he got 69% of the West Bank, what would they say? » (Entrevue avec Alaa Daraghme, 11 février 2020).

Le diplômé de l'université Birzeit évoque bien le sentiment de nombreux Palestiniens à propos d'Abbas en entrevue:

I think it is sensitive to say, but I need to say it as a scholar. *(Long pause)* He [Mahmoud Abbas] replaced the flag we used to raise, to believe in, he replaced this flag for a white flag that we surrender and we are waiting for someone from outside to give us the hand. And somehow we believe all this happened not for the Palestinian interests but for his and his own part of leader's interests. It is hard to say that, because I am part of this house. So he owns the house, but he rebuilt the house in a way to stand on the status quo not to fight (Entrevue, 27 février 2020).

Le fossé s'agrandit donc entre Abbas et les Palestiniens. Dans un propos controversé l'universitaire israélien Dan Schueftan voit en Abbas

somebody who rejects a major kind of terrorism, but is not willing to deal with the Palestinian ethos that “terrorist” is the ultimate Palestinian hero and the only role-model of the Palestinian society, and a complete inability to even discuss seriously the commitment to the right of return and the right of return is a 100 times more important than anything else put together (the security issues, the Jerusalem issues, etc.) (Entrevue, le 30 mars 2020).

Partageant son expérience personnelle Mohammed Dajani Daoudi avouait d'ailleurs qu'une partie du problème auquel il faisait face en tant que pacificateur ou conciliateur était de se voir nier l'enseignement, la discussion. Au sujet du curriculum palestinien, Dajani Daoudi avançait ainsi: « Don't say it is national education, this is war education » (Entrevue 9 décembre 2019).

Les propos de Schueftan ou de Dajani Daoudi résonnent également chez le diplômé palestinien qui estime que le leadership palestinien est prisonnier de la trame narrative politiques et son désir de se maintenir au sommet de l'Autorité. Les leaders palestiniens se montrent donc inflexibles: « You will never find a leadership that will jump and say that we will abandon the right of return,

etc. » (Entrevue, 27 février 2020). Denis Charbit explique ainsi la position glissante du président palestinien:

Cette difficulté ne relève pas d'une mauvaise foi de sa part. Elle rend compte de son incapacité, au moins tant qu'il y aura des réfugiés de la première génération, à abandonner ce projet de retour en leur foyer natal qui a nourri l'imaginaire politique des Palestiniens – à peine avaient-ils quitté leurs villages ou après en avoir été expulsés (Charbit, 2015)

Mahmoud Abbas se trouve ainsi dans une position bien difficile, complexifiant certes ses réelles capacités d'actions. L'impasse peut donc être renforcée par ce peu de latitude du président, mais peut-elle également être désirée par Mahmoud Abbas pour ses propres intérêts?

### 9.1.1 Abbas fait-il usage de la diversion?

Tout comme nous l'avons précédemment fait dans le cadre de la politique israélienne sous Netanyahu, il importe d'observer les éléments de la théorie de la diversion dans le contexte politique palestinien sous la présidence de Mahmoud Abbas pour la décennie 2009 à 2019.

Éléments de la théorie de la diversion	Contexte politique palestinien sous Mahmoud Abbas de 2009-2019
Interaction entre politiques internes et externes	✓
Utilisation du conflit afin de détourner l'attention de la population	✓
Présence d'un bouc-émissaire ( <i>out-group</i> ) et d'un <i>in-group</i> qui se rallie derrière le leader	✓
Réciprocité entre opinion publique et élites politique	✓
Possible polarisation de la politique	✓

**Tableau 3:** Vérification des éléments de la théorie de la diversion dans le contexte politique palestinien sous la présidence de Mahmoud Abbas de 2009-2019.

De la même façon qu'avec Netanyahu et la politique israélienne sur le conflit, la théorie



s'applique également à la politique palestinienne sur cette dernière, présentant tous les éléments de la théorie de la diversion. Un élément ressort toutefois particulièrement: la polarisation de la politique, illustrée par le schisme Hamas-Fatah, mais pas uniquement.

## **9.2 Les intérêts de Mahmoud Abbas**

Parmi les intérêts potentiels attribués au président palestinien, les participants dans le cadre de cette recherche ont identifié: le maintien au pouvoir, la préservation d'un legs, la conservation de ses propres intérêts politiques, ainsi que de ceux qui l'entourent, mais également et, si simplement, la préservation de sa propre vie. Effectivement, sur ce dernier aspect, Edo Konrad n'hésite pas à avancer que, pour Mahmoud Abbas, le conflit consiste de fait en un « enjeu de survies politique et physique » (Entrevue 10 décembre 2019).

Les intérêts personnels peuvent-ils ainsi prendre le dessus? Tel que le fait remarquer Anshel Pfeffer en entrevue, « usually, if you go into politics, it's not just to have a nice house, to give a job to your children, etc. If so, you would rather be a banker » (Entrevue le 10 février 2020). À cet effet, Pfeffer rappelle qu'ultimement, Abbas n'a encore « rien de ce qu'un chef d'État détient normalement »: liberté de voyage, souveraineté, ni même un État qui correspond à plus que quelques enclaves de Ramallah ou de Qalqilya (Entrevue avec Anshel Pfeffer, 10 février 2020)<sup>108</sup>. Toutefois, bien que la présidence de Mahmoud Abbas soit échue depuis janvier 2009, lors de la rédaction de ce mémoire, l'homme politique maintenait toujours ses trois chapeaux à la tête de l'Autorité palestinienne, de l'OLP, ainsi que du Fatah. Ainsi, Mahmoud Abbas a certes su à travers ces années se maintenir au pouvoir, mais, pour Anshel Pfeffer, la situation du leader ne fait pas envier: « [Mahmoud Abbas] would rather be president of a real state and not somebody who is just the mayor of Ramallah » (Entrevue 10 février 2020).

Néanmoins, maintenir cette impasse dans le conflit pourrait s'avérer dans l'intérêt du pouvoir en

---

<sup>108</sup> Propos aussi soulevé par Dalal Iriqat: « He is the most unfortunate president on earth. He is living under occupation, if he wants to move as a president, he needs the permission from the Israeli side. I don't think he is enjoying what any president in the whole world [...] enjoying » (Entrevue, 18 mars 2020).

place, de Mahmoud Abbas, l'Autorité palestinienne, l'OLP et du Fatah afin d'occulter une série d'enjeux domestiques, notamment une société palestinienne divisée, des enjeux de corruption au sein du pouvoir, ainsi que des conditions socio-économiques difficiles.

### 9.2.1 *Surpasser les schismes palestiniens*

Tel que nous le soulevions précédemment, ayant évolué dans des univers différents, la société palestinienne est aujourd'hui divisée tant géographiquement que sociologiquement. La notion de l'intérêt d'une cause commune afin de surmonter les antagonismes (Simmel, 1955) dans le cas de la société palestinienne est particulièrement pertinente et mérite donc d'être investiguée.

Dans la théorie de la diversion, Jack S. Levy évoque l'utilisation de bouc émissaire, afin de resserrer les liens d'un *in-group* qui se rangerait, ensemble, derrière un leader ou derrière l'État (Levy, 1988 : 665). Transposant ce postulat dans le contexte du conflit israélo-palestinien, Abbas pourrait ainsi avoir intérêt à maintenir l'impasse dans la mesure où c'est précisément le conflit qui légitime son rôle à la tête des Palestiniens. On constate aussi que ce conflit rassemble sous une même bannière des Palestiniens qui n'ont plus en commun que la lutte soit contre l'État d'Israël, soit pour la création d'un État palestinien. Nous l'avons d'ailleurs vu avec l'émergence d'un sentiment identitaire « palestinien » suite à la création d'Israël, lorsque les Arabes vivant dans la Palestine sous mandat britannique s'étaient reconnus dans un *in-group*, face à un *out-group*, aussi « palestinien », entendu ici comme « habitant de la Palestine mandataire », mais juif. Rappelons d'ailleurs sur ce sujet les propos qu'avait tenus, en 1970, l'ex-première ministre israélienne Golda Meir à l'émission britannique *This Week* au sujet d'une identité palestinienne qui était basée non pas sur la religion ou l'ethnie, mais plutôt sur l'appellation de l'époque du pouvoir en place :

East of West Bank was Palestine. I am a Palestinian. From 1921 until 1948 I carried a Palestinian passport. There was no such thing in this area as Jews, and Arabs, and Palestinians. There were Jews and Arabs.<sup>109</sup>

---

109 Extrait d'une entrevue de l'ex-Première ministre israélienne Golda Meir à l'émission « This Week », *Thames Television*, 1970.

Dès 1948, le conflit avait ainsi rassemblé non seulement les Arabes palestiniens, mais les pays arabes avoisinants sous un combat commun, renforçant le sentiment identitaire arabe palestinien. Dans ses travaux, le sociologue Lewis Coser dont nous avons fait mention précédemment, prévenait toutefois de l'importance d'avoir un niveau préalable minimal de cohésion du *in-group* et une menace perçue pour tout le groupe comme un tout, sans quoi le *in-group* risquait la désintégration et les conflits internes (Coser, 1956). Si l'on observe que les Palestiniens, dans le conflit, ont su surmonter certains antagonismes à travers le temps, ils n'ont pu prévenir la division Hamas-Fatah, une division qui, à certains moments, a cédé à des épisodes violents de conflit interne.

### *9.2.2 Diverger l'attention d'une corruption bien connue*

Les Palestiniens sont également très conscients du niveau de corruption de leurs instances politiques. Bien qu'une grande confiance soit remise entre les mains des autorités, observable notamment à travers le concept de « seigneurité » des sociétés palestiniennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie, nombreux Palestiniens se sentent également complètement détachés du pouvoir et préfèrent ne s'en remettre qu'à eux-mêmes. En effet, pour ceux-ci les élites politiques palestiniennes sont aujourd'hui bien détachées de leurs sociétés et n'ont comme priorités que leurs propres intérêts. C'est d'ailleurs ce glissement de l'intérêt national vers l'intérêt personnel qui permet aujourd'hui ce qui est généralement connu comme un degré de corruption impressionnant de l'appareil politique palestinien.

Le journaliste Alaa Daraghme se questionne ainsi. Pour lui, le leadership palestinien doit vraisemblablement tirer profit de l'Autorité sans quoi il ne la dissoudrait, au point d'inefficacité qu'elle démontre. Daraghme évoque ainsi un sentiment bien présent au sein des populations de Cisjordanie que j'ai côtoyées: « The Palestinian leadership receives benefits from the PA. If they didn't have benefits, they would dissolve it now. They are working on it – to resolve the conflict. They get benefits. If they didn't, they would dissolve it » (Entrevue, 11 février 2020).

### 9.2.3 *Des conditions socio-économiques difficiles*

Le pouvoir en Cisjordanie pourrait également avoir intérêt à user du conflit afin de détourner l'attention de la situation socio-économique difficile des Palestiniens et du mécontentement que celle-ci engendre.

En entrevue, le chercheur Kobi Michael rappelait qu'avec une situation économique difficile, l'Autorité palestinienne était désormais « entièrement dépendante de l'économie israélienne » et qu'un nombre grandissant de permis de travail étaient octroyés aux travailleurs palestiniens, notamment gazaouis, pour un salaire trois à quatre fois celui qu'ils feraient en travaillant en Cisjordanie (Entrevue, 18 décembre 2019).<sup>110</sup>

Ainsi, si la situation économique des Palestiniens de Cisjordanie fait bonne figure comparativement à leurs voisins arabes, les Palestiniens hors-Israël sont bien conscients de la disparité tangible entre leurs possibilités économiques et celles israéliennes, ce, non sans provoquer sentiments d'envie, d'injustice et de mécontentement, notamment envers leurs propres autorités.

### **9.3 Une impasse bénéfique à Mahmoud Abbas?**

Alors que Kobi Michael évoque une perte de légitimité du président Abbas,<sup>111</sup> le statu quo lui serait-il bénéfique afin de la surmonter ou en serait-il plutôt à la source? Nous avons ainsi questionné les participants afin de savoir s'ils croyaient que l'impasse avait été désirée par Mahmoud Abbas. Dans une large majorité<sup>112</sup>, les observateurs palestiniens ne croyaient pas qu'elle avait été désirée, mais la percevaient plutôt comme imposée de par une l'accumulation de circonstances en défaveur des Palestiniens. Du côté des observateurs israéliens, les résultats ne

---

110 Propos recueillis lors de l'intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'INSS, Tel-Aviv, ainsi qu'en entrevue le 18 décembre 2019.

111 Intervention de Kobi Michael « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », le 11 août 2019 à l'Institute for National Security Studies, Tel-Aviv.

112 Six participants palestiniens sur huit ont affirmé que qu'Abbas ne désirait pas nécessairement l'impasse.

sont, quant à eux, pas si tranchants. Pour certains, Abbas aurait souhaité cette impasse, tandis que d'autres lui offrent le bénéfice du doute. Quant à l'aspect stratégique autour de cette impasse, les participants, qu'ils soient palestiniens, israéliens, universitaires, journalistes ou décideurs ne perçoivent pas d'une voix commune le maintien de l'impasse par Abbas comme découlant de la stratégie.

Selon Edo Konrad, à un certain point, il serait néanmoins devenu avantageux pour Abbas de maintenir le statu quo, du moins, « pour le moment » (Entrevue 10 décembre 2019). Dans une forte majorité, les participants sont toutefois d'avis que l'impasse, si elle a pu offrir quelques bénéfices à Mahmoud Abbas, ne lui a ultimement pas servi. « Bien au contraire », selon le collègue d'Abbas, Saeb Erekat, qui croit que « personne ne bénéficierait plus de la réalisation de la paix que Mahmoud Abbas et [eux [*les Palestiniens*]] » (Entrevue, 10 avril 2020). L'universitaire israélien Shlomo Brom établit d'ailleurs un lien entre les faiblesses d'Abbas, ainsi que les faiblesses internes, indissociables de facteurs externes:

Why is Abbas so weak internally? Because of different reasons that are internal, for example, the inefficacy of the PA government, corruption, etc. That is purely internal, but there is also an external reason that is the failure of his political agenda. Abbas' political agenda was to resolve the conflict, so, peaceful means (diplomatic, negotiations, etc.). It failed, and then weakened him tremendously because a politician has to sell himself to his public. So what exactly can he sell? Good governance? He cannot say it. But he cannot sell hope either. Before that, he could say “That is my agenda, we will reach an agreement, have an independent Palestinian state”, but no more. And that's not an internal reason (Entrevue 6 février 2020).

Pour Yohanan Tzoreff, bien qu'Abbas soit « modéré comparé aux autres dirigeants de l'arène politique palestinienne », l'homme n'a ni la passion ni le pouvoir de se tenir derrière ses décisions (Entrevue 19 décembre 2019). Ainsi, malgré ses positions tant à la tête de l'Autorité palestinienne, de l'Organisation de libération de la Palestine que du Fatah, l'homme est pourtant largement perçu comme faible.

#### **9.4 Les intérêts d'Abbas coïncident-ils avec l'Interêt national palestinien?**

Selon Khaldoun Barghouti, le conflit n'a pas profité du tout à Mahmoud Abbas, bien au contraire, puisque tout ce que le président récolte de ce conflit est « peut- être » de plus en plus de critique de la part des Palestiniens « en raison de son approche avec Israël » (Entrevue, 6 avril 2020). Pour de nombreux Palestiniens aujourd'hui, Mahmoud Abbas ne les représente simplement pas, ou simplement plus. Le fossé est donc énorme: « Whole generations are hopeless because of the leadership. We are talking about something and they want something else. They are looking for something else » (Entrevue avec Alaa Daraghme, 11 février 2020).

Dans le cas des négociations, selon Wadea Awawdy, « il n'y a pas de Palestinien qui soit plus pacifique qu'Abu Mazen » (Entrevue 25 mars 2020). D'ailleurs, c'est bien ce qui fait craindre les Israéliens, pour qui, Mahmoud Abbas, à défaut d'avoir l' « autorité nécessaire », ne peut faire de réelles garanties face aux courants radicaux qui pourraient à tout moment le remplacer (Charbit, 2015). Du côté palestinien, on se dit aussi que si Israël n'est pas en mesure d'obtenir un compromis avec Mahmoud Abbas, il sera alors impossible d'en arriver à la paix dans le futur, car « [il n'y aura] pas plus modéré que Mahmoud Abbas dans la direction palestinienne » (Entrevue avec Wadea Awawdy, 25 mars 2020). Pendant ce temps, Abbas peut être dépeint comme « collaborateur » du fait de la coordination sécuritaire israélo-palestinienne sous l'égide de l'Autorité palestinienne. Les positions d'Abbas continuent donc de lui coûter auprès des Palestiniens, tel que l'explique l'experte palestinienne Dalal Iriqat:

[...] to keep using the same strategy of begging Netanyahu to come and make peace, and talk has really no meaning in the eyes of Palestinians who live reality of when they want to go from a city to another in Palestine, they have to cross checkpoints, have to show IDs, be checked, have to ask for permits to go to Jerusalem for example, who don't enjoy even proper Internet services, which is a basic international human right etc. (Entrevue, 18 mars 2020)

Pour Gideon Levy ainsi, l'impasse coûte à Abbas dans la mesure où il est perçu comme impuissant dans le dossier du conflit: « Abbas cannot present any achievement to his people and his people know that the PA and Abbas didn't bring any » (Entrevue, 15 décembre 2019). Ainsi,

Abbas et l'Autorité palestinienne manquent une principale corde à leur arc. Alors qu'ils se présentent comme le seul interlocuteur devant Israël, aucun n'a réussi ni à apporter la paix, ni à achever le projet national palestinien. Aux yeux de son peuple, des pays arabes et du monde, Abbas semble un leader donc « insignifiant » (Entrevue Wadea Awawdy, 25 mars 2020).

Or, tel que le notent de nombreux observateurs, la paralysie de Mahmoud Abbas ne signifie pas nécessairement que le président palestinien évite la paix. Le peu d'efforts d'Abbas découle également et probablement davantage de l'impuissance de sa présidence, prisonnière à la fois des trames narratives, d'un système politique, ainsi que du décalage entre des exigences très variables des populations palestiniennes et le poids qu'ils détiennent désormais dans la balance de négociations.

*“In the face of pain there are no heroes, [...]”*

George Orwell (1984)<sup>113</sup>

## **Chapitre 10 : QUI BÉNÉFICIE DE L'IMPASSE DU CONFLIT?**

Dans ce dixième et dernier chapitre du mémoire, nous posons un regard sur les retombées de l'impasse du conflit. Nous observons, dans un premier temps, si les parties au conflit avaient pu bénéficier de cette impasse et, dans un second temps, si tel était également le cas pour les leaders politiques.

### **10.1 Quelle partie au conflit?**

Au sein des participants à la recherche, on note un consensus clair: si l'impasse a davantage profité à l'une ou l'autre des parties, c'est à l'État d'Israël. Seulement 4 participants croient que l'impasse n'a bénéficié à aucune des parties au conflit, pendant qu'un seul participant est d'avis qu'elle a bénéficié aux deux et, tous les autres (12 participants), qu'Israël a davantage su en tirer profit. Sur ce sujet, Stéphane Amar est catégorique:

Depuis sa création, en 1948, Israël n'a au contraire jamais compté autant d'alliés et de partenaires dans le monde. Jamais le volume de ses échanges commerciaux n'a atteint de tels niveaux. Jamais il n'a accueilli autant de touristes. Jamais sa position géostratégique n'est apparue aussi favorable (Amar, 2018 : 219).

Parmi les éléments soulevés sur ce dit profit d'Israël, Edo Konrad note également, le développement de technologies testées en Cisjordanie, à Gaza (systèmes de sécurité, de défense,

---

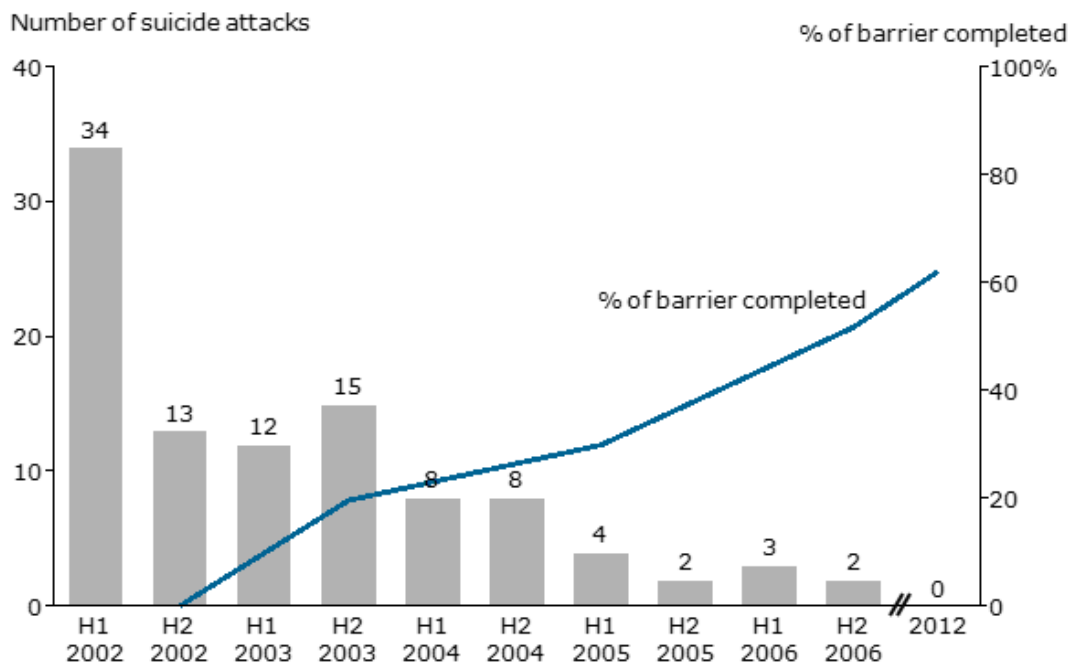
113 George Orwell, 1948. 1984.



etc.). Selon lui, Israël s'est révélé cette sorte de laboratoire pour les industries de défense, technologies qu'elles exportent ensuite à l'international en raison d'une demande qui ne s'affaiblit pas (Entrevue 10 décembre 2019). De plus, il vaut de reconnaître qu'en raison de la coordination entre Israël et l'Autorité palestinienne<sup>114</sup>, la construction du mur, le retrait de la bande de Gaza, etc., la vie en Israël est devenue beaucoup plus paisible. Pour ces raisons mises en commun, la population ne côtoie plus le conflit, ni l'occupation, de la même façon que les décennies précédentes:

We don't have to talk about the fact that there are millions of people under military dictatorship, a siege. We can maintain that situation, we have international legitimacy, we have a good economy, we have at least for now legal defence in the International court (Entrevue avec Edo Konrad, 10 décembre 2019).

Pour le journaliste arabe israélien Wadea Awawdy ainsi, « the Israelis convinced themselves that the Palestinians are not existing after the wall » (Entrevue 25 mars 2020). La baisse des attaques suicide en territoire israélien aide d'ailleurs à consolider cette idée.



**Graphique 3:** Nombre d'attaques suicides mis en parallèle avec le pourcentage de la barrière de sécurité complétée. Source: *Quora*

114 Le Shin Bet et l'armée israélienne attribuent la réduction d'attaques principalement à l'amélioration de leur capacité conjointe à déjouer les attaques terroristes, mais également aux fréquentes trêves.

Pour Gideon Levy néanmoins, la position de l'opinion publique de l'acteur le plus fort dans le conflit, Israël, n'aide pas à sortir de l'impasse: « the Israelis have a wonderful life under the status quo, they couldn't care less » (Entrevue 15 décembre 2019). Ces paroles de Levy, lorsque prononcées, n'avaient d'ailleurs pas manqué de me rappeler l'image de ces jeunes Israéliens dansant sur les toits de Jérusalem cet été de 2018. Il n'est ainsi pas faux que, malgré l'hyper-sécuritisation en Israël ou encore le service militaire obligatoire, la population israélienne côtoie aujourd'hui les enjeux liés au conflit de façon moindre comparativement aux Palestiniens de Cisjordanie pour qui le quotidien dans l'occupation leur rappelle incessamment que le conflit est loin d'être terminé. Dans le cas des Palestiniens de la bande de Gaza, les proportions sont pour leur part démesurées. Bien qu'il n'y ait plus d'occupation israélienne, la population gazaouie subit également les contre-coups du conflit au quotidien en raison du blocus, de violences sporadiques, etc. Or, dans le cas de la bande de Gaza, il est difficile de dire quelle part est attribuable à l'État d'Israël ou à Tsahal et quelle autre part est attribuable au Hamas. Dans ce conflit, l'un ne va ultimement pas sans l'autre.

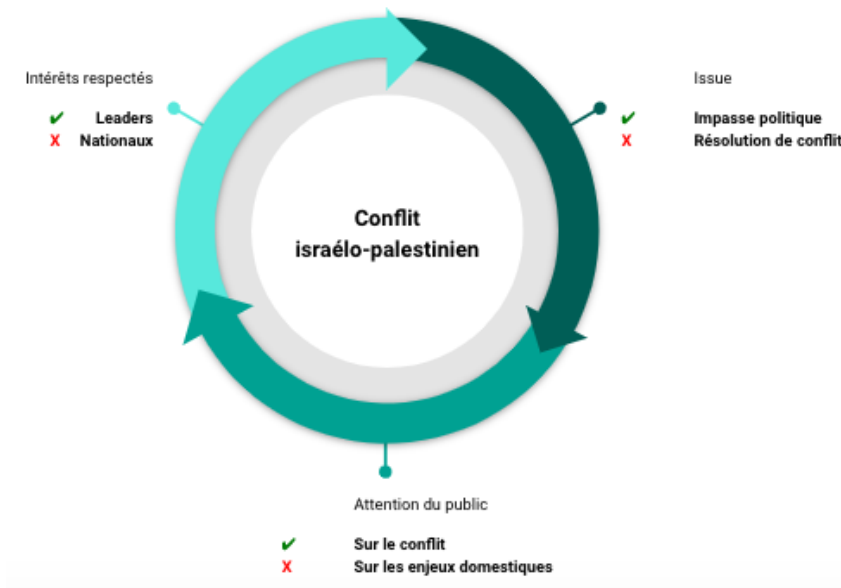
Ultimement, le chercheur Shlomo Brom est l'un de ces 4 observateurs qui sont d'avis que l'impasse n'est bonne pour personne. L'ironie veut toutefois qu'alors qu'elle est devenue « une bonne alternative politiquement pour les deux parties en raison de leur situation politique, [...] si nous parlons de l'intérêt national, c'est un désastre » pour les deux parties, de façon tout aussi égale (Entrevue 5 février 2020).

## **10.2 De la diversion à l'impasse**

Au cours de cette recherche, nous avons ainsi pu constater, en observant les tendances de ce conflit, que diverses trajectoires se dessinaient.

Dans le cas de la première configuration, lorsque l'attention du public se pose sur le conflit plutôt que les enjeux domestiques, les intérêts des leaders sont ceux qui prennent le dessus au détriment des intérêts nationaux. Ultimement, c'est par l'utilisation de la diversion vers le conflit israélo-

palestinien privilégiant les intérêts des leaders que l'impasse est maintenue. Inversement, si le regard de la population se pose davantage sur les enjeux domestiques, les intérêts nationaux, dont fait partie la résolution du conflit, prennent le dessus et le conflit peut se résoudre. Les scénarios sont donc décisifs, faisant passer de la diversion à l'impasse dans le conflit.



**Illustration 8:** Cycle du conflit israélo-palestinien

L'observation ci-haut trouva d'ailleurs, plus tard, son écho dans une affirmation de Dalal Iriqat au sujet du droit international:

If we talk about international Law, international Law treats every human being as equal. So if we do stick to international Law, that would serve the national interest of the people of Palestine and Israel and not necessarily the interests of the leaders in both countries (Entrevue, 18 mars 2020).

### 10.3 L'impasse: un moindre mal?

Puisque l'impasse perdure depuis si longtemps, beaucoup sont d'avis qu'il serait risqué de faire adopter d'importantes décisions sur le conflit. Pour d'autres, à l'instar de Gilead Sher, c'est plutôt le maintien du statu quo qui est dangereux:

I think that the status quo, without any negotiation, without any process towards peace, without any hope for reconciliation between Israel and the Palestinians and even between Fatah and Hamas, I believe that this is a very meagre and short-sighted satisfaction, because the status quo leads to a one-state situation in which the Palestinians will never see themselves self-determined and Israel will never see itself maintaining its Jewish democratic state (Entrevue avec Gilead Sher, 3 mars 2020).

Anshel Pfeffer évoque bien ce qui semble également faire consensus parmi les participants les plus pragmatiques: « it's a lesser evil, but it's still an evil » (Entrevue 10 février 2020). En effet, suivant ce pragmatisme, quelles sont les alternatives au statu quo? Celle d'un règlement du conflit – très peu probable dans un proche avenir pour les observateurs – ou une résurgence du conflit armé. Ainsi, si chaque partie offre sa propre solution au conflit, aucune d'entre elles ne semble plus réaliste que l'actuel statu quo: « L'occupation telle qu'elle est maintenant peut durer pour toujours » et, pour certains, « elle est mieux que n'importe quelle autre alternative ». <sup>115</sup> Aussi, tant côtés palestinien qu'israélien, c'est l'expérience des négociations passées qui renforcent la conviction que le statu quo est la moins pire des décisions. Un « progrès » dans le processus de paix risquerait d'engendrer son nombre de conflits internes que nulle des parties ne souhaitent. Wadea Awawdy craint et prévient ainsi: l'impasse pourrait de fait n'être que « le calme avant la tempête ». Selon lui, « it will not be for a long time, maybe after the coronavirus crisis, people will find themselves again in this conflict. The Israeli-Palestinian conflict needs small problems generally – sometimes somebody who killed two people, and then it's like a bomb. » (Entrevue 25 mars 2020).

Aussi, Gideon Levy n'hésite pas à déclarer qu'un changement de position pour n'importe quel leader israélien qui voudrait obtenir un règlement, s'avérerait politiquement « suicidaire » (Entrevue 15 décembre 2019). Mais n'empêche, en décembre 2019, alors que le plan américain pour la paix au Moyen-Orient n'avait pas encore été publié, Gideon Levy avait été catégorique lorsque nous lui avons demandé s'il croyait que le statu quo était un moindre mal: « No, it is the worst. There is nothing worst. The annexation would be better. A settlement would be better » (Entrevue 15 décembre 2019). Plus tard, en mai 2020, dans un article intitulé « Let Israel Annex

---

<sup>115</sup> Propos du journaliste Benny Ziffer. *Haaretz*, avril 2016.

the West Bank. It's the Least Worst Option for Palestinians » pour le média *Haaretz*, Levy avait réitéré: l'annexion, bien qu'engendrant son lot de mécontentement, était devenue la « moins pire » option, après qu'Israël eut façonné cette situation « irréversible ». Pour Levy, l'annexion « is shaping up as the only way out of the deadlock, the only possible shake-up that could end this status quo of despair we've gotten stuck in, which can no longer lead anywhere good. »<sup>116</sup> Ainsi, par manque d'incitatifs, Levy craignait que le « statu quo ne dure pour toujours » (Entrevue, 15 décembre 2019). Quelques mois plus tard, suite à la publication du plan de paix américain, une élection israélienne, ainsi que des discussions sur une annexion imminente, Levy voyait ainsi dans l'annexion un pas qui allait briser le statu quo qu'il craignait voir s'éterniser: « The stability that the occupation has created, its routine normality, are the great enemies of any hope to end it ». <sup>117</sup>

De façon intéressante néanmoins, si la plupart des participants auront été d'avis que l'impasse ait davantage profité à l'État d'Israël qu'aux Palestiniens, il vaut de rappeler que l'impasse ainsi que ce qu'elle engendre ne s'inscrit pas dans l'intérêt national israélien. Effectivement, tel que nous l'avons vu dans le **chapitre 5** sur la solution à deux États, le règlement du conflit de par la création d'un État palestinien qui évacuerait le « problème palestinien » en son sein s'avère entièrement dans l'intérêt national israélien. Inversement, l'impasse politique, signifiant continuité de construction d'implantations en Cisjordanie menant à une annexion imminente de territoires, maintien de l'occupation, violences sporadiques de la part des deux côtés, ainsi que la dilution de la possibilité de solution à deux États, se trouve à l'encontre de l'intérêt national israélien:

L'impasse du processus de paix est aussi celle d'Israël et de son avenir: une société qui aspire à une normalité occidentale dont son intransigeance et la déférence incompréhensible de son système politique envers les vues de sa minorité nationaliste-religieuse menacent de l'éloigner. Il n'y aura pas de paix sans qu'en Israël même les vues de la majorité prête à la paix l'emportent sur cette minorité: c'est l'affaire des Israéliens, dira-t-on, mais c'est aussi légitimement celle des autres (Andréani et Kodmani, 2010 : 302).

---

116 Levy, Gideon. « Let Israel Annex the West Bank. It's the Least Worst Option for Palestinians », *Haaretz*, 10 mai 2020.

117 *Idem*.

Aussi, tel que l'expose Denis Sieffert, alors qu'Israël s'arrête fréquemment sur les menaces existentielles posées sur lui, l'État ne devrait pas omettre d'observer ses propres comportements allant d'abord à l'encontre de ses propres intérêts, notamment en exacerbant le risque qui lui pèse:

Aujourd'hui, le problème n'est plus l'ambiguïté originelle de cet État hébreu né de la confusion entre la Bible et l'histoire, entre la promesse divine et le droit des hommes. Cette question est l'affaire d'historiens, des philosophes et des théologiens. Israël est un État solidement établi dans le concert des nations. Ce n'est pas son passé qui le menace, mais son comportement actuel qui se nourrit toujours des mêmes confusions. Ce ne sont pas les Palestiniens qui le menacent, et pas davantage l'Iran, c'est une occupation qui se perpétue et qu'il ne suffit plus de cacher ou de justifier par une habile communication (Sieffert, 2008 : 148).

Dans le cas des Palestiniens, il vaut également de clarifier. Bien qu'une majorité de participants reconnaissent que l'impasse ait davantage bénéficié à l'État d'Israël, certains n'ont pas manqué de souligner que la situation actuelle profitait également aux Palestiniens dans la mesure où ils n'avaient pas à faire face à toutes les responsabilités d'un État, tout en continuant de bénéficier d'une aide économique internationale. Il vaut ainsi de se demander si le maintien de l'impasse politique concorde avec les intérêts nationaux palestiniens, aussi difficilement définissables soient-ils. Tout porte effectivement à croire que l'impasse et ses impératifs ne retrouvent pas dans les intérêts nationaux palestiniens, mais les alternatives (résurgence du conflit armé, solution à deux États, État binational, etc.) non plus. Ainsi, dans le cas des Palestiniens, la question est plutôt de se demander quelle option est la « moins pire ».

#### **10.4 À quel leader l'impasse a-t-elle profité?**

Mardi le 11 février 2020, depuis un café de Ramallah, le journaliste palestinien Alaa Daraghme et moi-même venons tous deux de terminer de regarder le président Abbas offrir un discours devant les Nations unies en réponse au plan de paix américain lorsqu'il laisse tomber au sujet d'Abbas: « He thinks that he is smart, but he is not smarter than the Israelis. Even today in his speech » (Entrevue, 11 février 2020).

Si un consensus s'établit autour de la partie au conflit ayant pu le plus bénéficier de l'impasse, en ce qui a trait aux leaders, cette logique se maintient. Pour une majorité d'observateurs (12 sur 17 participants), Netanyahu est celui qui a su davantage tirer son épingle du jeu, mais pour d'autres (3 participants), les deux hommes continuent de bénéficier de cette impasse dans une logique stratégique qui n'est pas sans rappeler l'expression idiomatique « It takes two to tango ». Néanmoins, aucun observateur n'est prêt à avancer qu'Abbas est le seul gagnant de cette joute.

De façon intéressante, en observant les deux leaders, on constate que tous deux ont plus d'un dénominateur commun. Parmi ceux-ci, la longévité de leur leadership respectif qui serait, selon certains, le résultat d'une stratégie pour le moins fructueuse: « me and you, playing this game, we sit more than years playing the game and we know there is no such as 'resolution', but we need to play this game » (Entrevue avec un diplômé de l'université de Birzeit, 27 février 2020). Ainsi, selon certains participants, Netanyahu et Abbas, au cours de la décennie observée, ont appris à « jouer » ensemble dans « ce théâtre politique » (Entrevue avec Edo Konrad, 10 décembre 2019). Questionné au sujet des raisons internes pouvant expliquer la poursuite du conflit pour Mahmoud Abbas, Gilead Sher n'avait d'ailleurs pas hésité à faire un parallèle entre les deux leaders pour qui, selon lui, « main consideration is **politics**, not **policy** ». Sher explique: « Throughout his leadership years, he succeeded in eliminating all his political rivals within Fatah, outside Fatah, etc. – which resonates with what Netanyahu did. He also crashed [*sic*] all his political rivals, from right and left » (Entrevue, 3 mars 2020). Puis, s'ajoute à la série de similitudes entre les deux leaders, une convergence d'intérêts que dépeint Anshel Pfeffer:

Netanyahu and Abbas had been doing this for over twenty years, and they knew every pothole to get stuck in down the road. Ultimately, they both had an interest in maintaining the status quo, and were incapable of making the difficult decisions necessary for a breakthrough (Pfeffer, 2018 : 366).

Pour Edo Konrad, Benyamin Netanyahu a ainsi su s'appuyer sur la coordination de la sécurité de l'Autorité palestinienne et de ses renseignements pour regrouper les éléments extrémistes et

radicaux (Hamas, groupes extrémistes, groupes salafistes en Cisjordanie), une réalisation qui lui profite, mais qui profite également à Abbas. Effectivement, si Israël continue de donner à l'Autorité palestinienne de l'argent, le pays offre également légitimité non seulement à l'AP, mais également à Abbas. Selon Edo Konrad ainsi:

For the past 10 years, a lot of time, they have played this delicate dance, they are still in a way playing this delicate dance. Though, Israel, Netanyahu needs the PA, and the PA needs Israel. They need each other in order to maintain the occupation. Netanyahu does not want to send – no prime minister wants to send – the soldiers back into control Jenin, control Nablus, control Ramallah, all those cities. [...] Status quo can only exist insofar the PA collaborates with Israel's occupation regime (Entrevue 10 décembre 2019).

Ainsi, si les leaders ont en commun cette persistance dans la durée, selon la lecture qu'en fait Grisha Yakubovich, également en raison de leur durée au pouvoir, « leurs intérêts personnels sont devenus intérêts nationaux » (Entrevue 24 mars 2020) ou tel que le dépeignait le diplômé de Birzeit, « apporter les intérêts nationaux » dans les « poches » des leaders, puisque, selon eux, c'est un « endroit sûr pour la nation » (Entrevue, 27 février 2020). Le maintien au pouvoir et surtout la longévité de ce maintien se présentent ainsi comme les éléments qui font dire, même à ceux qui sont prêts à offrir le bénéfice du doute au président palestinien, qu'ultimement, l'impasse n'a coûté leur statut politique ni à Netanyahu ni à Abbas. Si Abbas a récolté davantage de critique de la part de sa population, l'élément non-démocratique de la Cisjordanie lui a permis de maintenir les trois principaux postes du territoire palestinien à travers toutes ces années.

Quant à Netanyahu, il serait faux de croire qu'il ne reçoit pas de critique, mais le conflit israélo-palestinien n'est pas le dossier sur lequel il perd le plus de points. Dans les faits, il est même un de ces terrains qui lui permettent de se faire valoir en tant que politicien, mais surtout en tant que gardien de la nation israélienne. Ainsi, dès lors que les sondages montrent un support croissant pour un rival et qu'une menace plane, Netanyahu n'hésite pas à mettre celle-ci en évidence, et ce, surtout en campagne. Dans un même ordre d'idée, les Israéliens paraissent résolus à mettre de côté les enjeux légaux entourant Netanyahu en raison d'une expérience politique et sécuritaire dont ils ne semblent plus pouvoir se passer. Netanyahu a ainsi réussi à se



faire percevoir non pas nécessairement comme un « roi »<sup>118</sup> tel qu'on le dépeint fréquemment, mais comme un leader indispensable, tel qu'il le souhaite.

Ayant hérité des accords d'Oslo et les deux hommes ont ainsi tenté au meilleur de leurs capacités de faire coïncider intérêts nationaux et leurs propres intérêts. Seulement, un homme semble s'en être sorti mieux que que l'autre: Benyamin Netanyahou. On ne saurait toutefois parler de « gagnant » ou de « perdant » dans ce contexte puisque, comme l'écrivait George Orwell dans l'ouvrage *1984*, « in the face of pain there are no heroes ».<sup>119</sup>

---

118 Le surnom « King Bibi » lui est souvent attribué en raison de la longévité depuis sa première fois à la tête de la Knesset, étant devenu le premier ministre ayant siégé le plus longtemps dans l'histoire du pays. Aussi, dans son édition du 28 mai 2012, le *Time Magazine* mettait en une un portrait de Benyamin Netanyahou avec la description « King Bibi: He's conquered Israel. But will Netanyahu now make peace – or war? ». Dès lors, le surnom de Netanyahou est consacré.

119 George Orwell, 1948. *1984*.

*« Ce sont les dirigeants qui veulent la guerre.  
Laisse-nous négocier avec mon ami Ahmed et au  
bout de quelques heures tu verras sortir de la  
fumée blanche »*

Moshe, un retraité de Gilo<sup>120</sup>

## **Chapitre 11 : CONCLUSION**

### **11.1 Des récits miroirs**

Impressionnant comme les rhétoriques des parties se reflètent comme un miroir. Avec conviction, avec certitude, les participants à cette recherche, tout comme de nombreuses personnes rencontrées au cours des dernières années, n'ont pas hésité à faire porter le blâme sur l'une ou l'autre des parties. Néanmoins, ces accusations ne se faisaient pas systématiquement sur la base de la nationalité (israélienne/palestinienne), mais plutôt sur la trame qu'ils avaient adoptée, une lecture qui se faisait rarement en nuances: « He had no Israeli partner » (Entrevue avec Gideon Levy, 15 décembre 2019), faisant face aux « There is no Palestinian partner » (Entrevue avec Dan Schueftan, 30 mars 2020). Effectivement, malgré la « tzadkanout »<sup>121</sup>, lorsqu'interrogés, journalistes et universitaires israéliens, notamment, ne se sont pas nécessairement perdus à épouser un récit qui défendrait à tout coup faits et gestes politiques israéliens tel que le démontre les propos tant tenus par le journaliste israélien Gideon Levy, que par l'universitaire Dan Schueftan. Ce constat s'effectue également pour les journalistes et universitaires palestiniens, bien que moins criant que chez les Israéliens. De leur côté, les participants palestiniens semblaient

---

120 Amar, Stéphane. 2018. *Le Grand secret d'Israel : pourquoi il n'y aura pas d'Etat palestinien*, Éditions de l'Observatoire. p. 71

121 La « tzadkanout » désigne, selon le journaliste Sylvain Cypel dans l'ouvrage *Les emmurés* (2005), l'« autojustification systématique » israélienne selon laquelle, au nom de la survie, les Israéliens se considèrent toujours hors de portée de tout reproche. Aussi, selon le journaliste Gideon Levy, il s'agit de la propension à se sentir « bons, justes, beaux et innocents ».

ressentir un besoin inébranlable à défendre la cause palestinienne coûte que coûte comme s'il s'agissait d'une question de loyauté, tout en se permettant certaines critiques plus timides envers les autorités en place. Effet du niveau de liberté d'expression différent dans les deux milieux ou d'un constat de la différence de pouvoir entre les parties au conflit, les participants se sont néanmoins efforcés d'offrir une réponse fidèle, parfois même, à leurs propres risques. Ainsi, dans un récit comme dans un autre, on tente de justifier sa légitimité sur un même territoire, le plus souvent sur la base d'une légitimité « naturelle » et « historique »<sup>122</sup>. Bien que, dans les deux cas, on se réfère à une même histoire, on choisit les arguments comme des pièces pré-fabriquées prêtes à être assemblées. Pour Denis Charbit, il demeure donc un énorme travail à faire:

Admettre qu'il y a sur le conflit deux narratifs concurrents et contradictoires, c'est reconnaître que le temps ou un récit unique collait parfaitement à la réalité historique est révolu; c'est injecter une première dose de relativisme dans un espace discursif dominé jusque-là par le monopole d'un monologue pénétré de sa bonne conscience (Charbit, 2015).

Chez les plus modérés néanmoins, on remarque qu'il y a une tentative de se distancer de ces récits préconçus, posant un regard sur celui qui « doit » être l'« ennemi »:

J'ai toujours grandi dans l'idée que je n'avais pas d'autre pays. C'est vrai, je n'ai pas d'autres pays. Mais en parlant avec mes voisins palestiniens, j'ai réalisé qu'eux n'ont plus n'avaient pas d'autres pays. Nous devons donc absolument trouver un moyen de vivre côte-à-côte (Amar, 2018 : 182).

## 11.2 Un conflit intriqué

Bien que l'impasse politique que nous observons soit celle entre l'Organisation de libération de la Palestine et l'État d'Israël, elle ne peut être séparée de nombreuses autres impasses, notamment celle au sein des Palestiniens, entre le Hamas et le Fatah, tel que l'ont mentionné de nombreux participants. Ainsi, dans le cadre d'une recherche plus ample, il aurait été pertinent de nous questionner afin de savoir si les deux leaders n'avaient pas seulement agi à l'encontre d'un

---

122 Extrait de la Déclaration d'indépendance d'Israël, 1948: « En conséquence, nous membres du conseil national représentant le peuple juif du pays d'Israël et le mouvement sioniste mondial, réunis aujourd'hui, jour de l'expiration du mandat britannique, en assemblée solennelle, et en vertu des droits naturels et historiques du peuple juif, ainsi que de la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies, proclamons la fondation de l'état juif dans le pays d'Israël, qui portera le nom d'Israël ».

règlement de conflit entre Israël et les Palestiniens, mais également sur le terrain intra-palestinien. Pour Dalal Iriqat, la division politique séparant la bande de Gaza de la Cisjordanie, le manque de démocratie, l'inexistence ou l'absence d'élections depuis 10 ans sont tous des éléments pour lesquels, selon elle, Netanyahu aurait « beaucoup travaillé ». En ce qui a trait à Abbas, si Dalal Iriqat ne croit pas qu'Abbas ne détienne réellement le pouvoir de changer les choses dans le dossier israélo-palestinien, elle est d'avis qu'il aurait d'abord pu « faire davantage » pour régler des problèmes internes nuisant aux Palestiniens, notamment organiser des élections démocratiques, visiter Gaza, etc. (Entrevue, 18 mars 2020).

Ainsi, bien que Benjamin Netanyahu et Mahmoud Abbas représentent deux parties opposées d'un même conflit, leurs intérêts personnels convergent vers le maintien d'une impasse qui va au-delà de celle entre l'OLP et l'État d'Israël.

### **11.3 « Dés-intérêt »**

Ultimement, alors que cette recherche se soit arrêtée sur les intérêts des leaders à maintenir le conflit actif, il vaut de soulever l'ironie des implications d'un conflit: si les leaders sont ceux qui décident des aléas politiques des conflits, ce sont les populations qui y sont les plus directement exposées. Pendant que des troupes sont envoyées aux fronts, que des civils endurent détentions et/ou violences arbitraires, le risque le plus commun auquel s'expose les leaders est celui de perdre le pouvoir. D'autre part, si les populations peuvent bénéficier d'une sortie de l'impasse, cela ne signifierait pas nécessairement la fin du conflit. Tel que certains participants ont su le soulever, l'impasse pourrait représenter le calme avant la tempête, mais elle pourrait également mener à une résolution politique du conflit qui elle aussi, ne signifierait pas pour autant la fin des hostilités. Pour Denis Charbit, « tant que le sentiment demeure, insidieusement, inconsciemment, que la présence d'un des deux peuples est provisoire, temporaire et réversible, aucun traité de paix aussi technique soit-il ne tiendra la route » (Charbit, 2015). Ces décennies de conflit dépassent effectivement l'aspect politique qui, désormais, pour de nombreux Palestiniens qui ont cessé de croire en leurs propres leaderships ou Israéliens pragmatiques, a perdu en pertinence. En

effet, en Israël, pour de multiples raisons incluant l'édification de barrières de sécurité, la coordination sécuritaire avec les Palestiniens, ainsi que le développement de nombreuses technologies sécuritaires, la menace directe reliée au conflit israélo-palestinien s'amointrit. Du côté des Palestiniens, un sentiment de désillusion semble quant à lui faire son chemin avec des décennies de lutte, l'apparent échec des accords d'Oslo, ainsi qu'une méfiance envers les autorités. Ainsi, tel que le note Stéphane Amar, aujourd'hui dans les Territoires, « les vieux regrettent l'avant-Oslo », tandis que « les jeunes fantasment un ennemi qu'ils n'ont souvent jamais affronté physiquement » (Amar, 2018 : 21) ou encore un ennemi qu'ils désirent pouvoir regarder autrement, comme un voisin de palier, un voisin d'État.

Pendant ce temps, le conflit se poursuit, puisque les épisodes d'accalmie ponctuée par l'occupation et des attaques sporadiques justifient à tout coup les moments de plus grandes hostilités. Depuis plus de 70 ans, leaders palestiniens, israéliens, mais également du monde entier, ont appris à naviguer dans ces eaux, tout en tirant leur épingle du jeu. Ainsi, tel que de nombreux participants à cette recherche auront su le soulever, des leaders à l'instar de Benyamin Netanyahou, en Israël, et Mahmoud Abbas, en Cisjordanie, ont appris de ces décennies d'impasse que le conflit ne saurait trouver d'issue et que la simple gestion de celui-ci permettait une poursuite de la légitimation de leur position.

S'il semble aussi certes incontestable qu'un leader ait davantage bénéficié du contexte que l'autre, le second continue de s'accrocher au pouvoir, non plus puisqu'il est supporté par sa population, mais puisque le système politique dans lequel il évolue le lui permet. Pour la décennie 2009 à 2019, deux aspects sont donc demeurés inchangés: les leaders en place et l'impasse du conflit. Une corrélation peut-elle être établie?

« Ça n'intéresse plus personne » avait dit le journaliste palestinien au sujet du conflit. Il avait donc tort.

## ÉPILOGUE : L'année 2020, terrain et rédaction mouvementés

Ce mémoire a commencé à prendre forme en 2018. Son point de départ fut le constat de l'époque concernant, d'une part, un apparent statu quo dans le conflit, d'autre part, une impression de désintérêt des leaders politiques face à un possible règlement du conflit. Néanmoins, depuis le début de la rédaction, en juin 2019, cet apparent statu quo a laissé place à des attitudes plus proactives de la part des leaders, notamment en raison de l'administration de Donald Trump aux États-Unis, son plan de paix publié au début de l'année 2020, ainsi que la pandémie de Covid-19, qui ont tous su entraîner de significatifs changements dans le conflit et sur le terrain.

### *Pandémie de Covid-19*

Au moment de la rédaction de ce mémoire, Netanyahu avait effectué un glissement clair de la menace terroriste vers les menaces sanitaires, sécuritaires et économiques qu'a apporté avec elle la pandémie de coronavirus. Dès les tout débuts, Netanyahu s'était présenté en grand habitué de la gestion de crise. Alors que le pays retournait aux urnes pour la troisième fois depuis l'impasse politique de décembre 2018, la pandémie s'avérait une énième bouée pour Netanyahu, pour qui la cote de popularité en tant que leader, autour de 54% à 58%<sup>123</sup> au plus fort de la crise, était alors de loin la plus élevée au pays. En date du 5 avril 2020, la confiance envers la gestion de la crise par le premier ministre Benyamin Netanyahu atteignait les 57,4%, alors que son travail en tant que premier ministre était évalué à 59,7% modérément bon à très bon.<sup>124</sup> Cela n'allait pourtant pas durer.

Si lors du premier confinement, même des Israéliens opposés à Netanyahu reconnaissaient du premier ministre son aptitude à gérer la crise, les mois qui suivirent virent un changement drastique dans l'opinion publique israélienne. Certes, Benyamin Netanyahu a l'habitude des

123 « Coronavirus Special Survey », *The Israel Democracy Institute*, 31 mars 2020.

124 Sondages du *Guttman Center for Public Opinion and Policy Research* de l'*Israel Democracy Institute*, fin mars 2020

mouvements de protestation. Depuis des années, les manifestants anti-Netanyahou se rassemblent pour diverses raisons: demander le départ du premier ministre compte-tenu des charges de fraude et de corruption portées contre lui, la formation d'une coalition entre Benny Gantz et Netanyahou, la possible annexion de territoires en Cisjordanie, etc. Suite au premier confinement toutefois, le mouvement prend une tout autre ampleur. La population est insatisfaite des mesures adoptées, alors que l'économie est durement touchée et que le nombre de cas de Covid-19 ne cesse d'augmenter pour atteindre les 8000-9000 cas quotidiens entre septembre et octobre 2020. La confiance envers Netanyahou et son gouvernement est alors rompue. À la veille du second confinement, avant l'adoption de nouvelles mesures en septembre 2020 et l'imposition de restrictions concernant les manifestations, le taux d'approbation du premier ministre avait chuté à 27%. Malgré les restrictions, le mouvement s'organise et prend de l'ampleur. Les manifestations s'adaptent au cadre légal imposé par le gouvernement en proposant aux manifestants différents lieux de rassemblements qui leur permettent de respecter les règles imposées.

Nonobstant l'impact de la pandémie sur la popularité de Netanyahou, la situation liée à la Covid-19 créera un moment d'accalmie dans les relations israélo-palestiniennes sans pour autant remettre en cause les éléments définissant ce « statu quo qui n'en est pas un ». Le 23 mars 2020, le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres appelait à un cessez-le-feu mondial pour mieux lutter contre la pandémie de Covid-19. Alors que les Palestiniens étaient encore sur le choc provoqué par la publication du plan de paix américain, les autorités palestiniennes et israéliennes ont néanmoins offert une réponse conjointe à la crise. Dans la journée du 5 mars, les responsables de la santé israéliens et palestiniens s'étaient entretenus sur la coordination d'une action contre la propagation du virus tant en Israël qu'en Cisjordanie, menant à l'adoption d'une série de mesures prises d'un rare commun accord. Aussi, craignant la catastrophe sur le territoire de la bande de Gaza, territoire à très forte densité et dont le système de santé est continuellement dans un état précaire, suite au premier cas répertorié à la fin mars 2020, Israël autorisa l'entrée de fournitures et d'équipements essentiels, ainsi que la formation de médecins, infirmières et personnel médical de Gaza au point de passage d'Erez ainsi que dans la ville israélienne d'Ashkelon par des équipes israéliennes.

Expliquant la collaboration dans le cadre de la pandémie, le porte-parole de l'Autorité palestinienne Ibrahim Milhem avait expliqué la position de l'Autorité: « Nos frontières et nos relations communes ne laissent aucune place à l'hésitation pour prendre des mesures sévères et coopérer au plus haut niveau pour empêcher la propagation du virus »<sup>125</sup>. Quelques jours plus tard, le coordinateur spécial des Nations unies pour le processus de paix israélo-palestinien, Nikolaï Mladenov aurait ensuite qualifié d'« excellente » la coopération israélo-palestinienne dans le cadre de la lutte contre le virus. Selon le communiqué de la conférence, autorités israéliennes et palestiniennes auraient « coordonné leurs réponses de manière étroite et constructive », un facteur majeur dans l'endigement de la propagation du virus.<sup>126</sup> Quelques semaines plus tard, l'expert sur les questions de Défense au média *Haaretz* Amos Harel constatait également l'inouï de la situation: « la coopération entre Israël et les Palestiniens est à un niveau de proximité sans précédent », alors qu'il rappelle que la pandémie aura également « offert » un cessez-le-feu non officiel entre le Hamas et Israël<sup>127</sup>. La pandémie de coronavirus aura ainsi mis en lumière une coopération israélo-palestinienne bien souvent occultée, mais bien existante.

Selon un sondage<sup>128</sup> de mars 2020, les populations palestiniennes soutenaient à plus de 68% la coopération israélo-palestinienne contre la Covid-19. Or, si la crise a su par moments témoigner de la bonne foi de chacune des parties au conflit, elle n'a pas tardé à également rediviser. L'Autorité palestinienne et le Hamas, accusant Israël de miner les efforts de réponse; Israël accusant l'Autorité palestinienne de propager de fausses nouvelles à son sujet, etc.

Si certains, dont le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avait souhaité que la pandémie crée un sentiment de solidarité humaine, dans le cadre du conflit israélo-palestinien, l'un des plus complexes conflits de l'histoire, la pandémie s'inscrit encore jusqu'à ce jour comme une simple parenthèse.

---

125 Ibrahim Milhem, 17 mars 2020

126 « COVID-19: UN envoy hails strong Israel-Palestine cooperation », *UN News*, 20 mars 2020.

127 Harel, Amos. 2020. « Coronavirus Crisis Forces Israel and Palestinians to Stare Into the Same Abyss », *Haaretz*, 21 mars 2020.

128 « The coronavirus: A vast scared majority around the world », *Palestinian Center for Public Opinion*, 24 mars 2020.



*Plan de paix américain, fin de l'impasse politique israélienne et annexion*

Fin janvier 2020, le plan de paix américain est présenté. Dès lors, il est rejeté par le camp palestinien, déplorant ne pas avoir été consulté. Quelques semaines plus tard, les administrations israéliennes et américaines discutent de l'annexion de certaines zones de Cisjordanie, avec comme priorité la vallée du Jourdain, déjà principalement en *zone C*, donc sous contrôles militaire et civil israéliens. Bien que l'annexion fut soulevée en campagne électorale maintes fois par le premier ministre sortant Benyamin Netanyahou, ce n'est que lorsque ce dernier avec l'ancien chef d'État-Major et chef du parti *Kahol Lavan*, Benny Gantz, doivent entrer en négociations que le projet deviendra une imminence.

Pressé par la pandémie qui sévit sur le globe, les leaders politiques israéliens doivent trouver une issue rapide à l'impasse dans laquelle se trouve l'arène politique israélienne depuis décembre 2018. Or, l'obtention d'un accord de coalition ne laissera pas le conflit israélo-palestinien hors des négociations et aura d'importantes implications tant dans la dynamique israélo-palestinienne, qu'intra-palestinienne.

Pressés par la pandémie de Covid-19, alors que la population réclame un gouvernement d'union d'urgence afin de répondre efficacement à la crise sanitaire qui sévit que Benny Gantz se résoudra à trouver un accord avec Netanyahou, se mettant une partie de son propre parti politique à dos. Au coeur des négociations: l'annexion. Netanyahou se montre en faveur, supporté par son électorat et des partis avec lesquels il fait traditionnellement alliance, alors que Benny Gantz n'est aucunement intéressé par une telle action. Suite aux élections de mars 2020 néanmoins, en soirée du 20 avril 2020, Netanyahou et Gantz concluent un accord mettant fin à plus d'une année d'impasse politique nationale. N'eût été de la pandémie toutefois, cet accord, nous le supposons, n'aurait vu le jour. Gantz cède sur certain points et une annexion partielle est alors prévue pour juillet 2020. Or, à la date prévue, celle-ci est une fois de plus repoussée et, en date du dépôt de ce travail, l'annexion n'a toujours pas eu lieu.

### *Cessation de coopération de l'Autorité palestinienne avec Israël*

Dans ce qui a toutes les apparences d'un chant du cygne, Mahmoud Abbas annonçait à la mi-mai 2020, alors que l'annexion de certaines parties de la Cisjordanie (la vallée du Jourdain et quelques 130 colonies) par Israël s'annonçait imminente, l'absolution « de tous ses accords et ententes avec les gouvernements américain et israélien, et de toutes ses obligations basées sur ces ententes et ces accords, y compris celles relatives à la sécurité »<sup>129</sup>. À maintes fois par le passé, l'OLP avait fait des annonces similaires, cependant l'annonce de mai 2020 témoignait d'un grand sérieux. Abbas annonçait ainsi une cessation de la coopération sécuritaire avec Israël, une coopération qui lui valait un relatif respect de la part de l'État d'Israël, mais qui minait également son image au sein des membres de l'OLP et d'un pan du public palestinien. Abbas avouait effectivement en mai que même s'il voulait « poursuivre la coordination » avec Israël, son « peuple ne l'accepterait pas ».<sup>130</sup>

Il faut cependant comprendre que cette coopération pouvait être bénéfique tant pour Israël, en matière de réduction des possibilités d'attaques contre ses forces et ses citoyens, que pour l'Autorité palestinienne (Fatah), faisant usage d'informations obtenues afin de prouver son degré de fonctionnalité, d'efficacité et de légitimité face à son rival, le Hamas. Des responsables proches d'Abbas sont d'ailleurs d'avis que si cette coordination n'a pas cessé plus tôt, c'est qu'Abbas savait pertinemment qu'une cessation pourrait également signer la fin de l'Autorité palestinienne.

---

<sup>129</sup> Mahmoud Abbas, 19 mai 2020.

<sup>130</sup> « Rompre la coordination entre Israël et l'Autorité palestinienne : l'atout dont Mahmoud Abbas ne peut se servir », *Middle East Eye*, 4 février 2020.

## BIBLIOGRAPHIE

Amar, Stéphane. 2018. *Le Grand secret d'Israël : pourquoi il n'y aura pas d'État palestinien*, Éditions de l'Observatoire, 235 pages.

Andréani, Gilles & Bassma Kodmani. 2010. « Le processus de paix israélo-arabe : après l'échec ? », *Commentaire*, 130, (2), 293-302.

Appadurai, Arjun. 2006. *Fear of Small Numbers : An Essay on the Geography of Anger*, Durham, N.C., Duke University Press, 153 pages.

Aronoff, Yael. 2014. *The Political Psychology of Israeli Prime Ministers: When Hard-Liners Opt For Peace*, New York, Cambridge University Press, 248 pages.

Balzacq, Thierry. 2005. « The Three Faces of Securitization: Political Agency, Audience and Context », *European Journal of International Relations*, 11, pp.171-201.

Balzacq, Thierry. 2011. *Securitization theory: How security problems emerge and dissolve*. New York, Routledge.

Balzacq, Thierry. 2016. *Théories de la sécurité: Les approches critiques*. Paris, Presses de Sciences Po.

Ben Meir, Yehuda. 2019. « Public opinion and national security in Israel », *Institute for National Security Studies*, 14 août 2019, Tel-Aviv.

Benn, Aluf. 2019. « The End of the Old Israel: How Netanyahu Has Transformed the Nation », *Foreign Affairs*, 8 juin 2016.

Boussois, Sébastien. 2011. *Israël: L'enfer du décor: Dix ans de radicalisation*. Paris, Éditions du Cygne, Reportages.

Charbit, Denis. 2015. « Paix ou réconciliation : les narratifs sont-ils négociables ? », *Lignes*, 1, (46), pp. 104-133.

Cohen, Samy. 2008. « Les relations entre le pouvoir civil et l'armée en Israël » , *Revue internationale de politique comparée*, 15, pp.77-92

« Comparing Arab Polls on Trump, U.S. Policy, Israel, Iran and More », *Washington Institute for Near East Policy*, 9 mai 2019. En ligne: <https://www.washingtoninstitute.org/fikraforum/view/comparing-arab-polls-on-trump-u.s.-policy-israel-iran-and-more>

Conconi, Paola, Nicolas Sahuguet et Mauricio Zanardi. 2014. « Democratic Peace and Electoral Accountability », *Journal of the European Economic Association*, pp.1-32.

Coser, Lewis, 1956. *The Functions of Social Conflict*, Glencoe, Ill.

Dekel, Udi. 2019a. « A moment before we slide into a one-state reality », *The Times of Israel*, 27 janvier 2019. En ligne: <https://blogs.timesofisrael.com/a-moment-before-we-slide-into-a-one-state-reality/>

Dekel, Udi. 2019b. « The Israeli national security concept », *Institute for National Security Studies*, 11 août 2019, Tel-Aviv.

Dercansky, Michel. 2010. *Regards croisés sur le Proche-Orient*. Paris. Éditions Yago. 320 pages.

Eran, Oded. 2019. « Radical Islam, refugees and their implications on fragile states – Jordan as a case study », *Institute for National Security Studies*, 4 août 2019, Tel-Aviv.

Levy, Elias. 2019. « Bibi Netanyahu, politicien rusé ou idéologue dogmatique. (Entrevue avec Jean-Pierre Filiu) », *The Canadian Jewish news*, 6 mars 2019. En ligne: <https://www.cjnews.com/en-francais/bibi-netanyahu-politicien-ruse-ou-ideologue-dogmatique>

Guzansky, Yoel et Daniel B. Shapiro. 2019. « Friends With Caveats: Will Israel and the Gulf States Form a United Front Against Iran? », *Foreign Affairs*, 5 août 2019.

Handelman, Sapir. 2011. *Conflict and peacemaking in Israel-Palestine : theory and application*, London-New York, Routledge.

Harel, Amos. 2019. « Israel Election Results: Deliberate Security Escalation Could Torpedo Political Negotiations », *Haaretz*, 19 septembre 2019. En ligne: <https://www.haaretz.com/israel-news/elections/.premium-deliberate-escalation-in-one-of-the-security-arenas-could-impact-on-coalition-talks-1.7862004>

Hatuel-Radoshitzky, Michal. 2019. « Delegitimization as a national security challenge », *Institute for National Security Studies*, 13 août 2019, Tel-Aviv.

Hess, Gregory D. et Athanasios Orphanides. 1995. « War Politics: An Economic, Rational-Voter Framework », *The American Economic Review*, 85 (4), pp.828-846.

Ibish, Hussein. 2014. « Bibi's First: War Why Benjamin Netanyahu Has Never Liked Military Conflict », *Foreign Affairs*, 16 juillet 2014.

Inbar, Efraim. 1998. « Israeli national security, 1973-96 », *Annals of the American Academy of Political Science*, 55, pp.62-82.

« Israël : des postes-frontières à la pointe de la technologie », *i24NEWS*. 11 juillet 2019. En ligne: <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/1562831780-israel-des-postes-frontieres-a-la-pointe-de-la-technologie>

Jackson, Matthew O. et Massimo Morelli. 2011. « The Reasons for Wars: An Updated Survey », Chapitre dans *The Handbook on the Political Economy of War*, Elgar Publishing.

« Jérusalem - Sommet trilatéral Israël, USA, Russie », *Ambassade d'Israël en France*, 26 juin 2019, En ligne: <https://embassies.gov.il/paris/NewsAndEvents/Pages/Jerusalem---Sommet-trilateral-Israel,-USA,-Russie.aspx>

Kant, Emmanuel. 1949. « Eternal Peace », in Carl J. Frederich (ed.), *The Philosophy of Kant*, New York, pp.430-47.

Kelman, Herbert C., 1982. « Creating the Conditions for Israeli-Palestinian Negotiations », *The Journal of Conflict Resolution*, 26 (1), 39–75.

Kelman, Herbert C., 1986. « Overcoming the Barriers to Negotiation of the Israeli-Palestinian Conflict ». *Journal of Palestine Studies*, 16 (1), 13-28.

Kelman, Herbert C., 1998. « Building a sustainable peace: The limits of pragmatism in the Israeli- Palestinian Negotiations », *Journal of Palestine Studies*, 28 (1), pp.36-50.

Kramer, Martin. 2016, « Israel and the post-American Middle East: why the status quo is sustainable », *Foreign Affairs*, Juillet-août 2016.

Kurz, Anat. 2019. « Hamas – political Islam in a national struggle » , *Institute for National Security Studies*, 6 août 2019, Tel-Aviv.

Levy, Jack S. 1988. « Domestic Politics and War », *The Journal of Interdisciplinary History*, 18 (4), pp. 653–673.

Levy, Jack. 1989. « The Diversionary Theory of War: A Critique », *Handbook of War Studies*. Ed. Manus I. Midlarsky. Londres, Unwin-Hyman, pp.259-88.

Levy, Jack S. 1998. « The causes of war and the conditions of peace » , *Annual Review of Political Science*, 1 (1), pp.139-165.

Lieberfeld, Daniel. 2005. « Theorie of conflict and the Iraq war », *International Journal of Peace Studies*, 10 (2).

Mayer, Arno J., 1969. « Internal Causes and Purposes of War in Europe, 1870-1956: A Research Assignment ». *The Journal of Modern History*, 41(3), pp.292-303.

Messu, Michel. 2016. « Le 'terrain', mais pour quoi faire? », *Cahiers de recherche sociologique*, (61), pp.91–108.

Michael, Kobi. 2019. « The Palestinian arena as a continuing challenge for Israel's national security – Catch 22 », *Institute for National Security Studies*, 11 août 2019, Tel-Aviv.

Michlin-Shapir, Vera. 2019. « Has the Cold War returned to the region? Russia in the Middle East », *Institute for National Security Studies*, 30 juillet 2019, Tel-Aviv.

Miller, Aaron David. 2019. « Why No Arab Spring in Palestine? » , *Carneige Endowment for International Peace*, 13 novembre, 2019.

Mintz, Alex et Bruce Russett. 1992. « The dual economy and Arab-Israeli use of force: A transnational system? », *Defense, welfare, and growth*, London, Routledge Kegan Pau, pp.179-196.

Netanyahou, Benyamin. 1996. *Paix et sécurité: pour en finir avec le terrorisme*, L'archipel. 240 pages.

Netanyahou, Benyamin. 2000 (1993). *A Durable Peace: Israel and its Place Among the Nations*. New York, Warner Books.

Neustadt, Richard. 1991. *Presidential Power and Modern Presidents. The Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan*. New York, Free Press.

Orion, Assaf. 2019. « Fighting terrorism: The state challenges confronting non-state actors and terrorism », *Institute for National Security Studies*, 5 août 2019, Tel-Aviv.

« Palestinians must make peace or shut up, Saudi crown prince said to tell US Jews », *The Times of Israel*, 29 avril 2018. En ligne: <https://www.timesofisrael.com/palestinians-must-make-peace-or-shut-up-saudi-crown-prince-said-to-tell-us-jews/>

Roberts, Samuel J. 1973. *Survival or Hegemony?: The Foundations of Israeli Foreign Policy*, Baltimore, John Hopkins University Press.

Rodriguez, Dario. 2014. *Le leadership politique: Réflexion théorique et perspective*. En ligne: [http://centre-mcd.uqam.ca/upload/files/Publications/Dario\\_Rodriguez/dario-rodriquez%20article%20leadrship%20politique.%20vf%202.pdf](http://centre-mcd.uqam.ca/upload/files/Publications/Dario_Rodriguez/dario-rodriquez%20article%20leadrship%20politique.%20vf%202.pdf)

Ross, Lee et Constance Stillinger. 1991. « Barriers to Conflict Resolution ». *Negotiation Journal*, 7, 389-404.

Rouhana, Nadim N. et Susan H. Korper. 1997. « Power asymmetry and goals of unofficial third party intervention in protracted intergroup conflict », *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, 3(1), pp.1-17.

Pfeffer, Anshel. 2018. *Bibi: The turbulent life and times of Benjamin Netanyahu*. Signal. 432 pages.

Pfeffer, Anshel. 2019. « Anshel Pfeffer », *Twitter*, 10 septembre 2019. En ligne: <https://twitter.com/AnshelPfeffer/status/1171399887268864001>

Pruitt, Dean. 1981. *Negotiation behavior*. New York: Academic Press.

Sauvayre, Romy. 2013. *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales*, Paris, Dunod, 144 pages.

Scheindlin, Dahlia. 2019. « Netanyahu's Foreign Policy Is Bad for Israel: The Costs of Befriending Illiberal Leaders », *Foreign Affairs*, 8 février 2019.

Schueftan, Dan. 2019. « The Middle East: Hopelessness, Radicalization, Many Dangers and Few Opportunities », *Institute for National Security Studies*, 29 juillet 2019, Tel-Aviv.

Schweller, Randall. 1992. « Domestic structure and preventive war: Are democracies more pacific? », *World Politics*. 44 (2), pp.235–69.

Shalom, Zaki. 2019. « US-Israel relations and their importance to Israel's national security », *Institute for National Security Studies*, 30 juillet 2019, Tel-Aviv.

Shapiro, Daniel B. 2019. « The US in the Middle East under Obama and Trump », *Institute for National Security Studies*, 12 août 2019, Tel-Aviv.

Sieffert, Denis. 2009. *La nouvelle guerre médiatique israélienne*. La Découverte.

Simmel, Georg. 1955. *Conflict*, Glencoe, Ill.

Smith, Alastair. 1996. « Diversionary Foreign Policy in Democratic Systems », *International Studies Quarterly*, 40 (1), pp. 133–153.

Soussi, Alasdair. 2018. « Israel's walled-in approach to nationhood », *Al Jazeera*, 1 mai 2018, En ligne: <https://www.aljazeera.com/news/2018/04/israel-walled-approach-nationhood-180430140238422.html>



Sprecher, Christopher et Karl DeRouen. 2002. « Israeli Military Actions and Internalization-Externalization Processes », *The Journal of Conflict Resolution*, 46(2), pp.244–259.

Tir, Jaroslav. 2010. « Territorial Diversion: Diversionary Theory of War and Territorial Conflict », *The Journal of Politics*, 72(2), pp.413–425.

Valensi, Carmit. 2019. « The Arab Spring in the Middle East – the case of the Syrian civil war », *Institute for National Security Studies*, 28 juillet 2019, Tel-Aviv.

Weber, Max. 1998. *Économie et société*, Paris, Presses Pocket.

Weldes, Jutta. 1999. *Constructing National Interests*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

Ya'alon, Moshe. 2019. Intervention à l'*Institute for National Security Studies*, 28 juillet 2019, Tel-Aviv.

Jabotinsky, Ze'ev. 1923. « The Iron Wall », *Razsviet*. 4 novembre 1923.

Zartman, I. William, 1995. « Dynamics and constraints in negotiations in internal conflicts ». In: Zartman, I. William (Ed.), *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. The Brooking Institution, Washington, DC, pp. 3–29.

Zartman, William. 2000. « Ripeness: The Hurting Stalemate and Beyond », *International Conflict Resolution After the Cold War*. Washington, DC, The National Academies Press, 644 pages.